

# Régie départementale du Train du Montenvers

## Recueil des actes administratifs

### **REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA REGIE DEPARTEMENTALE DU TRAIN DU MONTENVERS**

**Séance du 1<sup>er</sup> décembre 2025**

# REGIE DEPARTEMENTALE DU TRAIN DU MONTENVERS Avis de Publication

Monsieur le Président de la Régie départementale du train du Montenvers certifie que :

- Le registre des délibérations de la séance du Conseil d'administration du 27 novembre 2025 (Délibérations n° CA-2025-30 à CA-2025-37) a été publié le vendredi 7 novembre 2025 sur le site internet du Conseil départemental de la Haute-Savoie.
- Les délibérations de cette séance ont été transmises en Préfecture le vendredi 19 décembre 2025 et sont exécutoires à compter du 19 décembre 2025, date de publication sur internet.

*Les délibérations publiées dans ce document peuvent faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de la date de la publication sous forme électronique.*

## Dernières publications effectuées :

Registre des délibérations de la séance du Conseil d'administration du 22 janvier 2025  
(n° CA-2025-01 à CA-2025-07), publié le 07 février 2025

Registre des délibérations de la séance du Conseil d'administration du 19 Février 2025  
(n° CA-2025-08 à CA-2025-12), publié le 10 avril 2025

Registre des délibérations de la séance du Conseil d'administration du 16 Avril 2025  
(n° CA-2025-13 à CA-2025-14), publié le 15 mai 2025

Registre des délibérations de la séance du Conseil d'administration du 21 Mai 2025  
(n° CA-2025-15 à CA-2025-18), publié le 9 juin 2025

Registre des délibérations de la séance du Conseil d'administration du 25 Juin 2025  
(n° CA-2025-19 à CA-2025-23), publié le 23 juillet 2025

Registre des délibérations de la séance du Conseil d'administration du 17 septembre 2025  
(n° CA-2025-24 à CA-2025-29), publié le 29 septembre 2025

Registre des délibérations de la séance du Conseil d'administration du 27 octobre 2025  
(n° CA-2025-30 à CA-2025-37), publié le 18 novembre 2025

Registre complémentaire des délibérations de la séance du Conseil d'administration  
du 27 octobre 2025, (n° CA-2024-38 à CA-2024-45), publié le 21 novembre 2025

Registre des délibérations de la séance du Conseil d'administration du 26 novembre 2025  
(n° CA-2025-46), publié le 10 décembre 2025

**Avis affiché ce jour sur le site internet du Conseil départemental  
([www.hautesavoie.fr](http://www.hautesavoie.fr))**

Fait à Annecy, le 01/12/2025

Le Président de la Régie départementale  
du train du Montenvers,

Martial SADDIER



## **ORDRE DU JOUR**

<b>N°</b>	<b>OBJET</b>
<b>CA-2025-47</b>	<b>MODIFICATION DES STATUTS DE LA REGIE DEPARTEMENTALE DU TRAIN DU MONTENVERS</b>
<b>CA-2025-48</b>	<b>PLAN PLURIANNUEL D'INTERESSEMENT</b>
<b>CA-2025-49</b>	<b>MODIFICATION DES DUREES D'AMORTISSEMENT DE BIENS</b>
<b>CA-2025-50</b>	<b>CONTRAT DE CONCESSION AVEC LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA HAUTE SAVOIE</b>
<b>CA-2025-51</b>	<b>BUDGET PRIMITIF 2026</b>
<b>CA-2025-52</b>	<b>VENTES DES PRODUITS COMBINES PAR LA CMB</b>

# **Registre des délibérations du Conseil d'Administration de la Régie départementale du train du Montenvers**

## **Séance du 1<sup>er</sup> décembre 2025**

Le Conseil d'Administration de la Régie départementale du train du Montenvers, dûment convoqué le 26 novembre de l'an deux mille vingt-cinq, s'est réuni de droit, en présentiel et en visioconférence, le 1<sup>er</sup> décembre 2025 à 18h30, sous la Présidence de séance de M. Martial SADDIER, Président de la Régie départementale du train du Montenvers.

### **Administrateurs présents à Chamonix ou en visioconférence :**

#### **A Chamonix :**

M. Martial SADDIER,  
M. Stéphane BRASSAC,  
M. Daniel DEPLANTE,  
Mme Marie-Christine FAVRE,  
M. Eric GAZANION,  
Mme Claire GRANDJACQUES,  
Mme Odile MAURIS.

#### **En visioconférence :**

Mme Marie-Louise DONZEL-GONET,  
M. Jean-Philippe MAS,  
Mme Marie-Antoinette METRAL,  
Mme Magali MUGNIER,  
Mme Marie Claire TEPPE-ROGUET.

#### **Sont absents et représentés :**

M. François DAVIET, ayant donné pouvoir à Mme Marie Antoinette METRAL,  
Mme Fabienne DULIEGE, ayant donné pouvoir à M. Daniel DEPLANTE,  
Mme Agnès GAY, ayant donné pouvoir à M. Martial SADDIER,  
Mme Myriam LHUILLIER, ayant donné pouvoir à Mme Marie Louise DONZEL-GONET,  
Mme Patricia MAHUT, ayant donné pouvoir à Mme Marie Claire TEPPE-ROGUET,  
M. Fabien SAGUEZ, ayant donné pouvoir à M. Martial SADDIER.

#### **Invités et excusés :**

Mme Cathy ATHANASE,  
M. Joël BAUD-GRASSET,  
M. Bernard BOCCARD,  
M. François EXCOFFIER,  
Mme Marion GAUBERT,  
Mme Christine JANIN  
M. Georges MORAND,  
M. David RATSIMBA,  
M. Nicolas RUBIN,  
M. Lionel TARDY,  
M. Christian VERDONNET.

#### **Assistent à la séance à Chamonix :**

M. Grégoire CHAVANEL, Directeur de la Régie départementale du Train du Montenvers,  
Mme Ludvine MONTET, Assistante de Direction de la Régie départementale du Train du Montenvers,  
Mme Delphine RYON, Directrice Administrative et Financière.

#### **Assistent à la séance en visioconférence :**

M. Jérôme DUSSERT, Directeur du Département de la Haute-Savoie en Charge des DSP,  
M. Yannick PREBAY, Directeur Général du Département de la Haute Savoie,  
M. Patrice VIVIER, Directeur Général Adjoint du Département de la Haute Savoie.

## Régie départementale du Train du Montenvers

### Extrait du Registre des Délibérations du Conseil d'administration Séance du 1<sup>er</sup> décembre 2025 N° CA-2025-47

RAPPORTEUR : M. LE PRESIDENT

OBJET : Modification des statuts de la Régie Départementale du Train du Montenvers

Présent(e)s			
Administrateurs	M. Martial SADDIER, M. Stéphane BRASSAC, M. Daniel DEPLANTE, Mme Marie-Louise DONZEL-GONET, Mme Marie-Christine FAVRE, M. Eric GAZANION, Mme Claire GRANDJACQUES, Mme Odile MAURIS. M. Jean-Philippe MAS, Mme Marie-Antoinette METRAL, Mme Magali MUGNIER, Mme Marie Claire TEPPE-ROGUET.		
Représentés (pouvoir)			
M. François DAVIET, ayant donné pouvoir à Mme Marie Antoinette METRAL, Mme Fabienne DULIEGE, ayant donné pouvoir à M. Daniel DEPLANTE, Mme Agnès GAY, ayant donné pouvoir à M. Martial SADDIER, Mme Myriam LHUILLIER, ayant donné pouvoir à Mme Marie Louise DONZEL-GONET, Mme Patricia MAHUT, ayant donné pouvoir à Mme Marie Claire TEPPE-ROGUET, M. Fabien SAGUEZ, ayant donné pouvoir à M. Martial SADDIER.			
Absents – Excusés			
Mme Cathy ATHANASE, M. Joël BAUD-GRASSET, M. Bernard BOCCARD, M. François EXCOFFIER, Mme Marion GAUBERT, Mme Christine JANIN M. Georges MORAND, M. David RATSIMBA, M. Nicolas RUBIN, M. Lionel TARDY, M. Christian VERDONNET.			
Quorum et délégations de vote vérifiés			
Membres en exercice :	29	Adopté à l'unanimité	
Présents :	12	Voix "Pour"	18
Représenté(e)s	6	Voix "Contre"	0
Suffrages exprimés	18	Abstention	0

## **Exposés des motifs**

Depuis le 1er novembre 2024, le service public est géré par la Régie départementale du Train du Montenvers, Etablissement Public Industriel et Commercial (EPIC), doté d'une autonomie financière et d'une personnalité morale.

Après un an d'exploitation, il s'avère pertinent de procéder à une modification des statuts de la Régie départementale du train du Montenvers afin de garantir la cohérence d'action de cet établissement public.

Les adaptations proposées concernent :

- L'objet de la Régie, compte tenu de la nécessité de renouveler le matériel roulant avec un portage par le Département ;
- Les biens, propriété du Département, avec désormais le recours possible à deux modes de transfert à la Régie : affectation ou mise à disposition des biens.

A ce titre, il est proposé de procéder, non pas à une affectation comme initialement validé par l'Assemblée par délibération n° CD-2023-0115 du 11 décembre 2023, mais à une mise à disposition auprès de la Régie départementale du train du Montenvers, dans le cadre d'un contrat de concession.

L'assemblée départementale est appelée à :

- Valider le principe de mise à disposition auprès de la Régie départementale du train du Montenvers, dans le cadre d'un contrat de concession ;
- Approuver les modifications statutaires de la Régie départementale du train du Montenvers, telles que proposées dans le projet de nouveaux statuts annexé à la présente délibération,

Autoriser le Président à accomplir les démarches inhérentes à l'entrée en vigueur des statuts modifiés, auprès des institutions (Greffé du Tribunal de Commerce) et de la Régie départementale.

## **Proposition de Décision**

**Après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents ou représentés,**

**VU** la délibération du Conseil départemental n° CD-2023-0737 du 09 octobre 2023 optant pour la reprise en gestion directe du service public du train du Montenvers ;

**VU** les statuts de la Régie départementale du Train du Montenvers adoptés le 11 décembre 2023 et modifiés le 29 janvier 2024 par l'assemblée départementale ;

**VU** l'exposé des motifs ;



**Le Conseil d'administration,**

**APPROUVE** la modification du statut de la Régie Départementale du Montenvers,

**AUTORISE** le Président à signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré,  
Pour extrait conforme,

**La Secrétaire de séance,  
Membre du Conseil d'administration  
de la Régie départementale du train du Montenvers**



**Daniel DEPLANTE**

**Le Président  
de  
la Régie départementale du train du Montenvers**



**Martial SADDIER**

# Régie départementale du Train du Montenvers

## PROPOSITION DE MODIFICATION DES STATUTS

Décembre 2025

**Régie départementale du train du Montenvers**

Hôtel du Département

1, avenue d'Albigny

74041 ANNECY Cedex

13/11/2025

1/21

## SOMMAIRE

<b>1</b>	<b>FORME ET OBJET DE LA REGIE</b>	<b>4</b>
<b>2</b>	<b>DENOMINATION</b>	<b>5</b>
<b>3</b>	<b>SIEGE</b>	<b>5</b>
<b>4</b>	<b>DUREE</b>	<b>5</b>
<b>5</b>	<b>ORGANISATION ADMINISTRATIVE</b>	<b>5</b>
<b>5.1</b>	<b>Dispositions générales :</b>	<b>5</b>
5.1.1	Administration générale :	5
<b>5.2</b>	<b>Le Conseil d'Administration</b>	<b>5</b>
5.2.1	Composition et désignation des membres	5
5.2.2	Incompatibilités	6
5.2.3	Durée des fonctions et mode de renouvellement	6
5.2.4	Fonctionnement du Conseil d'Administration	7
5.2.5	Indemnités	8
5.2.6	Délibérations du Conseil d'Administration	8
<b>5.3</b>	<b>Le Directeur</b>	<b>9</b>
5.3.1	Nomination	9
5.3.2	Incompatibilités	9
5.3.3	Prérogatives	9
5.3.4	Délégations	10
<b>5.4</b>	<b>Fonction comptable</b>	<b>10</b>
5.4.1	Nomination	10
5.4.2	Responsabilités	10
5.4.3	Prérogatives	11
5.4.4	Opérations particulières	11
<b>6</b>	<b>FONCTIONNEMENT DE LA REGIE</b>	<b>11</b>
<b>6.1</b>	<b>Représentation de la Régie</b>	<b>11</b>
<b>6.2</b>	<b>Contrats</b>	<b>11</b>
<b>6.3</b>	<b>Participations financières</b>	<b>12</b>
<b>6.4</b>	<b>Marchés</b>	<b>12</b>
<b>6.5</b>	<b>Personnel</b>	<b>12</b>
<b>6.6</b>	<b>Fin de mission de la Régie</b>	<b>12</b>
<b>7</b>	<b>REGIME FINANCIER</b>	<b>13</b>
<b>7.1</b>	<b>Réévaluation de la dotation</b>	<b>13</b>
<b>7.2</b>	<b>Charges d'exploitation</b>	<b>13</b>
<b>7.3</b>	<b>Règles d'amortissement</b>	<b>13</b>
<b>7.4</b>	<b>Produits d'exploitation</b>	<b>14</b>
<b>7.5</b>	<b>Résultats</b>	<b>14</b>
<b>7.6</b>	<b>Déficit</b>	<b>14</b>
<b>7.7</b>	<b>Actif de la Régie</b>	<b>15</b>
<b>7.8</b>	<b>Emprunts</b>	<b>15</b>
<b>7.9</b>	<b>Recouvrement – effets de commerce</b>	<b>15</b>
<b>7.10</b>	<b>Tenue du compte</b>	<b>15</b>
<b>8</b>	<b>BUDGET</b>	<b>16</b>
<b>8.1</b>	<b>Forme du budget</b>	<b>16</b>
<b>8.2</b>	<b>Equilibre budgétaire</b>	<b>16</b>
<b>8.3</b>	<b>Préparation et vote du budget</b>	<b>16</b>
<b>8.4</b>	<b>Dispositions budgétaires diverses</b>	<b>17</b>
<b>9</b>	<b>COMPTABILITE</b>	<b>17</b>
<b>9.1</b>	<b>Organisation générale</b>	<b>17</b>
9.1.1	Liquidation des dépenses et des recettes	17
9.1.2	Tenue et contrôle de la comptabilité	17
9.1.3	Régie de recettes – régie d'avances	18
9.1.4	Refus de paiement - réquisition	18
9.1.5	Non recouvrement	18
<b>9.2</b>	<b>Comptes de fin d'exercice</b>	<b>19</b>
9.2.1	Etablissement des comptes	19
9.2.2	Compte financier	19

9.2.3	<i>Présentation</i> .....	19
9.2.4	<i>Dispositions diverses</i> .....	20
10	<b>FIN DE LA REGIE</b> .....	20
10.1	<b>Fin de l'exploitation</b> .....	20
10.2	<b>Arrêté des comptes</b> .....	20
11	<b>DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES</b> .....	20
11.1	<b>Entrée en vigueur</b> .....	20
11.2	<b>Modification des statuts</b> .....	21



**Le Département de Haute-Savoie, propriétaire des équipements du Train du Montenvers, a décidé par délibération du 9 octobre 2023 de créer une Régie dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière, dédiée au service public lié à cette infrastructure, en application de l'article L.1412-1 et des dispositions prévues au chapitre 1<sup>er</sup> du titre II du livre II de la deuxième partie du Code général des collectivités territoriales et de l'article L.111-1 et des dispositions du chapitre 2 du titre IV du livre III du Code du tourisme.**

## 1 FORME ET OBJET DE LA REGIE

---

La Régie pour l'exploitation du Train du Montenvers ainsi constituée est un établissement public, à caractère industriel et commercial, doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière conformément aux dispositions des articles L.1412-1, R.1412-1 et R. 1412-3 du Code général des collectivités territoriales.

Elle a pour objet :

- l'exploitation commerciale et technique des installations du service public du Train du Montenvers et de ses équipements connexes ;
- l'exploitation des emplacements commerciaux existants ou à créer, sur les sites du Train du Montenvers ;
- l'entretien courant des installations et matériels, et l'ensemble des contrôles techniques réglementaires nécessaires ;
- la définition et la mise en œuvre de tout ou partie des investissements nécessaires à l'exploitation et plus généralement au service public du Train du Montenvers à l'exception du matériel roulant acquis et mis à disposition par la collectivité de rattachement ;
- l'aménagement et le développement du service public du Train du Montenvers ;
- la gestion des relations avec les usagers du train ;
- et, plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet visé ci-dessus ou de nature à favoriser directement ou indirectement l'objet de la régie ou tout objet similaire ou connexe.

Elle est, en outre, autorisée à réaliser, de manière marginale, à la demande et au profit des collectivités publiques, des missions de mutualisation, de coopération et des prestations de service se rattachant à son objet ou ses compétences ou se situant dans leur prolongement.

## 2 DENOMINATION

---

En application de l'article L. 1412-1 du Code général des collectivités territoriales, il est formé une Régie dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière qui prend la dénomination de « Régie départementale du Train du Montenvers ».

## 3 SIEGE

---

Le siège de la Régie est fixé à Annecy, à l'Hôtel du Département - 1, avenue d'Albigny, 74041 Annecy Cedex.

La collectivité territoriale de rattachement de la Régie est le Département de la Haute Savoie.

L'établissement principal, où se déroule l'exploitation, est situé au 35 place de la Mer de Glace, 74400 Chamonix-Mont-Blanc.

## 4 DUREE

---

La Régie constituée est à durée indéterminée, sous réserve de l'article 10.

## 5 ORGANISATION ADMINISTRATIVE

---

### 5.1 Dispositions générales :

#### *5.1.1 Administration générale :*

La Régie est administrée par un Conseil d'Administration et son Président ainsi qu'un Directeur.

Son règlement intérieur est adopté par le Conseil départemental, par délibération, dans les six mois qui suivent son installation.

### 5.2 Le Conseil d'Administration

#### *5.2.1 Composition et désignation des membres*

Le Conseil d'Administration de la Régie est composé de 34 membres désignés par délibération, après proposition du Président du Conseil Départemental soumise au vote de l'assemblée départementale.

Le Conseil d'Administration est réparti en 3 collèges :

- 1<sup>er</sup> collège composé de 21 représentants du Département, majoritaires au sein du Conseil d'Administration.
- 2<sup>ième</sup> collège composé de 10 personnalités qualifiées issues de la société civile, dont l'activité ou la profession sont en lien avec l'activité touristique de la montagne.
- 3<sup>ième</sup> collège composé de 3 représentants des organisations syndicales des agents du Département, avec 1 représentant pour chacune des 3 organisations syndicales.

Il est mis fin à leurs fonctions dans les mêmes formes.

### *5.2.2 Incompatibilités*

- Générales :

Les membres du Conseil d'Administration doivent obligatoirement jouir de leurs droits civils et politiques.

- Particulières :

Les membres du Conseil d'Administration ne peuvent prendre ou conserver aucun intérêt ni occuper aucune fonction dans les entreprises en rapport avec la Régie, ni assurer des prestations pour ces entreprises.

Ils ne peuvent, en aucun cas, prêter leur concours à titre onéreux à la Régie.

En cas d'infraction à ces interdictions, l'intéressé est déchu de son mandat soit par le Conseil d'Administration à la diligence de son Président, soit par le Préfet agissant de sa propre initiative ou sur proposition du Président.

### *5.2.3 Durée des fonctions et mode de renouvellement*

Les membres du Conseil d'Administration sont désignés pour une durée de 3 ans.

En cas de démission ou de décès d'un membre, le Conseil départemental pourvoit à son remplacement en nommant un autre représentant du collège auquel il appartient, pour la durée résiduelle du mandat.

Si cette durée est inférieure à trois mois, le remplacement se fait à l'échéance normale.

Pour les 1<sup>er</sup> et 2<sup>ième</sup> collèges (conseillers départementaux et personnalités qualifiées de la société civile), la durée de mandat d'administrateur de la Régie ne peut aller au-delà de la mandature départementale en cours.

En ce qui concerne les représentants des organisations syndicales du Département (3<sup>ième</sup> collège), la durée de leur mandat d'administrateur de la Régie ne peut dépasser celle de leur mandat syndical.

Le renouvellement des membres du Conseil d'administration est opéré dans les mêmes conditions que leur désignation initiale.



#### 5.2.4 Fonctionnement du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration élit dans son sein un Président et des Vice-Présidents.

Le nombre de Vice-Présidents est limité à 30 % de l'effectif du Conseil d'Administration

L'élection a lieu au scrutin secret et à la majorité absolue. Si après deux tours de scrutin aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour et l'élection a lieu à la majorité relative.

En cas d'égalité des suffrages, le candidat le plus âgé est déclaré élu.

Le Président et les Vice-Présidents sont élus pour une durée de 3 ans et sont rééligibles.

Le Président peut déléguer son pouvoir à un ou plusieurs Vice-Présidents.

Le Conseil d'Administration se réunit au moins une fois tous les trois mois sur convocation de son Président au siège social ou en tout autre lieu. Il est en outre réuni chaque fois que le Président le juge utile ou sur la demande de la majorité de ses membres. L'ordre du jour est arrêté par le Président.

Un administrateur empêché d'assister à une séance peut donner mandat à un autre administrateur pour le représenter à cette séance. L'administrateur ainsi désigné ne peut cumuler plusieurs mandats.

Les séances du Conseil d'Administration ne sont pas publiques.

Le Conseil délibère valablement si la moitié de ses membres sont présents ou représentés. A défaut, une nouvelle réunion doit être tenue dans un délai de quinze jours.

Les délibérations sont alors valables quel que soit le nombre des administrateurs présents ou représentés.

Le Président ou en son absence le Vice-Président s'il en a reçu délégation, convoque le Conseil d'Administration cinq jours au moins avant la date de la réunion, arrête son ordre du jour et signe les procès-verbaux ainsi que les délibérations.

Le Président peut décider que la réunion du Conseil d'Administration se tient en plusieurs lieux, par visioconférence.

Dès lors, lorsque la réunion du Conseil d'Administration se tient par visioconférence, le quorum est apprécié en fonction de la présence des conseillers dans les différents lieux par visioconférence. Chaque membre du Conseil d'Administration a reçu les projets de délibérations dans les délais prévus par le règlement intérieur de la Régie ; ainsi que la procédure permettant de participer aux réunions en visioconférence et de participer aux scrutins.

Lors d'une séance en visioconférence, en cas de demande de vote à bulletin secret exprimée par au moins un tiers des membres du Conseil d'Administration ou par le Président, le point en cause sera reporté à une séance ultérieure qui se tiendra en un seul lieu.

La tenue en visioconférence des séances ne pourra pas être utilisée pour l'élection du Président et des Vice-Présidents.



Le Conseil d'Administration désigne à chaque réunion un secrétaire de séance chargé de la rédaction du procès-verbal. Selon les circonstances, le secrétaire ainsi désigné est soit, un administrateur, soit le Directeur de la Régie qui assiste aux réunions avec voix consultative, soit un membre du personnel proposé par le Directeur.

### *5.2.5 Indemnités*

Les fonctions de membre du Conseil d'Administration ne donnent pas lieu à indemnités.

Toutefois, les frais de déplacement engagés par les administrateurs pour se rendre aux réunions du Conseil d'administration ou lors de missions nécessitées par les besoins du service peuvent être remboursés, sur justificatifs aux administrateurs dans les conditions définies par décret et arrêté et dans le règlement intérieur.

### *5.2.6 Délibérations du Conseil d'Administration*

Le Conseil d'Administration délibère, à la majorité absolue des membres présents ou représentés, sur toutes les questions intéressant les activités de la Régie. A ce titre, il arrête toutes les dispositions utiles à cet effet notamment sur :

- le vote du budget (présenté en deux sections : opérations d'exploitation/opérations d'investissement)
- les acquisitions, aliénations, locations de biens immobiliers ou mobiliers qui appartiennent à la régie
- la décision de faire construire des biens meubles et immeubles (R.2221-42 du CGCT)
- les autorisations données au Directeur à passer les contrats et marchés et à ester en justice au nom de la régie
- les taux des redevances dues par les usagers (article R.2221-38 du CGCT)

Les votes ont lieu au scrutin secret à la demande d'au moins un tiers des membres du Conseil d'Administration ou du Président. En cas de partage, la voix du Président est prépondérante.

## 5.3 Le Directeur

### 5.3.1 Nomination

Le Directeur de la Régie est désigné par l'organe délibérant de la collectivité de rattachement (Département) sur proposition de son Président, puis nommé par le Président du Conseil d'administration.

Il peut être relevé de ses fonctions dans les mêmes conditions.

Il assiste aux délibérations du Conseil d'Administration avec voix consultative, sauf lorsqu'il est personnellement concerné par l'affaire en discussion.

### 5.3.2 Incompatibilités

Les fonctions de Directeur sont incompatibles avec un mandat de sénateur, député, représentant au Parlement européen. Elles sont également incompatibles avec un mandat de conseiller à l'Assemblée de Corse, conseiller régional, conseiller départemental, conseiller municipal, conseiller de Paris ou conseiller d'arrondissement détenu dans la ou les collectivités intéressées ou dans une circonscription incluant cette ou ces collectivités.

Les fonctions de Directeur sont incompatibles avec celles de membre du Conseil d'Administration de la régie.

Le Directeur ne peut prendre ou conserver aucun intérêt dans des entreprises en rapport avec la régie, occuper aucune fonction dans ces entreprises, ni assurer des prestations pour leur compte.

En cas d'infraction à ces interdictions, le Directeur est démis de ses fonctions soit par le Président du Conseil départemental, soit par le Préfet. Il est immédiatement remplacé dans les mêmes conditions.

### 5.3.3 Prérogatives

Le Directeur assure, sous l'autorité et le contrôle du Président du Conseil d'Administration, le fonctionnement de la Régie. A cet effet, notamment :

- il prend les mesures nécessaires à l'exécution des décisions du Conseil d'Administration ;
- il exerce la direction de l'ensemble des services, sous réserve des dispositions ci-après concernant le Comptable ;
- il recrute et licencie le personnel nécessaire, dans la limite des inscriptions budgétaires ;
- il peut faire assermenter certains agents nommés par lui et agréés par le Préfet ;

- il est l'ordonnateur de la Régie et, à ce titre, il prescrit l'exécution des dépenses, il passe en exécution des décisions du Conseil d'Administration et avec l'agrément du Président, tous actes, contrats, traités et marchés ;
- il est le représentant légal de la Régie ;
- il assiste aux séances du Conseil d'Administration avec voix consultative sauf lorsqu'il est personnellement concerné par l'affaire en discussion.

#### *5.3.4 Délégations*

Le Directeur de la Régie peut, sous sa responsabilité déléguer ou subdéléguer sa signature à un ou plusieurs directeurs ou chefs de service préalablement agréés à cet effet par le Président du Conseil d'Administration.

### **5.4 Fonction comptable**

#### *5.4.1 Nomination*

Les fonctions de Comptable sont confiées à un Comptable de la Direction générale des Finances publiques.

Le Comptable est nommé par le Préfet, après avis du Directeur départemental ou, le cas échéant, régional des Finances publiques.

#### *5.4.2 Responsabilités*

Le Comptable est soumis au régime unique de responsabilité financière des gestionnaires publics relevant de la compétence de la chambre de la Cour des comptes et défini par le décret n°2022-1605 du 22 décembre 2022 portant application de l'ordonnance n° 2022-408 du 23 mars 2022 relative au régime de responsabilité financière des gestionnaires publics.

Le Comptable est mis sous la surveillance du directeur départemental ou, le cas échéant, le directeur régional des finances publiques ainsi qu'au contrôle de l'inspection générale des finances.

### 5.4.3 Prérogatives

Le Comptable tient la comptabilité générale.

Les comptes tenus par le Comptable sont produits dans les mêmes formes que ceux du Comptable du Département.

### 5.4.4 Opérations particulières

Toute saisie-arrêt ou opposition sur les sommes dues par la Régie, toute signification de cession ou de transfert desdites sommes ou toute autre signification ayant pour objet d'en arrêter le paiement doivent être faites entre les mains du Comptable.

## 6 FONCTIONNEMENT DE LA REGIE

---

### 6.1 Représentation de la Régie

La Régie est représentée en justice et dans tous les actes de la vie civile, sous réserve des attributions propres du Comptable, par le Directeur.

Les instances judiciaires sont soutenues en action ou en défense par le Directeur après autorisation du Conseil d'Administration. Les transactions ou motivations sont conclues dans les mêmes conditions.

Le Directeur peut, sans autorisation préalable du Conseil d'Administration et sous réserve des attributions propres du Comptable, faire tous les actes conservatoires ou interruptifs des délais de forclusion, prescription ou déchéance.

### 6.2 Contrats

Le Conseil d'Administration fixe le montant et la nature des contrats qui peuvent être négociés directement par le Directeur.

La passation des contrats donne lieu à un compte rendu spécial au Conseil d'administration dès sa plus prochaine réunion, à l'exception de ceux dont le montant est inférieur à une somme fixée par le Conseil.



## 6.3 Participations financières

La Régie peut, dans les conditions prévues à l'article L. 2253-1 du Code général des collectivités territoriales, participer au capital d'une société coopérative d'intérêt collectif dont l'objet est de fournir des services de transport, dans les conditions prévues aux articles 19 quinquies à 19 sexdecies A de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération, dès lors que cette participation est justifiée par un intérêt local.

La prise ou la cession des participations financières est préalablement décidée par le Conseil d'Administration.

## 6.4 Marchés

Les marchés de travaux et de fournitures passés par la Régie sont soumis aux règles applicables aux marchés des Collectivités Locales.

Le Directeur est autorisé par le Conseil d'Administration à traiter de gré à gré pour les achats ou travaux courants dans la limite des montants fixés par le code de la commande publique.

Le Conseil d'Administration peut donner délégation au Directeur pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs modifications, lorsque les crédits sont inscrits au budget.

## 6.5 Personnel

Le personnel de la Régie, recruté dans les conditions fixées à l'article 5.3.3, est soumis à la convention collective nationale des remontées mécaniques et domaines skiables.

## 6.6 Fin de mission de la Régie

En vertu d'une délibération du Conseil départemental de la Haute-Savoie, il peut être mis fin aux missions ou activités confiées à la Régie.

Les comptes sont arrêtés à cette date.

L'actif et le passif de l'activité ou de la mission concernée par la délibération, sont repris dans les comptes du Département.

Le Président est chargé de procéder à la liquidation du budget relatif aux missions ou activités désignées dans la délibération de reprise du Conseil départemental.

Les opérations de liquidation sont retracées dans une comptabilité annexée à celle du Département. Au terme des opérations de liquidation, le Département corrige ses résultats de la reprise des résultats du budget concerné par la fin de mission, par délibération budgétaire.

## 7 REGIME FINANCIER

---

### 7.1 Réévaluation de la dotation

La dotation initiale est fixée par délibération du Conseil départemental.

Aux termes de l'article R. 2221-13 du Code général des collectivités territoriales, la dotation initiale représente la contrepartie des créances ainsi que des apports en nature ou en espèces effectués par la collectivité de rattachement, déduction faite des dettes ayant grevé les acquisitions, lesquelles sont mises à la charge de la régie. Les apports en nature sont enregistrés pour leur valeur vénale.

La dotation s'accroît des apports ultérieurs, des dons et subventions et des réserves. La dotation initiale a donc pour effet de mettre à la disposition du service public concerné, les moyens matériels et financiers nécessaires à son fonctionnement initial. ~~Si la collectivité a souscrit un emprunt pour financer les moyens ainsi mis à disposition de la régie, le remboursement de cet emprunt est pris en charge par la régie. En outre, la régie supporte à ce titre, toutes les obligations, notamment en matière d'amortissement.~~

La dotation pourra être réévaluée par décision du Conseil d'Administration.

Les biens, propriété du Département, peuvent faire l'objet d'une mise à disposition ou d'une affectation auprès de la Régie.

### 7.2 Charges d'exploitation

Elles comprennent notamment les frais de personnels, les impôts et taxes, les travaux, fournitures et services extérieurs, les frais divers de gestion, les frais financiers, les consommations des matières et fournitures, les dotations annuelles aux comptes d'amortissement et aux comptes de provisions ainsi que les charges exceptionnelles.

### 7.3 Règles d'amortissement

Les règles et modes d'amortissement des biens meubles et immeubles qui se déprécient par usage, usure, vétusté ou en raison de l'évolution des techniques, sont fixés par le Conseil d'Administration.

## 7.4 Produits d'exploitation

Ils comprennent le produit des ventes ainsi que les produits accessoires, redevances connexes, cessions de fournitures ou de matériels et les produits exceptionnels ou financiers, ainsi que la valeur des travaux et productions d'immobilisation faites par l'entreprise, autre les reprises éventuelles de provisions.

## 7.5 Résultats

Le résultat de chaque exercice est porté intégralement au bilan.

Le Conseil d'Administration délibère sur l'affectation du résultat comptable de la section d'exploitation du budget selon les modalités suivantes :

A.- L'excédent comptable est affecté :

- 1- En priorité, pour le montant des plus-values de cession d'éléments d'actifs, au financement des mesures d'investissement ;
- 2- Pour le surplus, à la couverture du besoin de financement de la section d'investissement apparu à la clôture de l'exercice précédent et diminué du montant des plus-values de cession d'éléments d'actifs visés au 1 ;
- 3- Pour le solde, au financement des dépenses d'exploitation ou d'investissement, en report à nouveau ou au reversement à la collectivité locale de rattachement par délibération du conseil d'administration.

B.- Lorsqu'il s'agit d'un déficit, il est ajouté aux charges d'exploitation de l'exercice.

C.- Pour l'affectation au financement des dépenses d'investissement, l'exécution de la décision budgétaire de reprise des résultats, adoptée par le Conseil d'Administration, se fait par l'émission d'un titre de recettes. La délibération affectant le résultat excédentaire est produite à l'appui de la décision budgétaire de reprise.

## 7.6 Déficit

Lorsque le compte de résultats se solde par un déficit, celui-ci est couvert par les excédents antérieurs qui n'ont pas reçu d'affectation. Si ce prélèvement ne couvre pas entièrement le déficit constaté, le surplus est inscrit, comme report à nouveau, au compte regroupant les résultats déficitaires.

## **7.7 Actif de la Régie**

L'actif net de la Régie est constitué par la différence entre la valeur nette des biens immobiliers, les valeurs réalisables, les valeurs disponibles et les éventuels résultats déficitaires.

Les éléments de l'actif net pourront être réévalués sur décision du Conseil d'Administration.

En cas de réévaluation, il sera constitué une "réserve de réévaluation". Celle-ci pourra être, le cas échéant, incorporée au capital par décision du Conseil d'Administration .

## **7.8 Emprunts**

La Régie est habilitée à contracter des emprunts auprès de tous les organismes prêteurs. Ceux-ci pourront éventuellement être contractés avec la garantie du Conseil départemental .

La Régie peut également acquérir ou faire construire des biens meubles et immeubles payables en plusieurs termes aux cédants et entrepreneurs.

## **7.9 Recouvrement – effets de commerce**

Les opérations matérielles de recouvrement et de paiement peuvent être effectuées sous toutes formes en usage dans la vie commerciale.

La Régie pourra notamment recevoir en règlement de ses créances des traites acceptées, les endosser et les remettre à l'encaissement à tout établissement de crédit auquel elle a un compte.

Les traites reçues en règlement pourront être escomptées.

## **7.10 Tenue du compte**

Le Comptable a seul qualité pour signer les documents relatifs aux mouvements de fonds.

## 8 BUDGET

---

### 8.1 Forme du budget

Le régime financier de la régie personnalisée relève du droit des finances publiques. Elle est par conséquent soumise aux règles de la comptabilité publique (dans le cas présent nomenclature M43) et au principe de la séparation Ordonnateur / Comptable.

Le Budget de la Régie présente les prévisions des recettes et des dépenses.

Il comprend :

- une section d'exploitation,
- une section d'investissement.

Il est établi pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre de chaque année et divisé en chapitres qui ne comprennent respectivement que des recettes et des dépenses de même nature.

### 8.2 Equilibre budgétaire

La section d'exploitation et la section d'investissement sont, chacune pour leur part, présentées en équilibre réel.

### 8.3 Préparation et vote du budget

Préalablement au vote du budget, doit être organisé un débat d'orientation budgétaire, portant sur les orientations générales à retenir pour l'exercice considéré et, éventuellement, les exercices suivants.

Le projet de budget est préparé par le directeur du service et présenté par chapitres et articles conformément à la liste définie en annexe de l'instruction budgétaire et comptable M43.

Le budget est soumis au Conseil d'administration qui le vote à la majorité de ses membres.

Cette présentation est faite par le Président du Conseil d'Administration.

Le budget voté est transmis au représentant de l'État au plus tard quinze jours après le délai limite fixé pour son adoption, c'est-à-dire le 15 avril ou quinze jours après la notification des informations indispensables à son élaboration, si cette date de notification est postérieure au 15 avril.



## 8.4 Dispositions budgétaires diverses

Les inscriptions concernant les éléments variables des sections d'exploitation et d'investissement sont faites à titre indicatif.

Pour tenir compte des évolutions de ces éléments en cours d'exercice, il est établi un projet de budget modificatif qui est examiné dans les mêmes conditions que le budget primitif.

Si cela est nécessaire, il peut être recouru à des révisions exceptionnelles sous forme d'autorisations spéciales.

Faute d'un budget initial ou modifié, exécutoire en temps utile, la Régie assurera la continuité de son fonctionnement par douzièmes provisoires du budget précédent.

## 9 COMPTABILITE

---

### 9.1 Organisation générale

La comptabilité de la Régie est organisée et tenue de manière à permettre :

- de contrôler l'exécution régulière des prévisions de recettes et de dépenses fixées pour chaque exercice ;
- de déterminer le montant des produits et des charges de l'exploitation ;
- d'apprécier la situation active et passive de la Régie ;
- de dégager les résultats des différentes activités de la Régie.

#### *9.1.1 Liquidation des dépenses et des recettes*

Le Directeur procède à la liquidation des dépenses et des recettes. Il établit et transmet au Comptable les mandats, ordres de paiement et titres de recettes.

Il tient la comptabilité de l'engagement des dépenses, de l'émission des titres de recettes et des ordres de paiement.

#### *9.1.2 Tenue et contrôle de la comptabilité*

La comptabilité tenue par le Comptable est placée sous le contrôle du Directeur.

Celui-ci peut, ainsi que le Président du Conseil d'Administration, prendre connaissance à tout moment des pièces justificatives des recettes et des dépenses ainsi que des documents comptables.

### *9.1.3 Régie de recettes – régie d'avances*

Le Directeur peut avec l'agrément du Conseil d'Administration et sur avis conforme du Comptable, créer des régies de recettes et des régies d'avances soumises aux conditions de fonctionnement prévues par le décret n° 2019-798 du 26 juillet 2019 relatif aux régies de recettes et d'avances des organismes publics.

Des opérations de recettes et de dépenses déterminées peuvent être confiées à des régisseurs de recettes ou d'avances, dans le cadre des régies de recettes ou d'avances créées par décision du Directeur, sur avis conforme du Comptable.

Les régisseurs agissent sous la responsabilité du Comptable qui est appelé à donner son avis lors de leur nomination.

La Régie peut se faire ouvrir des comptes à la Direction Générale des Finances Publiques. L'ouverture d'un compte courant dans tous autres établissements de crédit est subordonnée à l'autorisation du directeur départemental ou, le cas échéant, régional des finances publiques.

### *9.1.4 Refus de paiement - réquisition*

Les motifs de tout refus de paiement doivent être aussitôt portés par le Comptable à la connaissance du Directeur.

Si le Directeur requiert par écrit et sous sa responsabilité qu'il soit passé outre, le Comptable doit se conformer à cette réquisition qu'il annexe au titre de paiement.

Le Directeur rend compte au Président du Conseil d'Administration des réquisitions qu'il a ainsi établies.

Le Comptable pour sa part en informe la Direction départementale des Finances Publiques.

### *9.1.5 Non recouvrement*

Le comptable rend régulièrement compte des restes à recouvrer et engage toute mesure nécessaire au recouvrement des titres émis par la régie.

## 9.2 Comptes de fin d'exercice

### 9.2.1 Etablissement des comptes

En fin d'exercice, le Directeur fait établir par le Comptable, la balance générale des comptes, le bilan, le compte d'exploitation générale, le compte de pertes et profits et la situation de l'exercice du budget.

Ces documents sont présentés au Conseil d'Administration en annexe à un rapport de gestion du Directeur, donnant tous les éléments d'information sur l'activité de la Régie au cours de l'exercice écoulé et indiquant les mesures qu'il convient de prendre, notamment pour :

- abaisser les coûts,
- accroître la productivité,
- donner plus de satisfaction aux usagers et, de manière générale, maintenir l'exploitation de la régie au niveau du progrès technique, en modernisant les installations et l'organisation.

### 9.2.2 Compte financier

Le compte financier de la Régie présenté au Juge des comptes par le Comptable comprend :

- la balance générale des comptes du grand livre,
- le développement des opérations de la section d'exploitation du budget,
- le développement des opérations de la section d'investissement du budget.

Après avoir été visé par le Directeur qui en vérifie l'exactitude, le compte financier est délibéré par le Conseil d'Administration auquel il doit être soumis avant le 31 mars qui suit la clôture de l'exercice.

### 9.2.3 Présentation

Le compte financier est accompagné des pièces suivantes :

- comptes de prix de revient par service,
- inventaire, bilan, compte d'exploitation générale, compte de pertes et profits,
- rapport du Directeur sur la gestion,
- situation des comptes de tiers et des comptes financiers,
- tableau des opérations sur valeurs inactives,
- balances provisoire et définitive de la clôture de l'exercice,
- budget primitif de l'exercice ainsi que toutes décisions modificatives ayant pu l'affecter,
- tableau des effectifs,

- décisions nommant ou révoquant des régisseurs de d'avances,
- ampliation des décisions du Conseil d'Administration sur toute question d'ordre financier,
- pièces justificatives de recettes et des dépenses.

#### 9.2.4 Dispositions diverses

Le compte financier est apuré dans les formes et sous les sanctions applicables aux comptes du Département.

## 10 FIN DE LA REGIE

---

### 10.1 Fin de l'exploitation

La régie cesse son exploitation en exécution d'une délibération du Conseil départemental.

### 10.2 Arrêté des comptes

La délibération du Conseil départemental décidant de renoncer à l'exploitation de la Régie détermine la date à laquelle prennent fin les opérations de celle-ci.

Les comptes sont arrêtés à cette date.

L'actif et le passif de la régie sont repris dans les comptes du Département.

Le Président du Département est chargé de procéder à la liquidation de la régie. Il peut désigner par arrêté un liquidateur dont il détermine les pouvoirs. Le liquidateur a la qualité d'ordonnateur accrédité auprès du comptable. Il prépare le compte administratif de l'exercice qu'il adresse au Préfet du département, siège de la régie, qui arrête les comptes.

Les opérations de liquidation sont retracées dans une comptabilité tenue par le comptable. Cette comptabilité est annexée à celle du Département. Au terme des opérations de liquidation, le Département corrige ses résultats de la reprise des résultats de la régie, par délibération budgétaire.

## 11 DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

---

### 11.1 Entrée en vigueur

Les présents statuts entrent en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024, sous réserve d'avoir été approuvés par délibération du Conseil départemental.

## 11.2 Modification des statuts

Afin de tenir compte de l'évolution éventuelle des réglementations, des techniques ou des besoins, les présents statuts pourront être modifiés s'il y a lieu par délibérations concordantes du Conseil départemental et du Conseil d'administration de la régie.



## Régie départementale du Train du Monténégro

**Extrait du Registre des Délibérations du Conseil d'administration**  
**Séance du 1<sup>er</sup> décembre 2025**  
**N° CA-2025-48**

**RAPPORTEUR : M. LE PRESIDENT**

**OBJET : Validation du Plan Pluriannuel d'Investissement**

Présent(e)s				
Administrateurs	M. Martial SADDIER, M. Stéphane BRASSAC, M. Daniel DEPLANTE, Mme Marie-Louise DONZEL-GONET, Mme Marie-Christine FAVRE, M. Eric GAZANION, Mme Claire GRANDJACQUES, Mme Odile MAURIS. M. Jean-Philippe MAS, Mme Marie-Antoinette METRAL, Mme Magali MUGNIER, Mme Marie Claire TEPPE-ROGUET.			
	Représentés (pouvoir)			
	M. François DAVIET, ayant donné pouvoir à Mme Marie Antoinette METRAL, Mme Fabienne DULIEGE, ayant donné pouvoir à M. Daniel DEPLANTE, Mme Agnès GAY, ayant donné pouvoir à M. Martial SADDIER, Mme Myriam LHUILLIER, ayant donné pouvoir à Mme Marie Louise DONZEL-GONET, Mme Patricia MAHUT, ayant donné pouvoir à Mme Marie Claire TEPPE-ROGUET, M. Fabien SAGUEZ, ayant donné pouvoir à M. Martial SADDIER.			
	Absents – Excusés			
	Mme Cathy ATHANASE, M. Joël BAUD-GRASSET, M. Bernard BOCCARD, M. François EXCOFFIER, Mme Marion GAUBERT, Mme Christine JANIN M. Georges MORAND, M. David RATSIMBA, M. Nicolas RUBIN, M. Lionel TARDY, M. Christian VERDONNET.			
	Quorum et délégations de vote vérifiés			
	Membres en exercice :	29	Adopté à l'unanimité	
	Présents :	12	Voix "Pour"	18
	Représenté(e)s	6	Voix "Contre"	0
	Suffrages exprimés	18	Abstention	0

## **Exposés des motifs**

Pour mémoire, le Conseil départemental a approuvé par délibération n° CD-2023-0737 du 9 octobre 2023 la création d'une régie dotée de l'autonomie financière et de la personnalité morale au sens de l'article L.2221-10 du CGCT pour la reprise en gestion directe du Train à crémaillère du Montenvers, dont la fin de la concession de ce service public est intervenue le 31 octobre 2024.

L'établissement public à caractère industriel et commercial, ainsi créé et dont la dénomination est : « Régie départementale du train du Montenvers », a pour objet :

- L'exploitation commerciale et technique des installations du service public du Train du Montenvers et de ses équipements connexes,
- L'exploitation des emplacements commerciaux existants ou à créer, sur les sites du Train du Montenvers,
- L'entretien courant des installations et l'ensemble des contrôles techniques réglementaires nécessaires,
- La définition et la mise en œuvre de tout ou partie des investissements nécessaires à l'exploitation et plus généralement au service public du Train du Montenvers,
- L'aménagement et le développement du service public du Train du Montenvers,
- La gestion des relations avec les usagers du train,
- Et, plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet visé ci-dessus ou de nature à favoriser directement ou indirectement l'objet de la Régie ou tout objet similaire ou connexe.

Le Département et la Régie Départementale du Train du Montenvers souhaitent procéder à un renouvellement des trains et une réhabilitation des installations.

Dans un contexte de maîtrise des finances et de recherche d'efficacité dans la gestion budgétaire, il est nécessaire de se doter d'une vision globale pluriannuelle pour anticiper, planifier et prioriser les investissements structurants à venir.

Il est proposé de définir un Plan Pluriannuel d'Investissement (PPI) sur la période 2026 à 2039 dont le projet abouti est joint en Annexe à la présente délibération. Une partie des investissements sera portée par le Département de la Haute-Savoie, les postes concernés sont clairement identifiés dans le projet de PPI.

## **Proposition de Décision**

**Après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents ou représentés,**

**VU** la délibération du Conseil départemental n° CD-2023-0737 du 09 octobre 2023 optant pour la reprise en gestion directe du service public du train du Montenvers ;

**VU** les statuts de la Régie départementale du Train du Montenvers adoptés le 11 décembre 2023 et modifiés le 29 janvier 2024 par l'assemblée départementale ;

**VU** l'exposé des motifs ;

**VU** le projet de Plan Pluriannuel d'Investissement joint en annexe.

**Le Conseil d'administration,**

**APPROUVE** le Plan Pluriannuel d'Investissement pour la Régie Départementale du Montenvers,

**AUTORISE** le Président à signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré,  
Pour extrait conforme,

**La Secrétaire de séance,  
Membre du Conseil d'administration  
de la Régie départementale du train du Montenvers**

  
**Daniel DEPLANTE**

**Le Président  
de  
la Régie départementale du train du Montenvers**

  
**Martial SADDIER**

## PLAN PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT 2025-2039

[illegible]

Régie départementale du Train du Montenvers

**Extrait du Registre des Délibérations du Conseil d'administration**  
**Séance du 1<sup>er</sup> décembre 2025**  
**N° CA-2025-49**

**RAPPORTEUR : M. LE PRESIDENT**

**OBJET : Modification des durées d'amortissement des biens**

Présent(e)s			
Administrateurs	M. Martial SADDIER, M. Stéphane BRASSAC, M. Daniel DEPLANTE, Mme Marie-Louise DONZEL-GONET, Mme Marie-Christine FAVRE, M. Eric GAZANION, Mme Claire GRANDJACQUES, Mme Odile MAURIS. M. Jean-Philippe MAS, Mme Marie-Antoinette METRAL, Mme Magali MUGNIER, Mme Marie Claire TEPPE-ROGUET.		
Représentés (pouvoir)			
M. François DAVIET, ayant donné pouvoir à Mme Marie Antoinette METRAL, Mme Fabienne DULIEGE, ayant donné pouvoir à M. Daniel DEPLANTE, Mme Agnès GAY, ayant donné pouvoir à M. Martial SADDIER, Mme Myriam LHUILLIER, ayant donné pouvoir à Mme Marie Louise DONZEL-GONET, Mme Patricia MAHUT, ayant donné pouvoir à Mme Marie Claire TEPPE-ROGUET, M. Fabien SAGUEZ, ayant donné pouvoir à M. Martial SADDIER.			
Absents – Excusés			
Mme Cathy ATHANASE, M. Joël BAUD-GRASSET, M. Bernard BOCCARD, M. François EXCOFFIER, Mme Marion GAUBERT, Mme Christine JANIN M. Georges MORAND, M. David RATSIMBA, M. Nicolas RUBIN, M. Lionel TARDY, M. Christian VERDONNET.			
Quorum et délégations de vote vérifiés			
Membres en exercice :	29	Adopté à l'unanimité	
Présents :	12	Voix "Pour"	18
Représenté(e)s	6	Voix "Contre"	0
Suffrages exprimés	18	Abstention	0



## Exposés des motifs

Dans le cadre de la gestion patrimoniale de la régie départementale du Train du Montenvers, il est nécessaire de fixer les règles applicables en matière de durées d'amortissements des immobilisations, afin d'assurer une gestion rigoureuse et conforme aux principes comptables.

Pour rappel, la délibération n° CA-2025-38, relative à la durée d'amortissement des biens après une année d'exploitation du Train du Montenvers par la Régie Départementale, a été validée lors de la séance du 27 octobre 2025.

Par ailleurs, la délibération n° CA-2025-46, approuvée par les administrateurs lors de la séance du 26 novembre 2025, précise que le rapport d'orientation budgétaire nécessite un complément concernant le compte comptable 2131 – Bâtiment.

En effet, la durée d'amortissement ne peut être définie de manière globale pour ce compte ; une sous-catégorie d'immobilisation a donc été créée afin d'apporter une réponse plus précise aux exigences fiscales.

Il est nécessaire également de procéder à un ajustement de la durée d'amortissement de certains biens pour permettre le déploiement du Plan Pluriannuel de Travaux et mettre en cohérence la trajectoire financière de la Régie avec le contrat de Concession. Dans le cadre de la modernisation des installations et du remplacement des trains, à catégorie d'investissement identique, un parallélisme entre les durées d'amortissement prévues par le département et la Régie Départementale est également recherché.

Comptes	Durée en année
Immobilisations incorporelles	3 à 5
Agencement et aménagement de terrains	15
Construction et réhabilitation de Bâtiments	10 à 40
Installations complexes spécialisées (aménagement voie, trains, matériel ferroviaire roulant)	50
Matériel industriel	10
Outillage industriel	5
Installation, matériel et outillages techniques - Autres	3
Installations générales, agencements et aménagements divers	15
Matériel de transport industriel (engins de chantier)	8
Matériel de transport (véhicules)	4
Matériel de bureau et matériel informatique	5
Mobilier	10
Signalétique	5

Ces modalités d'amortissement visent à adapter la politique comptable de la régie aux exigences de transparence et de sincérité budgétaire, tout en simplifiant la gestion des petites immobilisations et des reprises d'actifs.

**Proposition de Décision**

**Après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents ou représentés,**

**VU** l'article R2321-1 du code général des collectivités territoriales ;

**VU** les instructions budgétaires et comptables M43 au 1er janvier 2025 ;

**VU** la délibération du Conseil départemental n° CD-2023-0737 du 09 octobre 2023 optant pour la reprise en gestion directe du service public du train du Montenvers ;

**VU** les statuts de la Régie départementale du Train du Montenvers adoptés le 11 décembre 2023 et modifiés le 29 janvier 2024 par le Conseil départemental ;

Considérant que l'amortissement consiste à constater forfaitairement chaque année la dépréciation des biens et à dégager une ressource visant à les renouveler, ce procédé comptable faisant figurer à l'actif du bilan la valeur réelle des immobilisations imputées en section d'investissement et étalant dans le temps la charge consécutive à leur remplacement ;

**VU** la délibération n°CA-2025-38 ;

**VU** la délibération n°CA-2025-46 ;

**VU** l'exposé des motifs.

**Le Conseil d'administration,**

**APPROUVE** les durées d'amortissement des immobilisations proposées dans la présente délibération,

**AUTORISE** le Président à signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Il est demandé au Conseil d'administration de bien vouloir délibérer et statuer.

Ainsi fait et délibéré,  
Pour extrait conforme,

**La Secrétaire de séance,  
Membre du Conseil d'administration  
de la Régie départementale du train du Montenvers**

  
**Daniel DEPLANTE**

**Le Président  
de  
la Régie départementale du train du Montenvers**

  
**Martial SADDIER**

## Régie départementale du Train du Montenvers

**Extrait du Registre des Délibérations du Conseil d'administration**  
**Séance du 1<sup>er</sup> décembre 2025**  
**N° CA-2025-50**

**RAPPORTEUR : M. LE PRESIDENT**

**OBJET : Contrat de concession entre le Conseil Départemental de la Haute Savoie et la Régie  
Départementale du Train du Montenvers**

Présent(e)s			
Administrateurs	M. Martial SADDIER, M. Stéphane BRASSAC, M. Daniel DEPLANTE, Mme Marie-Louise DONZEL-GONET, Mme Marie-Christine FAVRE, M. Eric GAZANION, Mme Claire GRANDJACQUES, Mme Odile MAURIS. M. Jean-Philippe MAS, Mme Marie-Antoinette METRAL, Mme Magali MUGNIER, Mme Marie Claire TEPPE-ROGUET.		
Représentés (pouvoir)			
M. François DAVIET, ayant donné pouvoir à Mme Marie Antoinette METRAL, Mme Fabienne DULIEGE, ayant donné pouvoir à M. Daniel DEPLANTE, Mme Agnès GAY, ayant donné pouvoir à M. Martial SADDIER, Mme Myriam LHUILLIER, ayant donné pouvoir à Mme Marie Louise DONZEL-GONET, Mme Patricia MAHUT, ayant donné pouvoir à Mme Marie Claire TEPPE-ROGUET, M. Fabien SAGUEZ, ayant donné pouvoir à M. Martial SADDIER.			
Absents – Excusés			
Mme Cathy ATHANASE, M. Joël BAUD-GRASSET, M. Bernard BOCCARD, M. François EXCOFFIER, Mme Marion GAUBERT, Mme Christine JANIN M. Georges MORAND, M. David RATSIMBA, M. Nicolas RUBIN, M. Lionel TARDY, M. Christian VERDONNET.			
Quorum et délégations de vote vérifiés			
Membres en exercice :	29	Adopté à l'unanimité	
Présents :	12	Voix "Pour"	18
Représenté(e)s	6	Voix "Contre"	0
Suffrages exprimés	18	Abstention	0



## Exposés des motifs

La Régie Départementale du Train du Montenvers, est une Régie dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière au sens de l'article L. 2221-10 du Code général des collectivités territoriales, dédiée au service public de transport de voyageurs lié à l'infrastructure du train du Montenvers.

Dans le cadre de sa mission d'exploitation et de modernisation du service ferroviaire du Train du Montenvers, la Régie Départementale du Train du Montenvers envisage le renouvellement ses trains. Cette démarche s'inscrit dans une logique d'amélioration continue du service, de renforcer la sécurité et du confort des usagers.

À la suite des essais réalisés en septembre 2025, le Conseil Départemental a confirmé sa volonté d'investir dans l'acquisition de nouveaux trains, afin de permettre à la Régie Départementale du Train du Montenvers d'assurer l'exploitation du service dans des conditions optimales de performance, de sécurité et de qualité pour les clients.

Dans ce contexte, le recours à un **contrat de concession** est le mode de gestion le plus adapté. La concession permet au Conseil Départemental de conserver la propriété et la maîtrise d'une partie des investissements structurants.

Le contrat permet également de définir un Plan Pluriannuel d'Investissement qui sera supporté par la Régie Départementale du Train du Montenvers, tout en lui confiant l'exploitation des installations et en cadrant des objectifs pour l'exécution du service.

Le contrat de concession visera notamment à :

- Assurer la continuité, la régularité et la sécurité du service du Train du Montenvers ;
- Garantir une amélioration durable de la qualité d'accueil et de l'information des clients ;
- Renforcer les obligations du concessionnaire en matière d'entretien courant, de maintenance préventive et de performance énergétique ;
- Mettre en place un dispositif de contrôle renforcé par l'autorité délégante, permettant un suivi précis des engagements pris par l'exploitant ;
- Sécuriser le modèle économique du Conseil Départemental grâce à une rémunération du concédant directement par les recettes d'exploitation, tout en maintenant un pilotage stratégique par le Département.

Le projet de contrat est joint en annexe à la présente délibération.

Il est demandé aux administrateurs de se prononcer favorablement sur la mise en place d'un contrat de concession entre la Régie départementale du Train du Montenvers et le Département de la Haute Savoie, et d'autoriser le Président, et par délégation, le Premier Vice-Président de la Régie Départementale du Train du Montenvers, à signer l'ensemble des actes nécessaires à sa mise en œuvre.

## Proposition de Décision

**Après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents ou représentés,**

VU l'article L. 2221-10 du Code général des collectivités territoriales ;

VU le contrat de concession ;

VU l'exposé des motifs ;

**Le Conseil d'administration,**

**APPROUVE** le contrat de concession entre le Conseil Départemental de la Haute Savoie et la Régie Départementale du Train du Montenvers,

**AUTORISE** le Président, ou le premier Vice-Président à signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré,  
Pour extrait conforme,

**La Secrétaire de séance,  
Membre du Conseil d'administration  
de la Régie départementale du train du Montenvers**



**Daniel DEPLANTE**

**Le Président  
de  
la Régie départementale du train du Montenvers**



**Martial SADDIER**





---

# CONTRAT DE CONCESSION DE SERVICE PUBLIC DU TRAIN DU MONTENVERS

---

DEPARTEMENT DE LA HAUTE SAVOIE

REGIE DEPARTEMENTALE  
DU TRAIN DU MONTENVERS

**ENTRE LES SOUSSIGNES :**

**LE DEPARTEMENT DE LA HAUTE-SAVOIE,**

dont le siège est 1 Avenue d'Albigny, CS 32444 - 74041 Annecy cedex, représenté par Monsieur Martial SADDIER, agissant en qualité de Président du Conseil Départemental, autorisé par délibération n° CD-2025-XXXX[•] du Conseil départemental en date du 8 décembre 2025,

ci-après dénommé « **le Département** » ou « **l'Autorité concédante** »,

**ET**

**LA REGIE DEPARTEMENTALE DU TRAIN DU MONTENVERS**

Régie dotée de la personnalité morale euros, immatriculée au Tribunal de Commerce d'Annecy sous le numéro 927733055, ayant son siège 1 Avenue d'Albigny, CS 32444 - 74041 Annecy cedex, représentée par Monsieur Daniel DEPLANTE, agissant en qualité de 1<sup>er</sup> Vice-Président désigné statutairement et dûment habilité à cet effet.

Ci-après dénommée « **la Régie** ».

***D'autre part,***

Ci-après désignées conjointement par « **les Parties** ».

# Sommaire

<b>Sommaire .....</b>	<b>3</b>
<b>Chapitre I. STIPULATIONS GENERALES.....</b>	<b>8</b>
Article 1 – Définitions .....	8
Article 2 – Documents contractuels .....	9
Article 3 – Nature et objet du Contrat .....	9
Article 4 – Entrée en vigueur et durée du Contrat.....	10
Article 5 Prise en main des installations.....	11
Article 6 Continuité du service public.....	12
Article 7 Obligations d'égalité, de laïcité et de neutralité dans les Contrats relevant du champ d'application du II de l'Article 1er de la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 .....	12
<b>Chapitre II. ENTRETIEN COURANT, MAINTENANCE, GROS ENTRETIEN ET RENOUELEMENT .....</b>	<b>14</b>
Article 8 Principes généraux.....	14
Article 9 – Répartition de la charge des travaux.....	14
Article 10 – Travaux d'entretien maintenance .....	14
Article 11 - Gros entretien et renouvellement.....	15
Article 12 – Programmation et déroulement des opérations de Gros Entretien et de Renouvellement .....	15
Article 13 – Fonds de Gros Entretien et Renouvellement et provisions pour grandes visites ...	16
Article 14 - Exécution d'office des travaux d'entretien et de réparation.....	17
Article 15 Contrôles périodiques et visites règlementaires.....	17
Article 16 Cas de réexamen relatif à la charge des travaux .....	17
<b>Chapitre III. FONCTIONNEMENT ET EXPLOITATION DU SERVICE.....</b>	<b>18</b>
Article 17 – Principes généraux de l'exploitation.....	18
Article 18 Sécurité et police.....	18
Article 19 - Gestion environnementale.....	21
Article 20 - Périodes d'ouverture du service .....	21
Article 21 – Sujétions de service public.....	22
Article 22 – Personnel.....	22
<b>Chapitre IV. OBJECTIFS ET PERFORMANCES.....</b>	<b>24</b>
Article 23 – Objectifs et indicateurs de performance .....	24
Article 24 Indicateurs de performance.....	25
Article 25 Contrôle de l'administration.....	26

Article 26 La gouvernance et le management.....	27
<b>Chapitre V. Relations avec les usagers.....</b>	<b>28</b>
Article 27 - Information du public.....	28
<b>Chapitre VI. MOYENS AFFECTES A LA REALISATION DU CONTRAT .....</b>	<b>29</b>
Article 28 – Moyens matériels.....	29
<b>Chapitre VII. STIPULATIONS FINANCIERES ET FISCALES .....</b>	<b>32</b>
Article 29 – Rémunération du Concessionnaire .....	32
Article 30 - Encaissement des recettes.....	32
Article 31 - Charges d’exploitation.....	32
Article 32 - Tarifs .....	32
Article 33 – Redevances et contributions.....	33
Article 34 Fiscalité.....	33
Article 35 – Organisation comptable du Concessionnaire.....	33
Article 36 – Régime fiscal .....	34
<b>Chapitre VIII. CONTROLE DE L’AUTORITÉ CONCÉDANTE SUR LE DELEGATAIRE ...</b>	<b>35</b>
Article 37 – Rapport annuel .....	35
Article 38 – Contrôle exercé par le Département.....	37
<b>Chapitre IX. RESPONSABILITE, ASSURANCES, GARANTIES .....</b>	<b>39</b>
Article 39 – Responsabilité .....	39
Article 40 – Assurances.....	40
<b>Chapitre X. SANCTIONS.....</b>	<b>42</b>
Article 41 – Pénalités.....	42
Article 42 – Mise en régie provisoire.....	43
Article 43 – Déchéance .....	43
<b>Chapitre XI. FIN DU CONTRAT .....</b>	<b>45</b>
Article 44 – Cas de fin du Contrat.....	45
Article 45 – Expiration du terme.....	45
Article 46 – Résiliation pour motif d’intérêt général.....	45
Article 47 – Résiliation pour Faute.....	45
Article 48 – Continuité du service en fin de Contrat .....	46
Article 49 – Sort des biens du Contrat .....	46

<b>Chapitre XII. CLAUSES DIVERSES.....</b>	<b>48</b>
Article 50 – Esprit général du Contrat .....	48
Article 51 – Obligations du Concessionnaire relatives aux informations collectées .....	48
Article 52 – Notification et élection de domicile.....	48
Article 53 – Décompte des délais .....	48
Article 54 – Absence de renonciation.....	49
Article 55 – Prévention et règlement des litiges.....	49
Article 56 – Liste des Annexes.....	49



## Préambule

Le chemin de fer du Montenvers est une ligne de chemin de fer à crémaillère à voie métrique de 5,1 kilomètres qui relie Chamonix-Mont-Blanc (gare de Chamonix-Montenvers altitude 1 042 mètres) au Montenvers (gare du Montenvers-Mer de Glace, altitude 1 913 mètres).

Le Train du Montenvers est un service public dont a la responsabilité le Département de la Haute-Savoie conformément aux articles L. 342-9 et L. 342-10 du Code du tourisme et emprunte son régime juridique aux remontées mécaniques conformément aux dispositions de l'article L. 342-7 du Code du Tourisme.

Le Département de la Haute-Savoie (ci-après le « **Département** ») a conclu le 6 mars 1897 avec la Société du Chemin de fer du Montenvers, à laquelle s'est substituée la Compagnie du Mont-Blanc en cours d'exécution du Contrat, un contrat de concession de service public à l'exploitation de ce service.

Ce contrat est arrivé à échéance au 31 octobre 2024.

A l'issue du Contrat d'une durée de 127 ans et afin d'assurer la continuité du service public, le Département a, par une délibération °CD-2023-0737 du 9 octobre 2023, décidé de reprendre la gestion du service en régie et de créer la Régie départementale du Train du Montenvers « **Régie** »).

Conformément à ses statuts, la Régie a notamment pour objet :

- l'exploitation commerciale et technique des installations du service public du Train du Montenvers et de ses équipements connexes ;
- l'exploitation des emplacements commerciaux existants ou à créer, sur les sites du Train du Montenvers ;
- l'entretien courant des installations et matériels, et l'ensemble des contrôles techniques réglementaires nécessaires ;
- la définition et la mise en œuvre de tout ou partie des investissements nécessaires à l'exploitation et plus généralement au service public du Train du Montenvers,, à l'exception du matériel roulant acquis et mis à disposition par le Département ;
- l'aménagement et le développement du service public du Train du Montenvers ;
- la gestion des relations avec les usagers du train ;
- et, plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet visé ci-dessus ou de nature à favoriser directement ou indirectement l'objet de la régie ou tout objet similaire ou connexe.

Aussi, depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2024, le service public est géré par la Régie départementale du Train du Montenvers, Etablissement Public Industriel et Commercial (ci-après « **EPIC** »), doté d'une autonomie financière et d'une personnalité morale.

Dans ce contexte, le Département et la Régie départementale conviennent dans le cadre du présent contrat de :

- Préciser les relations entre le Département et la Régie et fixer les missions de chacune des parties ;
- Fixer les objectifs et les performances à atteindre par la Régie ;
- Définir les modalités de contrôle de la Régie par le Département, les indicateurs permettant d'évaluer la qualité des services publics et l'atteinte des objectifs, et préciser le rendu compte des activités de la Régie ;
- Enfin, le présent Contrat traduit l'ambition commune du Département et de la Régie de garantir la continuité des services publics, la performance et la qualité au meilleur prix du service rendu à l'utilisateur.

Ceci étant exposé, il est convenu ce qui suit.

## CHAPITRE I. STIPULATIONS GENERALES

### Article 1 - Définitions

Sauf stipulations contraires, les termes et expressions commençant par une majuscule qui sont employés dans le Contrat (y compris son préambule), auront la signification qui leur est attribuée ci-dessous :

- « **Annexe** » désigne une annexe du Contrat.
- « **Article** » désigne un article du Contrat.
- « **Autorité concédante** » ou « **Département** » désignent le Département de Haute Savoie
- « **Biens de retour** » désignent les biens mobiliers et immobiliers nécessaires au fonctionnement du service public. Ces biens sont et demeurent la propriété de l'Autorité concédante dès leur réalisation ou acquisition. Plus généralement tous les biens considérés par l'Autorité concédante comme nécessaires à l'exécution du service public sont considérés comme des biens de retour.
- « **Biens de reprise** » désignent les biens mobiliers et immobiliers qui, sans être nécessaires au fonctionnement du service public, y sont utiles.
- « **Biens propres** » désignent les biens qui ne sont ni des Biens de retour, ni des Biens de reprise.
- « **CGCT** » désigne le Code général des collectivités territoriales
- « **Causes Légitimes** » désignent les évènements qui :
  - ✓ d'une part, ne sont pas la conséquence (même pour partie seulement) d'une faute du Concessionnaire ou d'un comportement non diligent ;
  - ✓ d'autre part, qui ne pouvaient être raisonnablement anticipés ;
  - ✓ Enfin qui ont nécessairement pour effet d'affecter l'exécution des obligations qui sont portées à la charge du Concessionnaire par le Contrat.

Les Causes légitimes sont limitativement les suivantes :

- ✓ La survenance d'un Cas de Force Majeure ;
- ✓ La faute du Département au titre de l'exécution du Contrat.
- « **Concessionnaire** » désigne le signataire du Contrat et exploitant du service public.
- « **Contrat** » désigne le présent contrat de concession de service et ses Annexes portant l'exploitation des trains du Mont

- « **Date d'effet du Contrat** » désigne la date de notification du Contrat au Concessionnaire.
- « **Entretien Courant et Maintenance** » désigne les opérations et / ou travaux d'entretien et de maintenance permettant d'assurer le maintien en état de fonctionnement, d'exploitation, de propreté et de sécurité des trains du Montenvers du Contrat jusqu'au moment où leur vétusté ou une défaillance rend nécessaire des opérations et des travaux entretien.
- « **Force Majeure** » désigne des évènements extérieurs aux Parties, imprévisibles et irrésistibles conformément à la jurisprudence du Conseil d'Etat
- « **Gros Entretien Renouvellement** » désigne les opérations, travaux et / ou acquisition permettant de renouveler les installations, biens et équipements mis à disposition dans le cadre du présent Contrat, à l'identique ou avec amélioration compte tenu de l'évolution des techniques ou portant sur les travaux importants visant les pièces maîtresses dont le remplacement conditionne la préservation de l'investissement de base, assurant ainsi la pérennité des Installations de la Concession sur le long terme, étant précisé que les opérations de renouvellement du matériel roulant (trains) sont à la charge du Département.
- « **Trains du Montenvers** » désigne les trains à crémaillère acquis par le Département et mis à disposition de la Régie par voie du présent contrat.
- « **Régie** » désigne la Régie départementale du Train du Montenvers.

## **Article 2 - Documents contractuels**

Le Contrat et ses Annexes, constituent un ensemble contractuel unique.

Les Annexes font partie intégrante du Contrat et ont ainsi valeur contractuelle. Toute référence au Contrat inclut ses Annexes.

En cas de contradiction, divergence ou incompatibilité entre une ou des stipulation(s) figurant dans le corps du Contrat et une ou des stipulation(s) figurant dans les Annexes, les stipulations figurant dans le corps du Contrat prévalent.

Les Annexes sont listées à l'Article 56.

## **Article 3 - Nature et objet du Contrat**

### ***3.1. Nature du Contrat***

Le Contrat est une concession de service public au sens qui lui est donné par les articles L. 1411-1 du CGCT et L. 1121-1 du Code de la commande publique. Il est régi par les dispositions du Code de la commande publique relatives aux contrats de concession et par les articles L. 1411-1 et suivants du CGCT.

Dans la mesure où le Département et la Régie sont dans une situation de quasi régie au sens de l'Article L.3211-1 du Code de la commande publique, le présent contrat n'a pas fait l'objet d'une mise en concurrence préalable.

### **3.2. Objet du Contrat**

Dans le cadre du présent Contrat, le Département, en tant qu'autorité concédante confie au Concessionnaire, qui l'accepte, dans les conditions et modalités des présentes,, l'exploitation commerciale et technique du train du Montnvers, à ses risques et périls.

Le Concessionnaire sera autorisé à percevoir les recettes versées par les usagers ou utilisateurs et destinées à rémunérer les obligations mises à sa charge.

Le Département s'engage à mettre à la disposition du Concessionnaire les ouvrages et équipements publics correspondants, dont il est propriétaire.

Le Concessionnaire devra notamment :

- Assurer l'exploitation du service public et notamment le transport des voyageurs ;
- Assurer la police des transports ;
- Garantir le parfait entretien et la maintenance des équipements et installation mis à la disposition du Concessionnaire afin que celui-ci les rende en parfait état de fonctionnement à l'échéance du Contrat ;
- Assurer le gros entretien et renouvellement des équipements et installations dans les conditions précisées à l'Article 11 ;
- Préserver et maintenir en parfait état de sécurité et de confort pour les usagers, pendant toute la saison, les équipements concédés.

Le Concessionnaire est également autorisé à réaliser et à financer les investissements sur les installations, ouvrages et équipements, conformément à ses statuts, à l'exception du matériel roulant. Ces investissements devront s'inscrire dans un programme pluriannuel d'investissement prévisionnel actualisé et annexé au contrat (ANNEXE 4). Leur mise en œuvre sera traduite par avenant au présent Contrat.

Les investissements pourront faire l'objet d'une subvention du Département.

Le contenu des missions devant être assumées par le Concessionnaire est précisé dans le Contrat.

## **Article 4 – Entrée en vigueur et durée du Contrat**

### **4.1. Entrée en vigueur du Contrat**

Le Contrat entre en vigueur à compter de sa Date d'effet, après accomplissement des formalités de transmission en Préfecture.

La Date d'effet du Contrat est fixée à titre prévisionnel au 15 décembre 2025.



Le Contrat, signé par les Parties, est notifié par le Département au Concessionnaire, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par remise en mains propres contre récépissé.

#### **4.2. Durée du Contrat**

Le Contrat est conclu pour une durée de 20 ans, à compter de sa Date d'Effet.

A l'expiration de la durée du Contrat, le Concessionnaire ne peut en aucun cas se prévaloir d'un quelconque droit au maintien de celui-ci.

### **Article 5 Prise en main des installations**

#### **5.1. Principes généraux**

Depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2024, le Département met à disposition l'ensemble des biens issus de la précédente concession, dont il est propriétaire, auprès de la Régie départementale du train du Montenvers, pour l'exploitation du service public.

A ce titre, le Département remet au Concessionnaire tous les plans et documents techniques en sa possession intéressant les équipements et installations du train du Montenvers.

Les plans, notices, carnets de bord, carnets d'entretien, autres documents techniques sont la propriété du Département et lui sont retournés gratuitement à la fin du Contrat. Le Département peut y avoir accès à tout moment.

Le Concessionnaire les met à jour à chaque modification (non substantielle).

Le Concessionnaire reconnaît être en possession de tous les documents techniques et en avoir pris connaissance.

Cette remise est constatée par la signature d'un Procès-Verbal contradictoire, comme précisé ci-après.

#### **5.2. État des lieux d'entrée**

Cet état des lieux d'entrée contradictoire a lieu, à titre prévisionnel, au plus tard dans un délai de 3 mois suivant la Date d'Effet en présence du Département. Il est annexé au Contrat en ANNEXE 1.

L'état des lieux est réalisé contradictoirement et précise notamment la situation juridique des biens et leur état apprécié sous différents aspects (état général des constructions, entretien, sécurité, fonctionnement particulier des équipements, etc.).

Cet état des lieux prend la forme d'un inventaire détaillé et fait l'objet d'un Procès-Verbal.

A partir de la Date d'Effet, le Concessionnaire a seul le droit de faire usage des installations et ouvrages du Train du Montenvers. Il déclare en avoir parfaite connaissance et en reconnaît le bon

fonctionnement. Il est alors seul responsable de leur bon fonctionnement dans le cadre des dispositions du Contrat et renonce à faire état auprès du Département de difficultés provenant de la qualité du matériel et de l'exécution dans tous droits et actions nés ou à naître à l'encontre des installations des constructeurs, des fournisseurs et de tous tiers.

En tout état de cause, le Concessionnaire est réputé parfaitement connaître l'état technique des installations, ouvrages et équipement du Train du Monteners. En conséquence, il ne pourra élever aucune réclamation, ni ne former aucune demande d'indemnisation ultérieure tirée d'une prétendue méconnaissance des sites (bâtiments, sols, équipements, ...) et de leurs caractéristiques, ainsi que des contraintes techniques des installations existantes, objet du présent contrat.

## **Article 6 Continuité du service public**

Le Département souhaite être informé systématiquement par écrit de toute situation, programmée ou d'urgence, impactant la continuité de service dans les conditions précisées ci-dessous.

Si la Régie constate une situation ne permettant plus d'assurer la continuité du service (conditions climatiques, éboulement notamment), nécessitant une réaction immédiate, elle doit :

- Informer immédiatement le Département ;
- Informer le Service Départemental d'Incendie et de Secours ;
- Prendre immédiatement, après accord du Département ou, à défaut de réponse de sa propre initiative, toutes les mesures d'urgence nécessaires en vue notamment d'assurer un service minimum ;
- Informer le Préfet afin qu'il prenne les mesures d'urgence qui lui incombent ;
- Mettre en œuvre, à ses frais, tous les moyens techniques et humains ;
- Engager un processus de gestion de crise si nécessaire.

## **Article 7 Obligations d'égalité, de laïcité et de neutralité dans les Contrats relevant du champ d'application du II de l'Article 1er de la loi n°2021-1109 du 24 août 2021**

Le Concessionnaire s'engage à respecter le contrat d'engagement républicain régi par les articles 10-1 et 25-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et de son décret d'application n°2021-1947 du 31 décembre 2021.

Le Concessionnaire assure le respect du principe d'égalité des usagers devant le service public et veille au respect des principes de neutralité et de laïcité du service public. Il veille à ce que ses salariés ou toute personne sur laquelle il exerce son autorité hiérarchique ou son pouvoir de

direction, lorsqu'ils participent à l'exécution du service public, s'abstiennent notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de façon égale toutes les personnes, et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

En premier lieu, ces personnels s'abstiennent de manifester leurs appartenances ou convictions politiques ou religieuses, tant en arborant des signes ou tenues manifestant ostensiblement de telles appartenances ou convictions, qu'en se livrant à des comportements révélant ces appartenances ou convictions.

Ils s'abstiennent également de faire état d'opinions de nature politique ou religieuse dans le cadre des contacts directs ou indirects avec les usagers ou les tiers, et ne peuvent notamment se livrer à des actes de provocation ou de prosélytisme.

En deuxième lieu, ces personnels s'acquittent de leurs obligations dans le respect de l'égalité de traitement entre les usagers.

En dernier lieu, ils respectent la liberté de conscience et la dignité des usagers et des tiers.

L'Autorité concédante est informée, à cette fin, des mesures mises en œuvre par le Concessionnaire pour assurer le respect de ces obligations ainsi que des mesures prévues pour remédier aux éventuels manquements.

Le Concessionnaire veille à ce que toute personne à laquelle il confie pour Partie l'exécution du service public, notamment ses sous-traitants ou sous-Concessionnaires, s'assure du respect de l'égalité des usagers devant le service public et veille au respect des principes de neutralité et de laïcité par ses salariés ou toute personne sur laquelle il exerce son autorité hiérarchique ou son pouvoir de direction.

Il s'assure à cet effet que les contrats de sous-traitance ou de sous-concession comportent les clauses nécessaires au respect de ces obligations.

Le Concessionnaire veille à informer les usagers des dispositifs leur permettant de signaler tout manquement aux principes d'égalité, de neutralité et de laïcité constaté au cours de l'exécution du service public.

L'Autorité concédante informe le Concessionnaire, sans délai, de tout manquement aux principes d'égalité, de neutralité et de laïcité signalé par les usagers ou par toutes autres personnes.

Les mesures préventives et correctives destinées à assurer l'application des principes de laïcité et de neutralité font l'objet d'un suivi par le Concessionnaire en lien avec les services de l'acheteur en charge de l'exécution du Contrat.

## **CHAPITRE II.**

### **ENTRETIEN COURANT, MAINTENANCE, GROS ENTRETIEN ET RENOUVELLEMENT**

#### **Article 8 Principes généraux**

Tous les ouvrages, équipements et matériels et notamment les Trains du Montenvers sont confiés au Concessionnaire par voie de ce présent Contrat, sous la forme d'une mise à disposition.

Le Concessionnaire prend les équipements confiés au Concessionnaire en l'état, sans que celui-ci ne puisse élever aucune contestation contre le Département s'agissant de leur état.

Toutefois, dans l'hypothèse où une malfaçon ou un défaut de réalisation affectant le fonctionnement des trains ou des installations et ouvrages serait constaté, les Parties se concertent afin de déterminer la possibilité pour la Régie et/ou le Département de se retourner par voie judiciaire contre le constructeur ou l'entreprise concernée.

#### **Article 9 - Répartition de la charge des travaux**

Les travaux d'entretien, de maintenance et de grosse réparation sont exécutés conformément aux Articles 10 et 11.

#### **Article 10 - Travaux d'entretien maintenance**

Tous les trains du Montenvers ainsi que tout installation, ouvrage, équipement et matériel mis à la disposition de la Régie au cours de Contrat, sont entretenus et maintenus en bon état de fonctionnement par les soins du Concessionnaire.

Les travaux d'entretien et de réparations courantes comprennent toutes les opérations permettant d'assurer le maintien en état de fonctionnement des installations jusqu'au moment où leur vétusté ou une défaillance rend nécessaires des travaux de renouvellement ou de grosses réparations. Ils comprennent en outre les opérations de nettoyage permettant de garantir l'hygiène et la propreté des installations et de leurs abords.

Ces travaux comprennent :

- Le nettoyage et l'entretien courant spécifique et réglementaire des locaux, voies, matériels et équipements, des trains mis à la disposition du Concessionnaire ou financés par le Concessionnaire ;
- Les réparations courantes des ouvrages, équipements, matériels et bâtiments (biens de la délégation) compris dans le périmètre du contrat ainsi que les travaux de grande



inspection du matériel roulant, et les grosses réparations relatives à l'ensemble des biens ;

- La maintenance préventive des trains mis à disposition

De plus le Concessionnaire s'engage à garantir à l'ensemble des trains un aspect esthétique de qualité (peinture, etc...) ainsi que des modalités de maintenance préventive et curative, visant à maintenir en parfait état des équipements destinés à assurer le transport des usagers.

## **Article 11 - Gros entretien et renouvellement**

Les grosses réparations des ouvrages sont à la charge du Concessionnaire.

En outre, il prend à sa charge le remplacement de tous les équipements qui lui appartiennent et mis à disposition du Concessionnaire, à l'exception du matériel roulant (trains...).

Les Parties conviennent qu'au titre du Gros entretien renouvellement, le Département prend en charge le financement lié au renouvellement du matériel roulant (trains...) mais pas les opérations courantes de GER et les grandes visites conformément à l'Article 12.

Les investissements réalisés par le concessionnaire pourront faire l'objet d'une subvention du Département.

## **Article 12 – Programmation et déroulement des opérations de Gros Entretien et de Renouvellement**

Les opérations de Gros Entretien et de Renouvellement font l'objet d'une programmation.

Le Concessionnaire établit un plan prévisionnel sur la durée du Contrat des opérations de Gros Entretien et de Renouvellement des Installations de la Concession, et également du matériel et du mobilier.

Les sommes nécessaires à la réalisation de ce plan donnent lieu au calcul en euros constants d'une provision annuelle pour risques et charges d'un montant prévisionnel.

Le Concessionnaire fournira, pour l'année suivante, à l'Autorité concédante la liste des opérations de Gros Entretien et de Renouvellement envisagés dans le cadre de l'exécution de ce plan ainsi qu'un plan prévisionnel révisé en euros constants.

Cette liste et le plan prévisionnel actualisé sont à établir chaque année pour l'année suivante, à la date anniversaire de la Date d'effet du Contrat. Tout dépassement du montant actualisé, pour les opérations prévues sur le plan prévisionnel initial ou toute opération non prévue, fera l'objet d'une information auprès de l'Autorité concédante.

La liste des opérations de Gros Entretien et de Renouvellement fait état des caractéristiques techniques des Installations de la Concession. Elle comprend également un planning des arrêts



techniques et elle est accompagnée des justificatifs des dispositions envisagées par le Concessionnaire pour se conformer à ses obligations de service public.

Les programmes annuels de Gros Entretien et de Renouvellement font l'objet de prévision de délais. Ces délais sont fournis par le Concessionnaire à l'Autorité concédante à titre indicatif mais devront être explicités en cas de modification.

Toutes les opérations de Gros Entretien et de Renouvellement à la charge du Concessionnaire seront exécutées dans les meilleurs délais à compter du constat du défaut, sans préjudice des recours éventuels contre les auteurs de ces dégâts.

Dans le cas du remplacement d'un équipement important, le Concessionnaire proposera des solutions pour tenir compte de l'évolution technologique, de la réglementation et des conditions d'exploitation.

## **Article 13 – Fonds de Gros Entretien et Renouvellement et provisions pour grandes visites**

### ***13.1. Fonds de Gros Entretien et Renouvellement***

Pour l'application de l'Article 11 et de l'Article 12 relatifs aux opérations de Gros Entretien et de Renouvellement, le Concessionnaire ouvrira un compte spécial désigné « Fonds de Gros Entretien et de Renouvellement » (fonds GER). Ce fonds a pour objet de financer des opérations de GER programmé sur les voies ainsi que sur les infrastructures de bâtiment, à l'exclusion du matériel roulant. Ce fonds intégrera :

- en produits : une dotation GER correspondant aux montants provisionnés par le Concessionnaire relativement aux opérations de GER futures, sur la base du plan prévisionnel Gros Entretien et Renouvellement
- en charges : les dépenses réelles, en euros.

Les sommes nécessaires à la réalisation des opérations de Gros Entretien et de Renouvellement sur la durée du Contrat sont calculées sur la base du plan prévisionnel de Gros Entretien et Renouvellement proposé par le Concessionnaire sur la durée du Contrat. Ces sommes donnent lieu au calcul d'une dotation annuelle GER qui correspond à la moyenne annuelle des dépenses, les années incomplètes étant prises en compte au prorata temporis pour calculer le montant annuel de la dotation.

Si au terme du Contrat, le fonds GER fait apparaître un solde positif, il sera reversé intégralement à l'Autorité concédante par le Concessionnaire.

Le Concessionnaire s'engage à renseigner et fournir un tableau annuel permettant à l'Autorité concédante de disposer d'une vision sur le suivi du fonds GER. Ce tableau est établi en euros courants.

### **13.2. Provisions pour grandes visites**

Le Concessionnaire établira un provisionnement spécifique relatif aux opérations de grandes visites sur le matériel roulant, dont l'engagement est prévu antérieurement et postérieurement à l'échéance du Contrat. Les montants provisionnés sont définis chaque année sur la base du coût prévisionnel actualisé du programme de grandes visites, qui est présenté chaque année.

A l'échéance du Contrat, le Concessionnaire remettra à l'Autorité concédante le solde de la provision pour grandes visites ainsi constituée sur la durée du contrat.

Le Concessionnaire présente chaque année de manière distincte, dans le cadre de son rapport d'activité, le suivi du fonds de GER et de la provision pour grandes visites sur le matériel roulant.

### **Article 14 - Exécution d'office des travaux d'entretien et de réparation**

Le Département pourra faire procéder, aux frais du Concessionnaire, à l'exécution d'office des travaux nécessaires au fonctionnement du service, faute pour le Concessionnaire de pourvoir aux opérations d'entretien et de maintenance des matériels après mise en demeure restée sans effet.

En cas de risque pour les personnes, les travaux seront à réaliser immédiatement. Le cas échéant, le Département se réserve le droit de fermer, en tout ou partie, le service public du train.

### **Article 15 Contrôles périodiques et visites réglementaires**

Le Concessionnaire transmet, dans le cadre du rapport annuel, à l'Autorité concédante les contrats signés ainsi que les rapports et procès-verbaux des organismes chargés des contrôles (ventilation, ascenseur, paratonnerre, extincteurs, etc.) ainsi que les mesures prises pour remédier aux réserves formulées par les organismes chargés des contrôles techniques réglementaires et de sécurité.

Le Concessionnaire assure les visites réglementaires des Installations de la Concession, avec le concours, à ses frais, d'un organisme agréé dans les conditions prévues par la Réglementation applicable à ce type d'équipement.

### **Article 16 Cas de réexamen relatif à la charge des travaux**

Les Parties conviennent qu'elles pourront modifier la charge respective des travaux contractuellement prévus

Dans cette hypothèse, le Contrat pourra être modifié sur le fondement de l'article R. 3135-1 du Code de la commande publique.

## CHAPITRE III. FONCTIONNEMENT ET EXPLOITATION DU SERVICE

### **Article 17 – Principes généraux de l’exploitation**

Le Concessionnaire s’engage à assurer aux usagers la sécurité, le bon fonctionnement, la continuité, la qualité optimale ainsi que la bonne organisation du service public. Il ne peut utiliser les Installations de la Concession à un autre usage que celui défini au Contrat. Toute autre utilisation est soumise à l’autorisation préalable expresse de l’Autorité concédante.

Le Concessionnaire est responsable de l’organisation du service, sous réserve toutefois du strict respect des principes d’égalité de traitement des usagers, de continuité et de mutabilité du service public et des prescriptions du Contrat, notamment en matière de qualité minimale du service, ainsi que de toutes les prescriptions que l’Autorité concédante pourrait à tout moment imposer en considération de la préservation de l’intérêt public.

Le Concessionnaire doit veiller à ne rien faire ni laisser faire qui puisse avoir pour conséquence d’entraîner la dépréciation, la diminution de la qualité du service public ou la cessation d’exploitation, même provisoire, du service public.

Le Concessionnaire veille à ce que les services offerts au titre du présent chapitre soient suffisants et de qualité pour satisfaire au mieux les usagers et développer une bonne image vis-à-vis du public des Installations de la Concession.

A ces fins, le Concessionnaire devra :

- Assurer une exploitation permanente du service pendant les saisons d’hivers et d’été, sauf cas de force majeure et en intégrant les enjeux de sécurité définies à l’Article 16 ;
- Exercer une stricte neutralité financière vis-à-vis des usagers en veillant au respect des dispositions tarifaires définies ci-après ;
- Exercer une stricte neutralité ainsi qu’une égalité de traitement vis-à-vis des usagers du service public. Il ne pourra exercer de sa propre initiative la moindre sélection au regard de critères religieux, politiques, sociaux, etc...

### **Article 18 Sécurité et police**

#### ***18.1. Principe***

Le Concessionnaire prend toute mesure nécessaire pour garantir la sécurité des services ainsi que celle des usagers et des personnels.

A ce titre, il établit un plan pour la sécurité des personnels et des usagers présentant les mesures à mettre en œuvre pour réduire les atteintes aux personnes et aux biens dans le périmètre des



installations particulières, et notamment au regard des risques naturels et des conséquences liées au maniement de fonds dans les gares. Ce plan présente également les investissements à envisager et les coûts de fonctionnement associés.

Une attention particulière sera portée sur les risques d'avalanche, d'éboulements et glissements. Le concessionnaire veillera à prévenir tout risque de ce type par des mesures adaptées aussi bien préventives que curatives.

Les Parties en discutent le contenu et décident le cas échéant, par avenant, des investissements à réaliser à ce titre et leur programmation.

## **18.2. Sécurité de l'exploitation**

### **Système de gestion de la sécurité**

Le Concessionnaire élabore un système de gestion de la sécurité de son exploitation pour chaque groupe d'installations relevant du Département.

Le système de gestion de la sécurité de l'exploitation, encadré par l'arrêté du 12 avril 2016 relatif au système de gestion de la sécurité prévu à l'article R. 342-12 du code du tourisme précise l'organisation mise en place par l'exploitant afin de respecter la réglementation technique et de sécurité mentionnée à l'article R. 342-3 du Code du tourisme. Il prévoit les mesures de maintenance et les règles d'exploitation nécessaires pour assurer la sécurité pendant l'exploitation ainsi qu'un dispositif permanent de contrôle de leur respect. Il précise les spécifications à mettre en œuvre pour l'exécution des tâches de sécurité, notamment les mesures de nature à garantir la compétence du personnel.

Ce système de gestion de la sécurité de l'exploitation comprend également un règlement d'exploitation et un plan d'évacuation des usagers.

Ce système de gestion de la sécurité et de l'exploitation, figurant en ANNEXE 2 de la présente convention, est notifié au Préfet du Département aux fins d'approbation des orientations de ce système par ce dernier..

### **Règlement d'exploitation**

Le Concessionnaire est tenu d'appliquer le règlement d'exploitation approuvé par le Préfet et figurant à l'ANNEXE 3 de la présente convention.

Toute modification de ce règlement doit être portée à la connaissance du Préfet du Département après déclaration préalable au Département au moins quinze jours francs avant l'envoi au Préfet.

Toute modification des orientations de ce système doit être approuvée par le Préfet du Département.

Le Concessionnaire soumet ce système de gestion de la sécurité à des contrôles périodiques dans les conditions prévues aux articles R.342-12-2 à R.342-12-4 du Code du tourisme.

### **18.3. Accidents et incidents graves**

Tout accident grave est porté sans délai par le Concessionnaire à la connaissance du Préfet, du Département et du bureau d'enquêtes sur les accidents de transport terrestre. Cette information porte notamment sur les circonstances de l'accident. En outre, l'exploitant adresse au Préfet, avec copie au Département, dans un délai de deux mois, un compte rendu sur cet accident qui précise les causes et les conséquences constatées de cet accident.

L'exploitant porte sans délai à la connaissance du Préfet et du Département tout autre événement affectant la sécurité de l'exploitation.

L'arrêté du 26 juillet 2010 relatif à la déclaration des accidents graves et des événements affectant la sécurité de l'exploitation des remontées mécaniques précise les accidents graves et les événements devant être portés à la connaissance du Département en application de l'alinéa précédent.

Le Concessionnaire transmet au Préfet selon les cas la déclaration d'accident sur remontées mécaniques et tapis roulant et/ou la déclaration d'accident relative à la personne accidentée (Formulaires CERFA 11512\*03 et 11511\*03).

Il informe sans délai et par tout moyen le Département de tout accident et transmet copie de la déclaration d'accident au plus tard dans les 15 jours suivant l'évènement.

### **18.4. Obligation d'information du Département**

- Information préventive

En cas de situation susceptible de générer un danger ou une difficulté imminente ou potentielle pour les agents, les usagers, les matériels roulants ou les biens immobiliers mis à sa disposition par le Département, et en cas de fermeture non programmée du service, le Concessionnaire devra, outre la mise en œuvre de ses propres actions, alerter par tout moyen et sans délai le Département.

- Prerogatives du Département

Le Concessionnaire est responsable de toute contravention qui pourrait être constatée par quelque autorité que ce soit à l'occasion de l'exploitation du service qui lui est confiée.

Si, du fait du Concessionnaire, la sécurité publique venait à être compromise en raison du mauvais état des installations ou du matériel mis à sa disposition, le Département pourrait prendre immédiatement, aux frais du Concessionnaire, toutes les mesures nécessaires pour prévenir tout danger sans toutefois se substituer à la responsabilité du Concessionnaire.

- Obligation de conseil

Le concessionnaire est tenu d'apporter son expertise au Département, en cas d'évolutions du service et des installations induites par des dispositions législatives et réglementaires.



- Contrôle du Département

Indépendamment du contrôle exercé par l'Etat au regard du respect des textes législatifs et réglementaires susvisés, le Département pourra effectuer tous les contrôles qu'il jugera utiles en vue de vérifier que des dispositions suffisantes ont été prises pour assurer la sécurité des circulations et des voyageurs.

## **Article 19 - Gestion environnementale**

### ***19.1. Gestion des déchets***

Le Concessionnaire veillera à disposer d'une stratégie en matière de prévention et de gestion des déchets.

Il sensibilisera sa clientèle aux bonnes pratiques et l'incitera à redescendre ses déchets.

### ***19.2. Gestion de l'eau***

Le Concessionnaire veillera à prévenir tout risque de pollution de l'eau.

## **Article 20 - Périodes d'ouverture du service**

Les dates et horaires d'ouverture du service sont arrêtés chaque année par la Régie, en accord avec le Département, et ne pourront pas faire l'objet de modification sans son approbation expresse. La période d'ouverture du service applicable dès la Date d'effet du Contrat est annexée au Contrat.

Hors période de fermeture du service nécessaire à l'entretien et à la maintenance dont les dates seront programmées à l'avance, le Concessionnaire devra signifier sans délai et par écrit au Département toute interruption dans l'exploitation, en indiquant sa durée, les causes de la suspension ou de l'interruption, le délai de rétablissement du service et les mesures mises en œuvre pour assurer son rétablissement.

Le Concessionnaire fait son affaire des éventuelles réclamations qui seraient formulées par les usagers du service. Il n'est exonéré de sa responsabilité à l'égard du Département qu'uniquement dans les cas suivants :

- Survenance d'un cas de Force majeure ;
- Destruction totale des ouvrages hors cas de comportement non diligent du Concessionnaire.

## **Article 21 – Sujétions de service public**

Conformément aux dispositions de l'article L 2224-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, en contrepartie des obligations de service public imposées au Concessionnaire, le Département peut lui verser une compensation forfaitaire annuelle.

Au titre des obligations de service public, le Concessionnaire pourra prendre à sa charge des coûts liés notamment :

- L'exploitation du service public selon l'amplitude et les modalités souhaitées par le Département ;
- l'évacuation et à la mise en sécurité du public de la partie sommitale en cas de circonstances qui l'imposent.

La quantification de ces prestations seront définies chaque année et la participation du Département fera l'objet d'une délibération spécifique reprenant le détail des exigences, leurs coûts estimés et les modalités de versement.

## **Article 22 – Personnel**

### ***22.1. Gestion du personnel***

Le Concessionnaire fait son affaire de la gestion du personnel affecté à l'exécution du Contrat.

Le Concessionnaire est tenu de recruter, en conformité avec les règlements, et de former le personnel nécessaire à la bonne marche des installations et au bon fonctionnement d'ensemble du service.

Le recours au personnel intérimaire est soumis aux conditions légales et réglementaires en vigueur.

### ***22.2. Travail dissimulé***

Le Concessionnaire est en mesure de justifier à tout moment du respect de la Réglementation prohibant le recours au travail dissimulé, la publicité, par quelque moyen que ce soit, tendant à favoriser, en toute connaissance de cause, le travail dissimulé, ainsi que le fait de recourir sciemment, directement ou par personne interposée, aux services de celui qui exerce un travail dissimulé, qu'il s'agisse de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié.

### ***22.3. Cas de grève du personnel du Concessionnaire***

Le Concessionnaire est tenu d'informer l'Autorité concédante sans délai des préavis de grèves déposés par le personnel affecté en tout ou partie à l'exécution du Contrat. Il tient ensuite l'Autorité concédante informée de la situation, de son évolution et des mesures prises pour assurer la continuité du service public.

Le Concessionnaire est en tout état de cause tenu de garantir, par tous les moyens qu'il juge utile et à ses frais, une continuité de service minimale de sorte que soit assurée la permanence de fonctionnement du service public soit assurée.

Si cette continuité de service minimale venait à ne pas être assurée, l'Autorité concédante serait fondée à prendre toutes mesures utiles pour assurer l'exploitation, aux frais et risques du Concessionnaire.

En aucun cas, une grève du personnel du Concessionnaire ne peut être considéré comme un Cas de force majeure ou comme une Cause Légitime.

#### **22.4. Recrutement et formation du personnel**

Le Concessionnaire a la charge intégrale :

- du recrutement du personnel, en nombre suffisant, pour pouvoir réaliser les missions dont il est chargé par le Contrat ;
- de la formation du personnel à l'exploitation du service.

, Il incombe au Concessionnaire de disposer du personnel en nombre suffisant et convenablement formé afin de pouvoir exploiter normalement les Installations de la Concession.

## CHAPITRE IV. OBJECTIFS ET PERFORMANCES

### **Article 23 – Objectifs et indicateurs de performance**

Les Parties conviennent que le Contrat est un contrat de performance. La performance est un enjeu majeur et concerne particulièrement les thèmes suivants :

- La satisfaction de l'utilisateur sur la qualité du service ;
- La stratégie commerciale permettant le développement du service et l'offre aux usagers ;
- La disponibilité du service.

Chaque tableau sera suivi annuellement et/ou trimestriellement, avec établissement par la Régie de la valeur de chaque indicateur et comparaison aux valeurs seuil ou valeurs objectif.

Une première version de ces tableaux figure au présent Contrat.

Les indicateurs se rapportent aux différents thèmes stratégiques définis et sont assortis d'objectifs à respecter. Pour l'atteinte de ces objectifs, la régie entreprendra des actions préventives et des actions d'améliorations et toutes évolutions structurelles nécessaires.

En cas de non atteinte de ces objectifs, la Régie entreprendra dans des délais appropriés des actions correctives.

Les indicateurs pourront être révisés, notamment pour permettre la mise à jour des indicateurs et des objectifs associés et des fréquences de diffusion de l'information, sur demande du Département ou sur proposition de la Régie avec accord préalable du Département.

Enfin, la Régie mettra en place un contrôle de gestion interne, tant sur les aspects techniques et financiers, basé sur le calcul et l'analyse de données de suivi du service. Ce contrôle devra contribuer à un bon pilotage technique et financier.

## **Article 24 Indicateurs de performance**

### ***24.1. Indicateurs de performance en matière de satisfaction de l'usager sur la qualité du service***

En matière de qualité de service, la Régie s'engage à atteindre les performances visées aux indicateurs de performance suivants :

N°	Nom	Objectifs
1	<i>Satisfaction</i>	Taux de satisfaction moyen de plus de 60% apprécié au regard des enquêtes de satisfaction réalisées auprès des usagers
2	<i>Taux de réclamation</i>	Taux de réclamation inférieur à 10% de la totalité des usagers
3	<i>Pourcentage de réponses définitives aux demandes écrites des usagers dans un délai &lt; 30 jours ouvrés</i>	90%
4	<i>Taux de disponibilité du site internet du service</i>	90%



## 24.2. Indicateurs de performance en matière de développement commercial

En matière de qualité de développement commercial, la Régie s'engage à atteindre les performances visées aux indicateurs de performance suivants :

N°	Nom	Objectifs
5	Action promotionnelle destinée à favoriser l'accessibilité pour un large public au train du Montn	Minimum d'actions promotionnelles : 3/an Atténuation des baisses d'activité hors périodes de grande fréquentation action promotionnelle fréquentation scolaire
	Action visant à faciliter la découverte du train par les scolaires	Minimum d'une action par an

## 24.3. Indicateur de performance en matière de disponibilité du service

En matière de ponctualité, la Régie s'engage à atteindre les performances visées aux indicateurs de performance suivants :

N°	Nom	Objectifs
66	Taux de disponibilité du des trains	Minimum : 85 %

## Article 25 Contrôle de l'administration

Le Département contrôle annuellement et à l'issue de la convention que sa contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du programme d'actions.

Il peut exiger le remboursement de la quote-part excédentaire de la contribution financière.

Pendant et au terme du Contrat, un contrôle sur place peut être réalisé par le Département, dans le cadre de l'évaluation prévue au Contrat.

La Régie s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

## **Article 26 La gouvernance et le management**

La Régie veillera à assurer un modèle d'entreprise aux exigences sociales affirmées.

Afin d'atteindre cet objectif, la Régie devra mettre en œuvre les actions et les projets qui lui apparaissent nécessaires et notamment :

- Sur les aspects économiques :
  - Soutenir l'économie locale lorsque règlementairement possible : approvisionnement et prestataires locaux ;
  - Avoir des pratiques commerciales éthiques ;
  - Favoriser la transparence avec les « usagers » et l'Autorité organisatrice.
- Sur les aspects Qualité de vie au travail :
  - Mettre en place un climat social constructif visible dans la qualité des échanges entre les différents niveaux hiérarchiques ;
  - Proposer un accompagnement des équipes professionnellement mais également personnellement lors des phases difficiles ;
  - Viser un objectif de 0 accident du travail ;
  - Développer les compétences et favoriser l'évolution ;
  - Mettre en œuvre une démarche d'égalité au travail (homme/femme, insertion, etc.) ;
  - Favoriser l'équilibre vie professionnelle et personnelle, mettre en place des services facilitant la vie personnelle.

## **CHAPITRE V. RELATIONS AVEC LES USAGERS**

### **Article 27 - Information du public**

#### ***27.1. Principe***

Il appartient au Concessionnaire d'assurer la conception, la mise à jour, la production et la diffusion des supports d'information.

Le Concessionnaire adresse au Département ces supports d'information avant leur mise en œuvre.

#### ***27.2. Supports d'information***

Les supports papiers doivent être en permanence disponibles en quantité suffisante, notamment :

- dans les points de vente,
- auprès des acteurs du tourisme (offices du tourisme, centres de vacances, etc.),
- au siège du Concessionnaire,
- auprès du Département,

Le Département est en droit de demander au Concessionnaire des éditions supplémentaires s'il estime que les quantités fournies par le Concessionnaire sont insuffisantes.

#### ***25.3. Signalétique pérenne sur les bâtiments et les trains***

Le concessionnaire devra recueillir l'approbation du Département pour tout projet de nouvelle signalétique pérenne ou modification de cette signalétique pérenne sur les bâtiments (dont les gares) et les trains.

## **CHAPITRE VI.**

### **MOYENS AFFECTES A LA REALISATION DU CONTRAT**

#### **Article 28 – Moyens matériels**

##### ***28.1. Biens mis à disposition du Concessionnaire***

Le Département met à la disposition du Concessionnaire les biens détaillés à l'ANNEXE 1.

##### ***28.2. Remise des Installations en début ou en cours de concession et tenue de l'inventaire***

Le Concessionnaire est réputé connaître parfaitement les installations qu'il prend en charge à la Date d'Exploitation Contractuelle ou qui lui seraient remis par le Département en cours de Concession.

À compter de la Date d'Effet du Contrat, le Concessionnaire s'interdit d'élever contre le Département quelque réclamation ou recours que ce soit, au titre des ouvrages, installations, équipements du service, sauf :

- En cas de vices cachés ;
- En cas de dommage résultant d'une opération dont le Département assure la maîtrise d'ouvrage et dont il est démontré que la responsabilité lui est imputable.

Le transfert des Installations est formalisé par un procès-verbal de prise en charge (ou état des lieux contradictoire des installations), signé par les deux parties prenantes au présent contrat, comme décrit ci-après.

##### ***28.3. Modalités de prise en charge des Installations***

Les Installations sont mises à disposition du Concessionnaire sur la base d'un procès-verbal contradictoire de mise à disposition réalisé au plus tard 3 mois après la Date d'Effet du Contrat.

Le procès-verbal fait l'inventaire des biens mis à disposition du Concessionnaire par le Département.

Le procès-verbal est annexé au présent contrat (ANNEXE 1).

A défaut d'accord entre les Parties, le procès-verbal doit mentionner, le cas échéant, les réserves émises par le Concessionnaire. En tout état de cause, le Concessionnaire ne peut se prévaloir des réserves qu'il a pu émettre pour remettre en cause ses obligations au titre du Contrat. En cas de litige et contestation il est fait application des mécanismes contractuels de conciliation.

Une fois les Installations mises à disposition, le Concessionnaire établit l'inventaire initial des biens.

#### **28.4. Inventaire des biens**

L'inventaire des biens du Contrat a pour objet de dresser les listes des biens qui constituent le patrimoine du service délégué. Il doit permettre d'en connaître et d'en suivre l'évolution.

L'inventaire sera annexé au Contrat.

Composition de l'inventaire :

- a) Les biens figurant dans l'inventaire sont classés en deux catégories : ceux mis à disposition du délégataire et ceux financés par le délégataire en cours de contrat.
- b) Pour les biens financés par le délégataire en cours de contrat, les ouvrages et équipements sont répartis selon les rubriques suivantes :
  - Bien de Retour ;
  - Bien de Reprise ;
  - Biens Propres.

Pour chaque bien mis à disposition ou financé par le délégataire, l'inventaire comporte les éléments suivants :

- Imputation comptable ;
- Codification géographique et fonctionnelle ;
- Libellé de l'immobilisation ;
- Date de création du bien et de réception dans l'inventaire (date de début d'amortissement) ;
- Nature du bien : renouvelable ou non sur la durée du Contrat ;
- Valeur d'origine du bien, valeur de remplacement ou valeur servant de calcul aux provisions de renouvellement ;
- Aides associées au financement des immobilisations ;
- Modalités d'amortissements (mode et durée notamment) ;
- Modalités de provision de renouvellement (date et calculs) ;
- Modalités d'entrée (notamment création, remise gratuite, renouvellement) et de sortie (notamment cession, cessation ou renouvellement)
- VNC Résiduelle éventuelle.

Par ailleurs, le Concessionnaire communique, chaque année, la décomposition analytique des opérations d'investissements et de renouvellement réalisées en propre.

#### **28.5. Mise à jour de l'inventaire durant le Contrat**

Pendant la durée du Contrat, un état de mise à jour de l'inventaire est remis au moins une fois par an par le Concessionnaire. Il tient compte, s'il y a lieu :

- Des nouveaux ouvrages, équipements et installations, achevés ou acquis depuis l'inventaire initial ou la dernière mise à jour et intégrés aux services délégués en distinguant les Biens de Retour, les Biens de Reprise et les Biens Propres du Concessionnaire,



- Des évolutions significatives concernant les ouvrages, équipements et installations, répertoriés à l'inventaire,
- Des ouvrages, équipements et installations, mis hors service, démontés ou abandonnés,
- Des travaux de maintenance.

L'état de mise à jour de l'inventaire est communiqué au Département.

De plus, les outils d'inventaire à tenir à jour sont :

- Les fichiers remis par le Département,
- Les bases de données et descriptifs sous format informatique,
- Les plans du site.

Plus généralement le Concessionnaire tient à jour tous les outils d'inventaire qui viendraient à être mis en place par le Département pendant la concession.

La mise à jour se fait par la collecte voire la constitution de toutes les informations caractérisant les Installations requises par les outils d'inventaire, puis leur introduction dans les outils informatiques.

Concernant les informations relatives à des ouvrages ou équipements modifiés, supprimés ou créés sous maîtrise d'ouvrage du Département, le Département transmet les informations nécessaires à la mise à jour au Concessionnaire, qui les saisit dans les différents outils d'inventaire concernés.

La numérisation des informations transmises par le Département, lorsqu'elles ne sont pas numérisées, ou leur mise au format de chaque outil d'inventaire, est à la charge du Concessionnaire.

Lorsque le Concessionnaire constate des informations manquantes ou inexactes au sein de ces outils, il cherchera les informations exactes et les saisira dans les outils d'inventaire.

Les mises à jour sont effectuées dans un délai maximal d'un mois à compter de la réception de travaux ou de constats sur les informations à compléter ou à modifier.

À la demande du Département, le Concessionnaire transmet sous un mois tout ou partie des fichiers d'inventaire, et les remettra au Département sous le format informatique prévu dans le présent contrat ou, à défaut, dans un format standard (Excel®). Tous les champs de l'inventaire sont réputés complétés et mis à jour.

## CHAPITRE VII. STIPULATIONS FINANCIERES ET FISCALES

### **Article 29 - Rémunération du Concessionnaire**

Il est rappelé que le Concessionnaire exploite le service public concédé à ses risques et périls. A ce titre, il supporte le risque d'exploitation..

La rémunération du Concessionnaire est composée de la perception des recettes versées par les usagers ou utilisateurs selon les tarifs homologués dans les conditions visées à l'Article 32.

Les recettes du Concessionnaire sont constituées notamment :

- Des recettes versées par les usagers du service ;
- Des recettes issues des services annexes.

Les ressources sont réputées, sauf cas de force majeure et sans préjudice des dispositions de l'Article 21, permettre à l'exploitant d'assurer *a minima* l'équilibre financier de la gestion des activités déléguées dans les conditions normales d'exploitation, et notamment de couvrir le coût des services et les charges inhérentes à celui-ci.

### **Article 30 - Encaissement des recettes**

Le Concessionnaire a la responsabilité de la gestion des encaissements et doit être en mesure de justifier des produits d'exploitation qu'il encaisse, conformément aux dispositions tarifaires définies à l'Article 32.

### **Article 31 - Charges d'exploitation**

Le Concessionnaire s'engage à supporter l'ensemble des charges de l'exploitation du service délégué, dans les limites et sous les réserves mentionnées au présent contrat.

### **Article 32 - Tarifs**

Les tarifs sont déterminés avant le 30 novembre de chaque année par la Régie, après avoir été adressés au Département.

Les tarifs devront répondre aux objectifs définis par le Département, notamment en matière de développement de la fréquentation en basse saison, d'accès au plus grand nombre et notamment les scolaires.

En cas de différend, les Parties se rencontreront pour le régler.

L'ensemble des tarifs sera tenu à jour en permanence et devra être visible pour le public.

### **Article 33 - Redevances et contributions**

En contrepartie de la mise à disposition des biens par le Département pour les besoins des missions de service public, le Délégataire verse au Département une redevance annuelle tenant compte des avantages de toutes natures retirés de l'exploitation des biens mis à sa disposition et qui lui sont ainsi procurés.

Cette redevance est fixée, annuellement selon :

- Une part fixe de 500 000 € HT
- Et une part variable correspondant à :
  - 10 % du Résultat Courant Avant Impôt pour la tranche comprise entre 0 et 500 000 € HT.
  - 30 % du Résultat Courant Avant Impôt pour la tranche comprise entre 500 000 € HT et 1 000 000 € HT ;
  - 60 % du Résultat Courant Avant Impôt pour la tranche supérieure à 1 000 000 € HT.

Conformément à la réglementation en vigueur, la redevance sera assujettie à la TVA.

Le paiement de la redevance interviendra au plus tard avant le 30 avril de l'année N+1, sur présentation par le titulaire du chiffre d'affaires.

### **Article 34 Fiscalité**

Le Département a le statut d'exploitant du Service au sens fiscal du terme. Il perçoit les recettes du service TVA incluse et elle exerce son droit à déduction sur la TVA grevant les dépenses inscrites à son budget selon les dispositions du code général des impôts.

La redevance est soumise à la TVA.

La Régie assume seule les conséquences de tout redressement fiscal éventuel, y compris les pénalités, concernant la gestion qui lui est déléguée au titre du Contrat et qui relève de ses obligations propres.

Sont toutefois exclues de cette responsabilité exclusive les pénalités et redressement liés d'une part à l'inclusion ou non de la rémunération forfaitaire d'exploitation dans le champ de la TVA et d'autre part à une éventuelle taxation de la Régie à la taxe sur les salaires.

### **Article 35 - Organisation comptable du Concessionnaire**

La tenue des comptes du Concessionnaire est conforme aux principes comptables en vigueur.

Tous les documents de base de sa comptabilité sont conservés par le Concessionnaire sur la durée du Contrat. Ils sont tenus à l'entière disposition de l'Autorité concédante qui peut demander à les

consulter à tout moment. Le Concessionnaire est dans ce cas tenu de communiquer à l'Autorité concédante l'ensemble des informations comptables et financières relatives au Contrat qu'elle demande.

Au terme du Contrat, tous les documents sont tenus à la disposition de l'Autorité concédante pendant toute leur durée légale de conservation à laquelle le Concessionnaire est astreinte.

### **Article 36 - Régime fiscal**

Tous les impôts et taxes quels qu'ils soient et quel qu'en soit le redevable légal, liés à l'exploitation du service, sont à la charge du Concessionnaire.

Le Concessionnaire s'engage, pendant toute la durée du Contrat, à se conformer à la Réglementation lui incombant tant au titre des déclarations que du paiement des impôts et taxes qui sont à sa charge.

Le Concessionnaire s'engage à supporter toute fiscalité nouvelle légalement instituée, ainsi que toute variation des taux d'imposition qui pourrait survenir au cours de l'exécution du Contrat dans les limites prévues au Contrat.

Une copie du Contrat est remise par le Concessionnaire aux Services Fiscaux compétents au plus tard un (1) mois après sa signature par chacune des Parties.

## CHAPITRE VIII.

### CONTROLE DE L'AUTORITÉ CONCÉDANTE SUR LE DELEGATAIRE

#### **Article 37 – Rapport annuel**

##### ***37.1. Principes généraux***

Conformément aux dispositions des articles L. 3131-5 et R. 3131-2 du Code de la commande publique, le Concessionnaire produit au plus tard le 30 avril de chaque année N à l'Autorité concédante un rapport annuel comprenant un compte rendu technique, un compte rendu financier ainsi qu'une analyse de la qualité du service au titre de l'exercice clos durant l'année N-1.

A la fin du Contrat, le Concessionnaire reste tenu à l'obligation de production d'un rapport portant sur la dernière année du Contrat.

Le rapport annuel produit par le Concessionnaire est assorti d'une annexe permettant à l'Autorité concédante d'apprécier les conditions d'exécution du service. Il respecte les principes comptables d'indépendance des exercices et de permanence des méthodes retenues pour l'élaboration de chacune de ses parties, tout en permettant la comparaison entre l'année en cours et la précédente.

La remise de ce rapport intervient par lettre recommandée avec accusé de réception ou déposé contre récépissé. Il sera également fourni sur support dématérialisé (soit par lien de téléchargement actif au minimum 3 semaines, soit clef USB, ou autre proposition), comprenant les documents dans leur format source (par exemple : Word, Excel, etc., à l'exclusion de format figé type PDF)

Toutes les pièces justificatives des éléments de ce rapport sont tenues par le Concessionnaire à la disposition de l'Autorité concédante dans le cadre du droit de contrôle mentionné à l'Article 38.

La non-production du rapport dans le délai susvisé ou sa production incomplète constituera une faute contractuelle pouvant être sanctionnée par l'application de la pénalité prévue à l'Article 41.

##### ***37.2. Contenu du rapport annuel***

Le contenu du rapport annuel respectera les dispositions de l'article R. 3131-2 du Code de la commande publique. Il comprendra notamment :

- Un compte-rendu technique ;
- Un compte-rendu financier.

##### ***37.2.1. Compte-rendu technique***

Au titre du compte-rendu technique, le Concessionnaire fournit au moins les indications suivantes :



- au titre des Investissements obligatoires :
  - la liste des travaux effectués ;
  - un inventaire mis à jour ;
  - l'évolution des ouvrages ;
  
- au titre de l'exploitation :
  - Attestation de validité en cours du Système de gestion de la sécurité ;
  - les effectifs du Concessionnaire ;
  - l'organigramme du service ;
  - la fréquentation, le nombre d'usagers et leur évolution ;
  - le suivi des plans de maintenance (fiches de contrôles internes...)
  - la liste des marchés conclus au cours du dernier exercice ;
  - le bilan des activités accessoires ;
  - les rapports de visite réglementaire des organismes de contrôle agréés ;
  - le bilan des activités d'information et de communication ;
  - Les jours d'ouverture du service concédé.

### 37.2.2. Compte-rendu financier

Au titre du compte-rendu financier, le Concessionnaire fournit au moins les indications suivantes :

- Les éléments afférents au Compte Financier Unique pour l'exercice écoulé ;
- les données économiques de la concession relatives à l'année écoulée (fréquentation, tarifs pratiqués...),
- les données financières d'exploitation devront respecter le principe de permanence des méthodes et seront présentées sous une forme au moins aussi détaillée que les éléments prévisionnels initiaux, auxquels ils doivent être comparés. Ils devront comprendre, notamment :
  - pour les charges d'exploitation :
    - les différents postes de dépenses avec commentaires sur les différences enregistrées depuis l'exercice précédent et les écarts éventuels par rapport aux comptes prévisionnels ;
    - une présentation exhaustive sur les modalités de calcul et de répartition des charges, frais de personnel, frais généraux, inscrits en charges dans les comptes de la Régie ;
  - un état d'avancement des investissements et de leur financement ;
  - Le détail des sommes versées ou reçues en application des conventions conclues avec les autres exploitants du domaine ;
  - le calcul de la redevance de concession au titre de l'année écoulée ;
  - le suivi du compte de provisions pour grandes inspections complètes ;
  - les comptes prévisionnels du service actualisé sur la durée restant à courir, avec les formules de calcul apparentes.
  - un état des variations du patrimoine immobilier intervenues dans le cadre du Contrat ;
  - un tableau de suivi des immobilisations au format tableur permettant de disposer des éléments suivants :

- la classification des biens (biens de retour et, le cas échéant, biens de reprise ou biens propres de la concession et éventuels biens mutualisés entre différentes concessions) ;
- la date de constitution de l'actif ;
- la valeur brute de l'actif ;
- la date de démarrage de l'amortissement ;
- la durée d'amortissement ;
- les modalités d'amortissement (linéaire, progressif, caducité, ...) ;
- la dotation aux amortissements annuelle (sociale, caducité) ;
- la dotation aux amortissements cumulée (sociale, caducité) ;
- si sortie de l'actif : la date de sortie ;
- la valeur nette comptable.
- Pour les éventuels biens mutualisés, la quote-part affectée à chaque concession.
- un plan prévisionnel des dépenses d'investissement actualisé et commenté,
- un état des sinistres ou contentieux (y compris fiscaux et sociaux) survenus dans le courant de l'exercice et leurs conséquences financières ainsi que des indemnités perçues des compagnies d'assurance ;
- la liste descriptive des éventuels engagements à incidence financière du Déléguataire excédant l'échéance normale de la Convention, y compris en matière d'emprunt, de personnel, mettant en évidence les flux de fin de contrat susceptibles d'en résulter ;
- Les données numériques du compte-rendu financier seront fournies en format informatique permettant un traitement automatisé direct, sans nécessité de ressaisie manuelle (tableaux en \*.xlsx avec les formules de calcul et non pas en \*.PDF, etc.)

Cette liste n'est pas exhaustive et peut être complétée et ajustée pendant toute la durée du Contrat sur simple demande écrite de l'Autorité concédante.

## **Article 38 – Contrôle exercé par le Département**

### ***38.1. Objet du contrôle***

L'Autorité concédante dispose d'un droit de contrôle permanent sur les conditions techniques, juridiques et financières de l'exécution du Contrat par le Concessionnaire.

Ce contrôle comprend notamment :

- un droit d'information sur la gestion du service concédé ;
- la possibilité de se faire fournir des documents ou d'aller les consulter dans les bureaux du Concessionnaire ;
- le pouvoir de prendre toutes les mesures prévues par le contrat lorsque le Concessionnaire ne se conforme pas aux obligations stipulées à sa charge.

### **38.2. Exercice du contrôle**

L'Autorité concédante organise librement et à ses frais le contrôle prévu au présent Article. Elle peut en confier l'exécution soit à ses propres agents, soit à des organismes qu'elle choisit. Elle peut, à tout moment, en modifier l'organisation. Les agents désignés par l'Autorité concédante disposent des pouvoirs de contrôle les plus étendus tant sur pièces que sur place.

L'Autorité concédante exerce son contrôle dans le respect des réglementations relatives à la confidentialité (vie privée, droits de propriété intellectuelle et industrielle du Concessionnaire dûment justifiés par celui-ci). Elle doit veiller à la qualification et à la déontologie des personnes chargées du contrôle, et s'assurer qu'elles ne perturbent pas le bon fonctionnement et la sécurité du service.

L'Autorité concédante est responsable vis-à-vis du Concessionnaire des agissements des personnes qu'elle mandate pour l'exécution du contrôle.

## CHAPITRE IX. RESPONSABILITE, ASSURANCES, GARANTIES

### **Article 39 - Responsabilité**

Le Concessionnaire est seul responsable vis-à-vis de l'Autorité concédante, des usagers, des tiers et de son personnel de tous les accidents, dégâts et dommages de quelque nature qu'ils soient, intervenus dans le cadre de l'exécution du Contrat, notamment dans le cadre de l'exécution des travaux dont il assure la maîtrise d'ouvrage.

La responsabilité du Concessionnaire porte notamment :

- vis-à-vis de l'Autorité concédante, des usagers, de son personnel et des tiers, sur l'indemnisation des dommages de quelque nature qu'ils soient, corporels, matériels et immatériels, consécutifs ou non, financiers qu'il est susceptible de causer lors de l'exercice de ses activités ;
- vis-à-vis de l'Autorité concédante, sur l'indemnisation des dommages causés aux biens affectés au service qui résultent du fait de son personnel ;
- vis-à-vis de l'Autorité concédante, sur l'indemnisation des dommages causés aux biens affectés au service, résultant d'événements fortuits tels que, par exemple, l'incendie, le dégât des eaux, l'explosion, la foudre, les accidents causés par des tiers et les catastrophes naturelles au sens de la législation en vigueur.

La responsabilité du Concessionnaire ne saurait cependant être engagée, dans les cas suivants :

- dommage résultant exclusivement d'une faute de l'Autorité concédante ou d'un tiers missionné par ce dernier dans le cadre d'une opération dont l'Autorité concédante assure la maîtrise d'ouvrage ;
- en cas de survenance d'un événement de Force Majeure ou de Cause légitime.

Le Concessionnaire fait par ailleurs son affaire personnelle de tous les risques, litiges et réclamations pouvant survenir du fait ou à l'occasion de l'exploitation du service et de l'exécution des prestations qui lui sont confiées.

Il s'engage à cet égard à faire son affaire de toute réclamation, de quelque nature qu'elle soit, pour tout dommage causé directement ou indirectement par l'exécution du service et renonce, ainsi que ses assureurs, à tout recours à l'encontre de l'Autorité concédante et de ses assureurs.

Le Concessionnaire garantit également l'Autorité concédante contre tout recours des usagers ou des tiers dans le cadre de l'exécution du Contrat.

Le Concessionnaire ne peut invoquer le contenu et en particulier le plafonnement des garanties d'assurance souscrites en application du présent Article pour s'exonérer de sa responsabilité. Il

lui appartient si nécessaire d'assumer directement les conséquences financières des dommages relevant de sa responsabilité si les indemnités allouées en application de ces garanties ne sont pas suffisantes.

Pour tous les travaux dont le Concessionnaire assure la maîtrise d'ouvrage, le Concessionnaire est responsable civilement, même après échéance du Contrat, notamment au titre des garanties de parfait achèvement, des garanties de bon fonctionnement et des garanties décennales.

Le Concessionnaire tient en permanence à jour la liste des garanties décennales, garanties contractuelles, garanties dommage-ouvrage, garanties de parfait achèvement, garanties de bon fonctionnement concernant tous les équipements, les infrastructures ou les systèmes informatiques dont il a assuré l'achat ou la maîtrise d'ouvrage, tant dans le cadre de travaux que de renouvellement ou d'entretien.

Le Concessionnaire tient par ailleurs à jour un état annuel de sinistralité qu'il communique à l'Autorité concédante à sa demande.

Le Concessionnaire veille à ce que les travaux, dont il assure la maîtrise d'ouvrage, bénéficient d'une garantie décennale dans tous les cas où cette garantie est susceptible de s'appliquer et même si la durée de cette garantie expire après l'échéance du Contrat.

Le Concessionnaire garantit les matériels qu'il installe ou fait installer (déplacement, pièces et main d'œuvre), pendant toute la durée du Contrat. Il s'assure du transfert des garanties des matériels à l'échéance du Contrat.

#### **Article 40 – Assurances**

Le Concessionnaire doit contracter toutes les assurances nécessaires tant pour prendre en charge le risque du propriétaire des immeubles et équipements pour le compte de l'Autorité concédante, que le risque du Concessionnaire pour son propre compte.

Le Concessionnaire devra se conformer à la législation en vigueur concernant l'assurance maître d'ouvrage si la nature de la construction réalisée le nécessite.

Il lui appartient de souscrire toutes les assurances auprès de compagnies notoirement solvables, qui couvriront ces différents risques et qui correspondent aux risques normaux de ce type d'exploitation.

Le Concessionnaire souscrira aux polices d'assurances nécessaires conformément aux articles L. 220-1 et suivants du Code des assurances.

Le Concessionnaire a, pour couvrir les responsabilités visées ci-dessus, l'obligation de souscrire des polices d'assurance présentant les caractéristiques suivantes :

- Assurance de responsabilité civile ;
- Assurance de dommages aux biens.

Le Concessionnaire devra assurer la totalité des Installations.



Le Concessionnaire fera son affaire personnelle de tous les risques et litiges pouvant provenir du fait de son exploitation. La responsabilité de l'Autorité concédante ne pourra être recherchée à l'occasion de litiges provenant de la gestion du Concessionnaire.

Le Concessionnaire sera seul responsable vis-à-vis des tiers, de tous accidents, dégâts et dommages de quelque nature que ce soit.

Le Concessionnaire présente à l'Autorité concédante les diverses attestations d'assurance dans les trente (3030) jours à compter de la signature du Contrat. En cas de non-transmission après mise en demeure demeurée infructueuse, l'Autorité concédante pourra prononcer la déchéance du Contrat, dans les conditions prévues à l'Article 43.

Les attestations d'assurance doivent faire apparaître les mentions suivantes :

- le nom de la compagnie d'assurance ;
- les activités garanties ;
- les risques garantis ;
- les montants de chaque garantie ;
- les montants des franchises et des plafonds des garanties ;
- les principales exclusions ;
- la période de validité.

Le Concessionnaire s'engage à communiquer à l'Autorité concédante sans délai et par écrit toute modification survenue dans ces polices au cours de l'exécution du Contrat.

Le Concessionnaire transmet annuellement à l'Autorité concédante, à la date anniversaire du Contrat, les attestations d'assurance détaillées ci-dessus.

## CHAPITRE X. SANCTIONS

### **Article 41 – Pénalités**

#### ***41.1. Principes généraux***

Dans les cas prévus ci-après et sauf cas de Cause Légitime, tout manquement du Concessionnaire à ses obligations au titre du Contrat, sera sanctionné de pénalités, sans préjudice s'il y a lieu des dommages et intérêts envers les tiers.

Les pénalités ne sont pas libératoires ni exclusives de la mise en œuvre de toute autre sanction convenue dans le Contrat. Elles sont cumulables entre elles pour un même manquement.

Le montant des pénalités dues n'est pas plafonné.

Les pénalités sont payées par le Concessionnaire dans un délai de trente (30) jours à compter de la réception du titre de recettes correspondant. En cas de retard de paiement, leur montant est majoré de l'intérêt au taux légal augmenté de sept points.

Leur paiement n'exonère pas le Concessionnaire d'exécuter ses obligations au titre du Contrat et de son éventuelle responsabilité civile ou pénale vis-à-vis des usagers et des tiers.

#### ***41.2. Pénalités et cas d'application***

Les montants des pénalités ci-dessous sont exprimé hors taxes (HT) et en euros (€). La mention « par jour » se comprend « par jour calendaire ».

N°	Nom	Cas d'application
P1	<i>Défaut d'Entretien et de Maintenance</i>	Toute inexécution totale ou partielle des obligations du Concessionnaire prescrites au titre de l'Entretien et de la Maintenance pourra faire l'objet d'une pénalité de 500 € par jour calendaire de retard à compter de leur constat par l'Autorité concédante ou la personne qu'elle mandate.
P2	<i>Interruption du service</i>	En cas d'interruption du fonctionnement du service (hors cas de survenance d'une Cause Légitime ou de Force Majeure et hors arrêt programmé), le Concessionnaire est redevable d'une pénalité de 1 000 € par jour d'arrêt.
P3	<i>Non-respect des tarifs</i>	Dans le cas où le Concessionnaire ne respecterait pas les tarifs prévus au titre du Contrat, après mise en demeure restée sans réponse pendant un délai de 8 jours, une pénalité d'un montant de 200 € par jour de retard sera appliquée à compter du 10 <sup>ème</sup> jour suivant la date de réception de la mise en demeure.

<b>P4</b>	<i>Non-respect des objectifs</i>	Dans le cas où le Concessionnaire ne respecterait pas l'un des indicateurs de performance fixé par le Contrat, une pénalité d'un montant de 100 € sera appliquée à compter du 10ème jour suivant la date de réception de la mise en demeure.
<b>P5</b>	<i>Retard de versement des redevances</i>	En cas de retard imputable au Concessionnaire du versement des redevances dues à l'Autorité concédante, une pénalité de 500 € par jour de retard est appliquée après mise en demeure préalable.

## **Article 42 – Mise en régie provisoire**

Le Concessionnaire assure la continuité du service en toutes circonstances, sauf cas de Cause Légitime. En cas d'interruption tant totale que partielle du service ou en cas de faute du Concessionnaire dans l'exécution du Contrat, l'Autorité concédante a le droit d'assurer le service par le moyen qu'elle juge bon.

Si l'interruption du service n'est pas due à un cas de Cause Légitime, le service peut être assuré en régie aux frais du Concessionnaire. L'Autorité concédante peut à cet effet prendre possession temporairement des biens utilisés pour l'exécution du service.

La mise en régie doit être précédée d'une mise en demeure adressée au Concessionnaire, par lettre recommandée avec accusé de réception, et restée sans effet à l'expiration d'un délai de quinze (15) jours, sauf en cas de mesures d'urgence visées à l'Article suivant.

La régie cesse dès que le Concessionnaire est de nouveau en mesure de remplir ses obligations, sauf si la déchéance est prononcée.

Les frais de mise en régie provisoire du service sont immédiatement exigibles auprès du Concessionnaire.

En l'absence de règlement du montant de ces frais, dans un délai de trente jours à compter de leur notification par l'Autorité concédante au Concessionnaire, l'Autorité concédante peut prononcer la déchéance dans les conditions prévues par les stipulations de l'Article 43.

La mise en régie ne pourra pas durer plus de huit (8) mois.

L'application des présentes stipulations ne fait pas obstacle au droit de l'Autorité concédante de prononcer la déchéance prévue à l'Article 43.

## **Article 43 – Déchéance**

En cas de faute du Concessionnaire, l'Autorité concédante peut prononcer la résiliation du présent Contrat.

Lorsque l'Autorité concédante constate la survenance d'une faute, elle adresse une mise en demeure au Concessionnaire de se conformer à ses obligations et de mettre immédiatement fin à la situation de manquement grave, dans un délai précisé dans la mise en demeure. Le Concessionnaire peut présenter toutes observations écrites et demander à être entendu sur les motifs de la mise en demeure.

Si, dans le délai imparti par la mise en demeure, à compter de la date de réception de celle-ci, le Concessionnaire ne s'est pas conformé à tout ou partie à la mise en demeure, l'Autorité concédante peut alors prononcer la déchéance, qui prend effet immédiatement.

Dès la transmission de la mise en demeure, l'Autorité concédante prend toute mesure qu'il estime utile pour assurer la continuité du service dans des conditions optimales aux frais, risques et périls du Concessionnaire. Les conséquences financières de ces mesures sont à la charge du Concessionnaire.

## CHAPITRE XI. FIN DU CONTRAT

### **Article 44 – Cas de fin du Contrat**

Le Contrat prend fin :

- à son terme normal prévu à l'Article 4 ;
- en cas d'annulation juridictionnelle ou de résiliation résultant d'une décision juridictionnelle, selon les modalités prévues à l'**Erreur ! Source du renvoi introuvable.**, sauf si la résiliation est la conséquence d'une faute directement et exclusivement imputable au Concessionnaire auquel cas il sera appliqué l'Article 47 ;
- en cas de résiliation pour faute du Concessionnaire, selon les modalités prévues à de l'Article 47 ;
- en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, selon les modalités prévues à l'**Erreur ! Source du renvoi introuvable.** ;
- en cas de résiliation pour Force Majeure ou survenance d'une Cause Légitime, selon les mêmes modalités prévues à l'**Erreur ! Source du renvoi introuvable.**.

### **Article 45 – Expiration du terme**

Dans le cas où Contrat expire par survenance du terme prévu à l'Article 4, les Parties établiront contradictoirement un procès-verbal de transfert dans le respect du droit en vigueur.

### **Article 46 – Résiliation pour motif d'intérêt général**

Le Département peut résilier unilatéralement le Contrat à tout moment au cours de son exécution, sous condition d'observer un préavis minimum de trois mois.

Dans ce cas, les Parties négocieront de bonne foi les conditions de fin de contrat.

### **Article 47 – Résiliation pour Faute**

La résiliation pour faute est prononcée sans indemnité. Elle prend effet à compter du 8<sup>ème</sup> (huitième) jour franc de sa notification au Concessionnaire.

Elle entraîne les mêmes conséquences que la résiliation pour motif d'intérêt général.



## **Article 48 – Continuité du service en fin de Contrat**

L'Autorité concédante aura la faculté, sans qu'il en résulte un droit à indemnité pour le Concessionnaire, de prendre pendant les vingt-quatre (24) derniers mois du Contrat toutes les mesures pour assurer la continuité du service, en réduisant autant que possible la gêne qui en résultera pour le Concessionnaire.

D'une manière générale, l'Autorité concédante pourra prendre toutes les mesures nécessaires pour faciliter le passage du Contrat à un nouveau régime d'exploitation ou à un nouvel exploitant. A ce titre, les personnels de l'Autorité concédante pourront, au même titre que les personnels du Concessionnaire avoir accès à l'ensemble des informations des sites du Concessionnaire et des installations nécessaires ou seulement utiles à l'exécution du service concédé. Le Concessionnaire s'engage à permettre et à faciliter cet accès.

L'Autorité concédante réunira les représentants du Concessionnaire ainsi que, le cas échéant, ceux du nouvel exploitant, pour organiser le transfert de l'exploitation du service concédé et notamment pour permettre au Concessionnaire d'exposer les principales consignes et les modes opératoires à suivre pour le fonctionnement des ouvrages, équipements et installations du service concédé. Le Concessionnaire acceptera d'être accompagné par les agents du nouvel exploitant à venir pendant une période de deux semaines.

Le Concessionnaire s'engage à ne pas prendre, dans l'année qui précède l'expiration du Contrat, de décision qui soit de nature à affecter substantiellement les conditions techniques, économiques et financières du service dont l'exploitation lui est confiée, sans l'accord préalable de l'Autorité concédante, lequel doit être sollicité sur demande motivée. Il en ira en particulier ainsi de toute décision susceptible d'augmenter de plus de cinq (5) % les dépenses d'exploitation du service objet des présentes.

## **Article 49 – Sort des biens du Contrat**

### ***49.1. Sort des Biens de Retour***

Au terme du Contrat, pour quelque cause que ce soit, le Concessionnaire est tenu de remettre à l'Autorité concédante gratuitement, en bon état d'entretien et de fonctionnement, tous les Biens de Retour, quelle que soit leur affectation.

Trois (3) mois avant l'arrivée du terme du Contrat, l'Autorité concédante et le Concessionnaire arrêteront et estimeront, s'il y a lieu après expertise, les travaux à exécuter sur les Biens de Retour qui ne seraient pas en bon état d'entretien et de fonctionnement. Le Concessionnaire devra exécuter les travaux correspondants avant l'expiration du Contrat. À défaut, les frais de remise en état seront à sa charge.

### ***49.2. Sort des Biens de Reprise***

Au terme du Contrat, pour quelque cause que ce soit, l'Autorité concédante pourra reprendre, contre indemnité, les Biens de Reprise.

Les Biens de Reprises non intégralement amortis pourront faire l'objet d'un rachat par l'Autorité concédante. La valeur de ces biens sera fixée à concurrence de leur valeur nette comptable.

Ces indemnités seront estimées en fonction de l'amortissement technique, compte tenu des frais éventuels de remise en état. Tout retard dans le versement des sommes dues donnera lieu de plein droit à intérêts de retard calculés selon le taux d'intérêt légal.

## CHAPITRE XII. CLAUSES DIVERSES

### **Article 50 – Esprit général du Contrat**

Les Parties reconnaissent que le Contrat doit être exécuté de bonne foi et dans un esprit de coopération et de partenariat. Elles veillent tout particulièrement à une bonne information mutuelle et à la prévention du contentieux.

### **Article 51 – Obligations du Concessionnaire relatives aux informations collectées**

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1321 du 7 octobre 2016 *pour une République Numérique*, le Concessionnaire s'engage à fournir à l'Autorité concédante dans un standard ouvert aisément réutilisable, les données et bases de données collectées ou produites à l'occasion de l'exploitation du contrat.

Le Concessionnaire s'engage expressément à autoriser l'Autorité concédante, ou un tiers désigné par celle-ci, à extraire et exploiter librement tout ou partie de ces données et bases de données, notamment en vue de leur mise à disposition à titre gratuit à des fins de réutilisation à titre gratuit ou onéreux.

Le Concessionnaire ne pourra se soustraire à ses obligations stipulées par le présent Article sauf accord exprès de l'Autorité concédante.

### **Article 52 – Notification et élection de domicile**

Pour l'exécution du présent Contrat, les Parties font élection de domicile aux adresses indiquées en tête du Contrat.

Chaque notification ou autre communication signifiée par le Concessionnaire à l'Autorité concédante pour l'exécution du Contrat se fera prioritairement par écrit et sera remise en main propre contre décharge ou envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception.

Chaque notification ou autre communication signifiée par l'Autorité concédante au Concessionnaire pour l'exécution du Contrat se fera prioritairement par écrit et sera remise en main propre contre décharge ou envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception.

### **Article 53 – Décompte des délais**

À défaut de stipulations spécifiques contraires, fixées dans le Contrat, tout délai imparti au Concessionnaire ou à l'Autorité concédante commence à courir le lendemain du jour où s'est produit le fait qui sert de point de départ à ce délai.

Lorsque le délai est fixé en jours, il s'entend en jours calendaires et il expire à la fin du dernier jour de la durée prévue.

Lorsque le délai est fixé en mois, il est compté de quantième en quantième. S'il n'existe pas de quantième correspondant dans le mois où se termine le délai, celui-ci expire à la fin du dernier jour de ce mois.

Lorsque le dernier jour d'un délai est un samedi, un dimanche, un jour férié ou chômé, le délai est prolongé jusqu'à la fin du premier jour ouvrable qui suit.

### **Article 54 – Absence de renonciation**

La défaillance de l'Autorité concédante à exercer un droit, une sanction ou un recours au titre d'une stipulation du Contrat ne saurait en aucun cas être interprétée comme une renonciation à l'exercice de ce droit, de cette sanction ou de ce recours, sauf si le droit, le recours ou la sanction doivent être exercés ou appliqués dans un délai précis sous peine de forclusion.

### **Article 55 – Prévention et règlement des litiges**

Dans la mesure du possible, les Parties s'efforceront de régler à l'amiable les éventuels différends qui pourraient naître quant à l'application ou à l'interprétation du Contrat.

En cas de désaccord persistant, le litige pourra être porté, à l'initiative de la Partie la plus diligente, devant le Tribunal administratif de Grenoble.

### **Article 56 – Liste des Annexes**

Il est expressément précisé que les annexes suivantes font intégralement corps avec le Contrat :

- ANNEXE 1.** Procès-verbal de prise en charge des Installations
- ANNEXE 2.** Système de gestion de sécurité
- ANNEXE 3.** Règlement d'exploitation
- ANNEXE 4.** Programme pluriannuel d'investissement prévisionnel



## Annexe 4 : Programme Pluriannuel d'Investissement prévisionnel (11/2025)

PORTAGE INVESTISSEMENT	#	Désignation d'opérations	Montant en K€	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	2035	2036	2037	2038	2039	TOTAL
<b>1 Renouvellement du matériel roulant</b>																				
COT4	1.1	Train 1	10 000			5 000	5 000													10 000
COT4	1.2	Train 2	10 000				5 000	5 000												10 000
COT4	1.3	Train 3	10 000					5 000	5 000											10 000
COT4	1.4	Train 4	10 000						5 000	5 000										10 000
COT4	1.5	Train 5	10 000							5 000	5 000									10 000
COT4	1.6	Train 6	10 000								5 000	5 000								10 000
RTM	1.7	Essai des trains du TMB sur le MONTENVERS	200		170	30														200
COT4	1.8	AMM - Acquisition des nouveaux trains	600		150	150	80	40	40	40	100									600
RTM	1.9	Travaux de modification de la sous-station	4 500		500	500	3 000	1 000												4 500
RTM	1.10	Option : unité de stockage interne de l'électricité	1 500				1 000	500												1 500
RTM	1.11	Reménagement infrastructures de la gare et du dépôt (hors voies)	6 000			500	3 000	2 500												6 000
COT4	1.12	Engins de déneigement (Fraise Train)	2 000				1 000	1 000												2 000
COT4	1.13	Fourgon logistique	320				20	250	250											320
COT4	1.14	Locomotive Diesel 1	4 000								4 000									4 000
COT4	1.15	Locomotive Diesel 2	4 000											4 000						4 000
<b>2 Passerelles SNCF</b>																				
RTM	2.1	Reconstruction de la passerelle	1 700		100	800	800													1 700
RTM	2.2	Options retenues (Remplacement)	500				500													500
RTM	2.3	Aménagement Paysager / Thématique - Apaisement (Dont mise en MDE et conception)	500			50	450													500
<b>3 Travaux sur voies</b>																				
RTM	3.1	Général : adaptation des quais - dénivellement des voies	150				150													150
RTM	3.2	Général : adaptation des quais - dénivellement des voies	150				150													150
RTM	3.3	Changement des voies - du PN aux zones techniques	7 000				3 500	3 500												7 000
RTM	3.4	Changement des signaux des dépôts - 14 unités / 14 au Total	1 400				1 400													1 400
RTM	3.5	Amplification Crémallière - Ent de Gare Chamonix	300			300														300
RTM	3.6	Matériau métallique Gare Amont - Surélévation - Entretien	500			150	350													500
RTM	3.7	Mission BET - MDE GLOBALE réalisation des investissements	300			100	50	50	50	50										300
RTM	3.8	Remplacement de la voie qui est GLO	800			100	400	400												800
<b>4 Renovation des bâtiments - voir détail Feuille 2</b>																				
RTM	4.1	Bâtiment voyageurs Chamonix	150	15	14	10	10	10	5	5	10	10								139
RTM	4.2	Atelier de services Chamonix	649		100	109	440													649
RTM	4.3	Bâtiment matériel	119		13	9		65		12										119
RTM	4.4	Créel 1	1 198		35	330	550	300												1 195
RTM	4.5	Local 2 Voie (Caillet)	49		25	20														49
RTM	4.6	Sous station	35										35							35
RTM	4.7	Local 1 Voie (Planard)	2		2															2
RTM	4.8	Après midi (VBS)	0																	0
RTM	4.9	Créel 2	0																	0
<b>5 Travaux de prévention et de confortement</b>																				
RTM	5.1	Diagnostics bâtiments	60	15						15										60
RTM	5.2	Diagnostics ouvrages d'art	80	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	80
RTM	5.3	Suivi annuel des risques naturels - MAJ Fiche SIG + Licence SIG	795		53	53	53	53	53	53	53	53	53	53	53	53	53	53	53	795
RTM	5.4	Travaux d'écoulement - Scénario 1 du rapport GIC (phase 1) - 2024	1 065			315	475	325												1 065
RTM	5.5	Travaux de confortement d'ouvrages d'art - Rapport Prévisionnel 2024	850			520	330													850
<b>6 Travaux d'investissements courants</b>																				
RTM	6.1	Voies ferrées	1 516	16	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	1 516
RTM	6.2	Ouvrages d'art	1 516	16	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	1 516
RTM	6.3	Infrastructure matériel roulant	2 273	23	150	150	150	150	150	150	150	150	150	150	150	150	150	150	150	2 273
RTM	6.4	Garages	758	8	50	50	50	50	50	50	50	50	50	50	50	50	50	50	50	758
RTM	6.5	Équipements divers	425	50	85	30	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	425
RTM	6.6	Sécurité du site Chamonix - clôtures	400			150	250													400
RTM	6.7	Achat de véhicules	160			120		40												160
RTM	6.8	Achat de charnières pour matériel maintenance	25			2														25
<b>TOTAL</b>																				
TOTAL			108 725	146	5 132	9 658	29 393	20 158	10 823	10 620	14 612	55 58	513	4 478	493	478	478	478	493	108 725
DONT FINANCEMENT REGIE			37 602	140	982	4 508	17 241	9 368	553	580	512	318	513	478	493	478	478	478	493	37 602
DONT FINANCEMENT COTA			71 120	0	150	5 150	12 150	10 790	10 270	14 100	50 000	0	4 000	0	0	0	0	0	0	71 120



## Régie départementale du Train du Mont

**Extrait du Registre des Délibérations du Conseil d'administration**  
**Séance du 1<sup>er</sup> décembre 2025**  
**N° CA-2025-51**

**RAPPORTEUR : M. LE PRESIDENT**

**OBJET : Budget Primitif 2026**

Présent(e)s				
Administrateurs	M. Martial SADDIER, M. Stéphane BRASSAC, M. Daniel DEPLANTE, Mme Marie-Louise DONZEL-GONET, Mme Marie-Christine FAVRE, M. Eric GAZANION, Mme Claire GRANDJACQUES, Mme Odile MAURIS. M. Jean-Philippe MAS, Mme Marie-Antoinette METRAL, Mme Magali MUGNIER, Mme Marie Claire TEPPE-ROGUET.			
	Représentés (pouvoir)			
	M. François DAVIET, ayant donné pouvoir à Mme Marie Antoinette METRAL, Mme Fabienne DULIEGE, ayant donné pouvoir à M. Daniel DEPLANTE, Mme Agnès GAY, ayant donné pouvoir à M. Martial SADDIER, Mme Myriam LHUILLIER, ayant donné pouvoir à Mme Marie Louise DONZEL-GONET, Mme Patricia MAHUT, ayant donné pouvoir à Mme Marie Claire TEPPE-ROGUET, M. Fabien SAGUEZ, ayant donné pouvoir à M. Martial SADDIER.			
	Absents – Excusés			
	Mme Cathy ATHANASE, M. Joël BAUD-GRASSET, M. Bernard BOCCARD, M. François EXCOFFIER, Mme Marion GAUBERT, Mme Christine JANIN M. Georges MORAND, M. David RATSIMBA, M. Nicolas RUBIN, M. Lionel TARDY, M. Christian VERDONNET.			
	Quorum et délégations de vote vérifiés			
	Membres en exercice :	29	Adopté à l'unanimité	
	Présents :	12	Voix "Pour"	18
	Représenté(e)s	6	Voix "Contre"	0
	Suffrages exprimés	18	Abstention	0

## **Exposés des motifs**

Il convient de voter le budget Prévisionnel 2026 de la Régie Départementale du Train du Montenvers, Pour cela un rapport d'orientation budgétaire a été présenté au conseil d'administration durant la séance du 26 novembre 2025.

Ce rapport d'orientation budgétaire a été débattu entre les élus, puis validé à l'unanimité lors de la délibération CA-2025-46.

Le Rapport d'orientation budgétaire qui a été présenté et validé est repris ci-après.

En Annexe à la présente délibération est proposé une écriture budgétaire, avec les inscriptions de crédits répartie en articles et chapitre, selon la nomenclature comptable M43 des Services Publics Industriels et Commerciaux.

Ci-après : Reprise du Rapport d'Orientation Budgétaire

## 1. PRÉAMBULE

---

Dans le cadre du fonctionnement de la régie, constituée en Établissement Public à Caractère Industriel et Commercial (EPIC), il est nécessaire de valider en conseil d'administration le budget primitif pour 2026 avec pour appui le règlement budgétaire et financier adopté lors de la délibération n°CA-2025-39 du Conseil d'Administration du 27 octobre 2025.

L'année 2025 a constitué le premier exercice plein de la Régie, sur cette année calendaire, le train a été exploité tous les jours à l'exception des deux périodes de fermeture pour maintenance :

- Du 12 mai au 23 mai
- Du 03 Novembre au 21 Novembre 2025

La première année d'exercice permet d'avoir une image fidèle des grands équilibres financiers de la Régie et de projeter sur plusieurs années nos cycles d'exploitation.

Le Département et la Régie souhaitant déployer un programme ambitieux de modernisation et renouvellement des installations et matériel roulant, un programme d'investissement global à hauteur de 108 M€ est envisagé.

L'orientation budgétaire à prendre par la Régie, doit permettre de supporter une partie des investissements, tout en versant une redevance au Département qui lui mets à disposition les biens et lui confie la gestion des installations. Ce dernier compte pour sa part investir également.

Une version synthétique des crédits budgétaires proposés est disponible en fin de pièce Annexe, cette synthèse présente une comparaison exhaustive entre le projet de BP 2026, et les crédits ouverts pour l'exercice 2025 (BP + DM n°1 + DM n°2).

## 2. LES ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2026

---

### 1.1. Hypothèses retenues concernant la construction du modèle financier

#### A. Année de référence et indexation

La régie a repris l'exploitation de l'équipement du Montenvers à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2024.

L'exercice 2025 étant presque bouclé, le rapport d'orientation budgétaire a été établi sur la base des situations budgétaires à date et des prévisions pour le dernier mois d'exercice 2025.

Cette année 2025 sert désormais de référence.

Il est à noter que l'exercice 2025 est rassurant par rapport aux prévisions budgétaires qui ont été effectuées il y a un an. Les recettes sont au rendez-vous et au-dessus des projections qui avaient été réalisées sur la base des précédents exercices connus de la Compagnie du Mont Blanc, ancien exploitant du train.

Pour élaborer le prévisionnel 2026, une hypothèse d'indexation annuelle de 2,0% a été retenue dans pour l'évolutions des charges.

Les recettes 2026 ont été calibrées au plus près, à fréquentation constante de clients, en fonction des tarifs qui ont été votés lors du Conseil d'Administration du mois d'Octobre 2025.

#### B. Hypothèses concernant les provisions de Grandes Inspections (G. I)

À la suite d'échange avec la pairie départementale et la comptable publique, les grandes inspections des véhicules roulants seront placées en dépenses de fonctionnement et un mécanisme de provisionnement a été mis en place pour lisser ces dépenses dans le temps.

Un tableau d'échelonnement des grandes inspections a été validé avec la pairie départementale.

L'année de réalisation effective de la grande inspection, une reprise de provision est faite qui viendra en recettes exceptionnelles sur l'exercice et viendra dont compenser la charge ponctuelle.

Pour 2026, la provision s'élève à 481 k€

La Reprise de provision s'élève à 412 k€

#### C. Hypothèses du montage comptable

L'exploitation de l'équipement du Montenvers nécessite des investissements de l'ordre de 108 M€ au cours des prochaines années.

Ils portent notamment sur les principaux postes d'investissements suivants :

- Matériel roulant (6 trains, 2 locomotives diesel, un fourgon logistique, un engin de déneigement)
- Rénovation des bâtiments et des voies de dépôt
- Remplacement de la passerelle Eiffel

- Travaux d'aménagement et de prévention des risques naturels

Il est prévu que ces investissements soient financés :

- Par le Département de la Haute Savoie pour le matériel roulant – soit 71 M€ environ
- Par la Régie Départementale du Train du Montenvers pour tout le reste. Il pourra être fait appel à un fond de concours du Département si l'effort financier est trop important.

Pour financer les investissements qui lui incombent, la Régie aura recours tant que possible à l'auto-financement en mobilisant les résultats des exercices antérieurs, mais également via des emprunts bancaires.

En contrepartie de la mise à disposition au profit de la Régie des biens en propriété du Département de la Haute-Savoie (Biens de Retours de la DSP, et nouveau matériel roulant), pour les besoins des missions de service public, la Régie devra verser une redevance annuelle au profit du département.

La redevance comportera une part fixe et une part variable qui sera fonction du Résultat Courant avant Impôt de la Régie. Le calcul est détaillé ci-après.

## 1.2. Orientations pour le budget 2026

### A. Charges sur l'exercice 2025 et années suivantes

**Les charges d'exploitation / de gestion courante** projetées pour 2026 sont de 3724 k€ dont notamment :

- Les frais et charges d'exploitation : 3 039 k€, correspondant aux frais et charges prévisionnels d'exploitation du service du train du Montenvers, basé sur les charges observées précédemment sous exploitation CMB, mises à jour au réel de l'exercice 2025.
- Les charges de maintenance et travaux à hauteur de 685 k€, à noter que ce montant comprend des commandes de pièces pour les grandes inspections en cours.

**Les frais de personnel** : 5 934 k€, correspondant à la masse salariale actuelle (Salaires + charges)

Augmentation de 7.3% (intégration des frais CSE + intéressement + possible déploiement de personnel dans les trains double conduite)

Ces effectifs comprennent :

- 44 contrats CDI
- Jusqu'à 37 CDD saisonniers au plus fort de la saison d'été.

Si le choix est retenu de déployer un second agent par train double conduite, 4 ETP saisonniers seront nécessaires 9 mois par an.

Les charges de personnel incluent dans la prévision budgétaire : 2 750 k€ de salaires nets

- 2 478 k€ de charges sociales et charges patronales
- Le versement au CSE d'un montant alloué pour son fonctionnement et pour les œuvres sociales : 67 k€
- Le montant éventuel d'une prime d'intéressement, enveloppe estimée 418 k€
- 67k€ de provisions pour CP
- 153 k€ d'Indemnités de départ en retraite

La masse salariale représente 45% du C.A Net de la Régie

**Les impôts et taxes / Charges fiscales : 759 k€,**

Correspondant principalement à la taxe loi montagne (607k€), à la CET (152k€).

**Redevance versée au Département de la Haute Savoie : 1067 k€**

Ce point est IMPORTANT et STRUCTURANT pour le modèle économique à venir du train du Montenvers.

Le Département propose le déploiement d'un contrat d'affermage adossé à une redevance annuelle composée d'une part fixe et d'une part variable indexée sur le Résultat Courant Avant Impôt de la Régie.

Part Fixe = 500 k€ / an

Part Variable par tranche de RCAI (10% entre 0 et 500k€ + 30% entre 500k€ et 1000k€ + 60% au-delà de 1000k€)

Le contrat d'affermage sera soumis au C.A de décembre et viendra sceller les relations financières et les obligations des parties Régie et Département dans le cadre de l'exécution du service public de transport de voyageurs du Train du Montenvers.

**Provisions et dotations aux amortissements : 165k€ d'amortissement et 69k€ de provision pour les grandes inspections à venir.**

**Les impôts sur les sociétés : 205k€**

## B. Recettes sur l'exercice 2025 et années suivantes

En termes de vocabulaire, il est nécessaire de dissocier les Recettes qui sont encaissées par la Régie, du Chiffre d'affaires Net retraité.

- Les Recettes sont l'ensemble des sommes encaissées par la Régie de Recettes avant d'avoir procédé aux diverses reversions de quote-part des produits combinés (vers la CMG et vers la Régie) et avant facturation des passages MBU.
- Le Chiffre d'affaires Net : Correspond aux sommes qui reviennent effectivement à la Régie et dont elle pourra disposer librement. Ce sont les recettes retraitées de l'ensemble des reversions et facturations.

Les recettes budgétaires proviennent :

- Du Chiffre d'affaires de la Régie qui est lié au transport de voyageurs et à la facturation de trains spéciaux (travaux et ballastières)
- De la location de locaux ou d'espaces au profit de tiers (Bureaux CMB, Café Alpin)

Les Recettes prévues sur 2026 tiennent compte des nouveaux tarifs (augmentation tarifaire moyenne de 1.6% sur les produits train, pas d'augmentation de nos reversions produits combinés, augmentation des recettes MBU)

- Chiffre d'affaires Net Retraité Hiver 5 506 k€ HT  
(3 874 k € encaissés directement par la Régie)
- Chiffre d'affaires Net retraité Eté : 7 242 k€ HT  
(4 973 k€ encaissés directement par la Régie)



- Recettes « Autres activités » (Trains spéciaux et loyers) : 345 k€.

Ces recettes « autres activités » ont été mises à jour en intégrant le montant prévisionnel des loyers de bureaux à la CMB, des mises à disposition de domaine publics, mais aussi les prestations de transport de fret et de personnes qui pourront être facturées aux acteurs du site.

**Loyers :** Les bureaux de la compagnie du Mont Blanc sont actuellement implantés dans les bâtiments de la gare du Montenvers ; une convention d'occupation de ces locaux a été signée entre la régie et la compagnie du Mont Blanc en vue de la location de leurs bureaux pour un montant de 283 434 € annuels en 2025.

Ce montant est indexé sur l'indice des loyers commerciaux et a été estimé à 289 103 € sur 2026.

**Soit un CA total Net HT 2026 de 13 094 k€.**

Lors du vote du BP 2026, les lignes de recettes ouvertes seront augmentées des montants qui seront reversés au titre des produits combinés à la CMB / CMG.

Ces reversions seront intégrées dans des lignes de dépense.

### **1.3. Présentation du Compte d'exploitation prévisionnel (CEP)**

Le compte d'exploitation prévisionnel découlant des éléments budgétaires précédemment cités est le suivant pour 2026.

**Compte d'Exploitation Prévisionnel synthétique 2026 :**

Train du montenvers		31 déc 2025	31 déc 2026
CEP	RETRAVAILLÉ EN VERSION SYNTHÉTIQUE	PREVISIONNEL	
		en fin d'exercice	
Compte de résultat (en € HT)			2026
Chiffre d'affaires RM HT Hiver		6 103 172 €	6 380 629 €
Chiffre d'affaires RM HT Eté		8 088 755 €	8 481 034 €
Atténuation de produits (Qp produits combinés)		-2 070 719 €	-2 112 133 €
Chiffre d'affaires autres activités		338 359 €	345 126 €
Chiffre d'Affaires NET		12 459 567 €	13 094 656 €
Frais d'exploitation		-2 980 000 €	-3 039 600 €
Charges de travaux et maintenance		-707 394 €	-685 143 €
Charges de gestion courante		-3 687 394 €	-3 724 743 €
Valeur ajoutée		8 772 173 €	9 369 913 €
Charges de personnel		-5 529 846 €	-5 933 802 €
Charges fiscales		-725 568 €	-759 850 €
Autres charges d'exploitation		-6 255 414 €	-6 693 652 €
Excédent Brut d'Exploitation (hors redevance)		2 516 759 €	2 676 261 €
Redevances		-991 805 €	-1 480 721 €
Excédent Brut d'Exploitation (avec redevance)		1 524 954 €	1 195 540 €
Dotations aux amortissements et Provisions		-137 260 €	-155 419 €
Provisions GI		-893 158 €	-69 741 €
Reprise de Subvention			
Résultat d'exploitation		494 536 €	970 380 €
Résultat financier			-149 899 €
Résultat courant avant impôts		494 536 €	820 481 €
Résultat exceptionnel			0 €
Impôt sur les sociétés		-123 634 €	-205 120 €
Résultat net		370 902 €	615 361 €
Résultat net / CA		3%	5%

### L'orientation budgétaire prévoit pour 2026

RESULTAT NET après impôt et après redevance : 615 K€

Ratio Résultat NET/CA : 5%

+ 245 K€ RESULTAT NET en 2026 par rapport à 2025

### Le budget 2026 verra

Hausse de l'EBE +160 K€,

Hausse de la redevance + 489 K€

Baisse des provisions GI (2025 dotation 893 K€, 2026 dotation 481 k€, reprise 411K€),

## **1.4. Présentation de la section d'investissement pour les prochaines années**

Un extrait du PPI est joint en prochaine page et permet de visualiser les montant d'investissements à réaliser sur les prochaines années.

Ce PPI propose la répartition du portage des investissements entre le CD74 et RTM.

71.1 M€ seront financés par le département

37.6 M€ seront financés par RTM.

Si nous projetons ces investissements RTM en euros courant sur les années à venir, il faudra mobiliser 40 M€.

**Les ressources à mobiliser seront de 40 M€ en euros courant** pour réaliser le financement des investissements RTM.

--- Fin du Rapport d'Orientation Budgétaire ---

### **Proposition de Décision**

**Après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents ou représentés,**

**VU** la délibération du Conseil départemental n° CD-2023-0737 du 09 octobre 2023 optant pour la reprise en gestion directe du service public du train du Montenvers ;

**VU** les statuts de la Régie départementale du Train du Montenvers adoptés le 11 décembre 2023 et modifiés le 29 janvier 2024 par l'assemblée départementale ;

**VU** la délibération n°CA-2025-39 du 27 octobre 2025 portant sur le Règlement Budgétaire et Financier de la Régie Départementale du Train du Montenvers

**VU** le Rapport d'Orientation budgétaire et la délibération n°CA-2025-46 qui acte le débat d'orientation budgétaire 2026,

**VU** le projet de BP 2026 joint en annexe à la présente délibération,

**VU** l'exposé des motifs ;

**Le Conseil d'administration,**

**APPROUVE** le budget pour 2026 pour la Régie Départementale du Montenvers,

**AUTORISE** le Président à signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré,  
Pour extrait conforme,

**La Secrétaire de séance,  
Membre du Conseil d'administration  
de la Régie départementale du train du Montenvers**

  
**Daniel DEPLANTE**

**Le Président  
de  
la Régie départementale du train du Montenvers**

  
**Martial SADDIER**

SECTION DE FONCTIONNEMENT

Recette de fonctionnement	2025 BP+BS+DM	2026 BP
70 - Ventes de produits fabriqués, prestations de services, marchandises	14 592 986	15 206 789
7061 - Transport de voyageurs	13 842 103	14 861 663
Chiffre d'affaires RM HT Hiver	5 753 348	6 380 629
dont CA vendus au caisses de la REGIE		3 000 714
dont CA MBU		1 260 472
dont produits combinés (produits combinés vendus aux caisses CMB) * 72,03%		1 245 564
(se reporter aux produits combinés CMB (produits combinés vendus aux caisses RM HT) * 72,03%)		6 43 679
Chiffre d'affaires RM HT Eté	8 088 755	8 481 034
dont CA vendus au caisses de la REGIE		3 734 954
dont CA MBU MBM		1 967 818
dont produits combinés		1 540 007
(se reporter aux produits combinés CMB (produits combinés vendus aux caisses RM HT) * 72,03%)		1 540 007
708 - Produits des activités annexes	750 883	345 126
dont location antennes et café alpin		10 200
dont charges locatives à refacturer CMB		44 600
dont refacturation CMB conso bornes véhicules électriques		1 224
dont loyer locaux CMB		289 103
77 - Produits exceptionnels		
77 - Produits exceptionnels	248 000	
78 - Reprises sur provisions et dépréciations		
78 - Reprise sur provision pour risque d'exploitation (GI)		411 708
013 - Atténuations de Charges		
6031- Variation des stocks de matières et fournitures	524 167	306 000
64198 - Autres remboursements (CPAM, Prévoyance)	160 000	200 000
042 - Opérations d'ordre de transfert entre section		
777-Quote part de Subventions	150 000	
002 - Résultat d'exploitation reporté	235 284	
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT	15 910 437	16 124 497



## SECTION DE FONCTIONNEMENT

Envoyé en préfecture le 18/12/2025

Reçu en préfecture le 18/12/2025

Publié le 19/12/2025



ID : 074-927733055-20251201-CA\_2025\_51-DE

Dépenses de fonctionnement	2025	2026
	BP+BS+DM	BP
<b>11 - Charges à caractère général</b>	<b>4 572 652</b>	<b>4 919 193</b>
60215 Achat de pièces de rechange	996 950	1 203 600
6061 Fournitures non stockables (eau, énergie)		459 000
6063 Fournitures entretien et petit équipt		30 600
6064 Fournitures administratives		61 200
6066 Carburants	208 989	
611 Sous-traitance générale	487 851	353 000
6132 Locations immobilières	82 552	81 600
6135 Locations mobilières	24 561	30 600
61521 Entretien, réparations bâtiments publics	385 683	183 000
61551 Entretien matériel roulant	450 000	419 943
6156 Maintenance		81 600
6161 Multirisques	511 686	612 000
617 Etudes et recherches	59 356	
618 Divers	330 808	
6226 Honoraires	246 216	153 000
6231 Annonces et insertions	30 701	30 600
6222 Divers (dont Commissions CMB)		204 000
6256 Missions	15 351	10 200
6261 Frais d'affranchissement		2 040
6262 Frais de télécommunications		61 200
627 Services bancaires et assimilés		51 000
6283 Frais de nettoyage		102 000
635112 Cotisat° Valeur Ajoutée des e CET	117 913	152 730
63513 Taxes sur Chiffre d'affaires nc Taxe loi Montagne	443 105	607 120
637 Autres impôts, taxes (autres organismes)	160 930	
6288 Autres	20 000	28 560
<b>12 - Charges de personnel et frais assimilés</b>	<b>6 029 611</b>	<b>5 933 802</b>
Salaires nets	4 095 024	2 750 604
Accord intéressement	400 000	418 263
IDR (indemnités départ en retraite)		153 000
Charges sociales	1 286 587	2 477 679
Versement au CSE		66 912
Provisions (CP, primes)	248 000	67 344
<b>14 - Atténuations de produits</b>		
7097 RRR sur ventes de marchandises	2 500 000	2 112 134
<b>65 - Autres charges de gestions courantes</b>		
6518 Autres	75 584	51 000
6571 Redevance versée au Département	1 100 000	1 480 721
<b>66 - Charges financières</b>		
6611 Intérêts des emprunts et dettes		149 899
<b>67 - Charges exceptionnelles</b>		
673 Titres annulés	300 000	20 400
<b>68 - Dotations aux provisions et dépréciations</b>		
6815 Dotations aux provisions pour risques exploitation	900 000	481 449
<b>69 - Impôts sur les bénéfices</b>		
69 Impôts sur les bénéfices	282 590	205 120
<b>023 - Virement à la section d'investissement</b>		615 361
<b>042 - Dépenses d'ordre de transfert entre sections</b>		
6811 - Dotations aux amortissements sur immobilisations incorporelles et corporelles	150 000	155 419
<b>TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>15 910 437</b>	<b>16 124 497</b>

SECTION D'INVESTISSEMENT

Recettes d'investissement	2025 BP+BS+DM	2026 BP
16 - Emprunts et dettes assimilées 1641 - Emprunts en euros		3 953 227
021 - Virement de la section de fonctionnement		615 361
040 - Opérations d'ordre de transfert entre sections Dotations aux amortissements	150 000	155 419
R001 - Excédent d'investissement reporté	3 965 814	
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT	4 115 814	4 724 007

Dépenses d'investissement	2025 BP+BS+DM	2026 BP
16- Remboursement Emprunt		125 847
20- Immobilisations incorporelles	130 000	300 000
21 - Immobilisations corporelles : Trains + Reprise VNC	2 991 647	3 778 160
23 - Immobilisations en cours	300 000	500 000
27- Immobilisations financières	20 000	20 000
040 - Opérations d'ordre de transfert entre sections 13913- Département 31- Stock Fournitures	150 000 524 167	
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT	4 115 814	4 724 007

**REPUBLIQUE FRANÇAISE****Numéro SIRET**  
**92773305500028****COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT**  
**Régie d'une collectivité locale**  
**... Régie départementale du Train du**  
**Montenvers**

POSTE COMPTABLE DE : Paierie Départementale

**SERVICE PUBLIC LOCAL**

M. 43 (1)

**Budget primitif (projet de budget)**

BUDGET : Régie départementale du train du Montenvers (2)

**ANNEE 2026**

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 43 ou M. 49.

(2) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

## Sommaire

### I - Informations générales

Modalités de vote du budget	3
-----------------------------	---

### II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections	4
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres	5
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres	7
B1 - Balance générale du budget - Dépenses	9
B2 - Balance générale du budget - Recettes	10

### III - Vote du budget

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses	12
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes	14
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses	15
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes	16
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles	17

### IV - Annexes

#### A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Sans Objet
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	18
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	Sans Objet
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	Sans Objet
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	Sans Objet
A1.6 - Etat de la dette - Autres dettes	Sans Objet
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements	Sans Objet
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations	Sans Objet
A3.2 - Etalement des provisions	Sans Objet
A4.1 - Equilibre des opérations financières	22
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Dépenses	23
A4.3 - Equilibre des opérations financières - Recettes	24
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1)	Sans Objet
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1)	Sans Objet
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1)	Sans Objet
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1)	Sans Objet
A6 - Etat des charges transférées	Sans Objet
A7 - Détail des opérations pour compte de tiers	Sans Objet

#### B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie	Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt	Sans Objet
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget	Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B1.5 - Etat des marchés de partenariat	Sans Objet
B1.6 - Etat des autres engagements donnés	Sans Objet
B1.7 - Etat des engagements reçus	Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents	Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents	Sans Objet

#### C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel	25
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie	29
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2)	Sans Objet
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3)	Sans Objet

#### D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures	30
--------------------------	----

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M. 49.

(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.

(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

**I – INFORMATIONS GENERALES****MODALITES DE VOTE DU BUDGET**

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :

- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
- sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) budgétaires .

IV – La comparaison avec le budget précédent (cf. colonne « Pour mémoire ») s'effectue par rapport à la colonne du budget (4) primitif de l'exercice précédent.

V – Le présent budget a été voté (5) sans reprise des résultats de l'exercice N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ..... du .....).

(4) Indiquer « primitif de l'exercice précédent » ou « cumulé de l'exercice précédent ».

(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :

- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.



**II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET****II****VUE D'ENSEMBLE****A1****EXPLOITATION**

		DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LA SECTION D'EXPLOITATION
V O T E	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	16 124 497,00	16 124 497,00
	+	+	+
R E P O R T S	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
	002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
=		=	=
TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)		16 124 497,00	16 124 497,00

**INVESTISSEMENT**

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT
V O T E	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)	4 724 007,00	4 724 007,00
	+	+	+
R E P O R T S	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
=		=	=
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)		4 724 007,00	4 724 007,00

**TOTAL**

TOTAL DU BUDGET (3)	20 848 504,00	20 848 504,00
---------------------	---------------	---------------

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats. Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.

## II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

ID : 074-927733055-20251201-CA\_2025\_51-DE

## SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES

A2

## DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général	3 923 201,00	0,00	4 919 193,00	0,00	4 919 193,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	5 381 611,00	0,00	5 933 802,00	0,00	5 933 802,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	2 112 133,00	0,00	2 112 133,00
65	Autres charges de gestion courante	25 584,00	0,00	1 531 721,00	0,00	1 531 721,00
<b>Total des dépenses de gestion des services</b>		<b>9 330 396,00</b>	<b>0,00</b>	<b>14 496 849,00</b>	<b>0,00</b>	<b>14 496 849,00</b>
66	Charges financières	0,00	0,00	149 899,00	0,00	149 899,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	20 400,00	0,00	20 400,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat* (4)	0,00		481 449,00	0,00	481 449,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)	282 590,00	0,00	205 120,00	0,00	205 120,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses réelles d'exploitation</b>		<b>9 612 986,00</b>	<b>0,00</b>	<b>15 353 717,00</b>	<b>0,00</b>	<b>15 353 717,00</b>
023	Virement à la section d'investissement (6)	0,00		615 361,00	0,00	615 361,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections (6)	432 602,00		155 419,00	0,00	155 419,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (6)	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses d'ordre d'exploitation</b>		<b>432 602,00</b>		<b>770 780,00</b>	<b>0,00</b>	<b>770 780,00</b>
<b>TOTAL</b>		<b>10 045 588,00</b>	<b>0,00</b>	<b>16 124 497,00</b>	<b>0,00</b>	<b>16 124 497,00</b>

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)

0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES

16 124 497,00

## RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	506 000,00	0,00	506 000,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	9 612 986,00	0,00	15 206 789,00	0,00	15 206 789,00
73	Produits issus de la fiscalité (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes de gestion des services</b>		<b>9 612 986,00</b>	<b>0,00</b>	<b>15 712 789,00</b>	<b>0,00</b>	<b>15 712 789,00</b>
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	0,00		411 708,00	0,00	411 708,00
<b>Total des recettes réelles d'exploitation</b>		<b>9 612 986,00</b>	<b>0,00</b>	<b>16 124 497,00</b>	<b>0,00</b>	<b>16 124 497,00</b>
042	Opérat° ordre transfert entre sections (6)	432 602,00		0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (6)	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'ordre d'exploitation</b>		<b>432 602,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL</b>		<b>10 045 588,00</b>	<b>0,00</b>	<b>16 124 497,00</b>	<b>0,00</b>	<b>16 124 497,00</b>

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)

0,00

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES

16 124 497,00

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL  
DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION  
D'INVESTISSEMENT (8)

770 780,00

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

(1) Cf. Modalités de vote 1.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(5) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(6) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, en M. 41 et M. 43.

(8) Solde de l'opération DE 023 + DE 042 – RE 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.



**II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET****SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES****A3****DEPENSES D'INVESTISSEMENT**

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
20	Immobilisations incorporelles	30 000,00	0,00	300 000,00	0,00	300 000,00
21	Immobilisations corporelles	22 386 860,00	0,00	3 778 160,00	0,00	3 778 160,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	4 910 139,00	0,00	500 000,00	0,00	500 000,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>Total des dépenses d'équipement</b>	<b>27 326 999,00</b>	<b>0,00</b>	<b>4 578 160,00</b>	<b>0,00</b>	<b>4 578 160,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	125 847,00	0,00	125 847,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	20 000,00	0,00	20 000,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
	<b>Total des dépenses financières</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>145 847,00</b>	<b>0,00</b>	<b>145 847,00</b>
45...	Total des opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>Total des dépenses réelles d'investissement</b>	<b>27 326 999,00</b>	<b>0,00</b>	<b>4 724 007,00</b>	<b>0,00</b>	<b>4 724 007,00</b>
040	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	432 602,00		0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
	<b>Total des dépenses d'ordre d'investissement</b>	<b>432 602,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>27 759 601,00</b>	<b>0,00</b>	<b>4 724 007,00</b>	<b>0,00</b>	<b>4 724 007,00</b>

+

**D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (1)****0,00**

=

**TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES****4 724 007,00****RECETTES D'INVESTISSEMENT**

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
13	Subventions d'investissement	27 326 999,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	3 953 227,00	0,00	3 953 227,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>Total des recettes d'équipement</b>	<b>27 326 999,00</b>	<b>0,00</b>	<b>3 953 227,00</b>	<b>0,00</b>	<b>3 953 227,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	<b>Total des recettes financières</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

45...	Total des opérations pour le compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00		
<b>Total des recettes réelles d'investissement</b>		<b>27 326 999,00</b>	<b>0,00</b>	<b>3 953 227,00</b>	<b>0,00</b>	<b>3 953 227,00</b>
021	Virement de la section d'exploitation (4)	0,00		615 361,00	0,00	615 361,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	432 602,00		155 419,00	0,00	155 419,00
041	Opérations patrimoniales (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'ordre d'investissement</b>		<b>432 602,00</b>		<b>770 780,00</b>	<b>0,00</b>	<b>770 780,00</b>
<b>TOTAL</b>		<b>27 759 601,00</b>	<b>0,00</b>	<b>4 724 007,00</b>	<b>0,00</b>	<b>4 724 007,00</b>

+

<b>R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>4 724 007,00</b>
---	---------------------

## Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

**AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL  
DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE  
FONCTIONNEMENT (8)**

770 780,00

(1) cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(5) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(6) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).

(7) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) Solde de l'opération DE 023 + DE 042 – RE 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.



**II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET****BALANCE GENERALE DU BUDGET****B1****1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)**

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	4 919 193,00		4 919 193,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	5 933 802,00		5 933 802,00
014	Atténuations de produits	2 112 133,00		2 112 133,00
60	Achats et variation des stocks (3)		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	1 531 721,00		1 531 721,00
66	Charges financières	149 899,00	0,00	149 899,00
67	Charges exceptionnelles	20 400,00	0,00	20 400,00
68	Dot. Amortist*, dépréciat*, provisions	481 449,00	155 419,00	636 868,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	205 120,00		205 120,00
71	Production stockée (ou déstockage) (3)		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	Virement à la section d'investissement		615 361,00	615 361,00
<b>Dépenses d'exploitation – Total</b>		<b>15 353 717,00</b>	<b>770 780,00</b>	<b>16 124 497,00</b>

+

**D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE****0,00**

=

**TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES****16 124 497,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement reçues	0,00	0,00	0,00
14	Prov. Réglementées, amort. dérogatoires		0,00	0,00
15	Provisions pour risques et charges (5)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	125 847,00	0,00	125 847,00
18	Compte de liaison : affectat* (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	300 000,00	0,00	300 000,00
21	Immobilisations corporelles (6)	3 778 160,00	0,00	3 778 160,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	500 000,00	0,00	500 000,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	20 000,00	0,00	20 000,00
28	Amortissement des immobilisations (reprises)		0,00	0,00
29	Dépréciation des immobilisations		0,00	0,00
39	Dépréciat* des stocks et en-cours		0,00	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à répartir plusieurs exercices		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
<b>Dépenses d'investissement – Total</b>		<b>4 724 007,00</b>	<b>0,00</b>	<b>4 724 007,00</b>

+

**D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE****0,00**

=

**TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES****4 724 007,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

**II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET****II****BALANCE GENERALE DU BUDGET****B2****2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)**

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	506 000,00		506 000,00
60	Achats et variation des stocks (3)		0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	15 206 789,00		15 206 789,00
71	Production stockée (ou déstockage) (3)		0,00	0,00
72	Production immobilisée		0,00	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00
78	Reprise amort., dépréciat* et provisions	411 708,00	0,00	411 708,00
79	Transferts de charges		0,00	0,00
<b>Recettes d'exploitation – Total</b>		<b>16 124 497,00</b>	<b>0,00</b>	<b>16 124 497,00</b>

+

**R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE****0,00**

=

**TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES****16 124 497,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement reçues	0,00	0,00	0,00
14	Prov. Réglementées, amort. dérogatoires		0,00	0,00
15	Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	3 953 227,00	0,00	3 953 227,00
18	Comptes liaison : affectat* BA, régies	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations		155 419,00	155 419,00
29	Dépréciation des immobilisations (4)		0,00	0,00
39	Dépréciat* des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à répartir plusieurs exercices		0,00	0,00
491	Dépréciations des comptes de clients		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la section d'exploitation		615 361,00	615 361,00
<b>Recettes d'investissement – Total</b>		<b>3 953 227,00</b>	<b>770 780,00</b>	<b>4 724 007,00</b>

+

**R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE****0,00**

+

**AFFECTATION AUX COMPTES 106****0,00**

=

**TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES****4 724 007,00**

- (1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
- (2) Voir liste des opérations d'ordre.
- (3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
- (4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
- (5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).
- (6) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, en M. 41 et en M. 43.





## III – VOTE DU BUDGET

III

## SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES

A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
<b>011</b>	<b>Charges à caractère général (5) (6)</b>	<b>3 923 201,00</b>	<b>4 919 193,00</b>	<b>0,00</b>
601	Achats stockés - Matières premières	0,00	4 000,00	0,00
60211	Achat de carburant	0,00	46 000,00	0,00
60213	Achat de lubrifiant	0,00	55 500,00	0,00
60215	Achat de pièces de rechange	996 950,00	1 031 300,00	0,00
60222	Produits d'entretien	0,00	23 000,00	0,00
605	Achats de matériel, équipements	0,00	43 800,00	0,00
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie)	0,00	459 000,00	0,00
6063	Fournitures entretien et petit équipt	0,00	30 600,00	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	53 200,00	0,00
6066	Carburants	208 989,00	5 000,00	0,00
607	Achats de marchandises	0,00	3 000,00	0,00
611	Sous-traitance générale	288 400,00	353 000,00	0,00
6122	Crédit-bail mobilier	24 561,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	82 552,00	81 600,00	0,00
6135	Locations mobilières	0,00	30 600,00	0,00
61521	Entretien, réparations bâtiments publics	385 683,00	173 600,00	0,00
61528	Entretien, réparation autres biens immob.	0,00	10 000,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	0,00	419 943,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	81 600,00	0,00
6161	Multirisques	511 686,00	612 000,00	0,00
617	Etudes et recherches	59 356,00	0,00	0,00
618	Divers	330 808,00	0,00	0,00
6222	Commissions et courtages sur ventes	0,00	204 000,00	0,00
6226	Honoraires	246 216,00	153 000,00	0,00
6231	Annonces et insertions	30 701,00	14 000,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	6 000,00	0,00
6237	Publications	0,00	10 600,00	0,00
6241	Transports sur achats	0,00	2 000,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	0,00	2 000,00	0,00
6256	Missions	15 351,00	4 000,00	0,00
6257	Réceptions	0,00	2 200,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	0,00	2 040,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	61 200,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	51 000,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	102 000,00	0,00
6288	Autres	20 000,00	28 560,00	0,00
635111	Colisat* Foncière des Entreprises	0,00	152 730,00	0,00
635112	Colisat* Valeur Ajoutée Entreprises	117 913,00	0,00	0,00
63513	Autres impôts locaux	0,00	607 120,00	0,00
6352	Taxes sur chiffre d'affaires non récup	443 105,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	160 930,00	0,00	0,00
<b>012</b>	<b>Charges de personnel, frais assimilés</b>	<b>5 381 611,00</b>	<b>5 933 802,00</b>	<b>0,00</b>
6411	Salaires, appointements, commissions	3 839 181,00	2 750 604,00	0,00
6413	Primes et gratifications	0,00	418 263,00	0,00
6414	Indemnités et avantages divers	0,00	153 000,00	0,00
6451	Colisations à l'U.R.S.S.A.F.	1 286 587,00	2 477 679,00	0,00
6472	Versements aux comités d'entreprise	0,00	66 912,00	0,00
648	Autres charges de personnel	255 843,00	67 344,00	0,00
<b>014</b>	<b>Atténuations de produits (7)</b>	<b>0,00</b>	<b>2 112 133,00</b>	<b>0,00</b>
7096	RRR sur prestations de services	0,00	2 112 133,00	0,00
<b>65</b>	<b>Autres charges de gestion courante</b>	<b>25 584,00</b>	<b>1 531 721,00</b>	<b>0,00</b>
6518	Autres	0,00	51 000,00	0,00
6532	Frais de mission élus	25 584,00	0,00	0,00
65713	Subv. équipt Départements	0,00	1 480 721,00	0,00
<b>TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65)</b>		<b>9 330 396,00</b>	<b>14 496 849,00</b>	<b>0,00</b>
<b>66</b>	<b>Charges financières (b) (8)</b>	<b>0,00</b>	<b>149 899,00</b>	<b>0,00</b>

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
6616	Intérêts bancaires, opérat* financement	0,00	149 899,00	0,00
67	Charges exceptionnelles (c)	0,00	20 400,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	20 400,00	0,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat* (d) (9)	0,00	481 449,00	0,00
6815	Dot. prov. pour risques exploitat*	0,00	481 449,00	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (10)	282 590,00	205 120,00	0,00
6951	Impôts sur les bénéfices	282 590,00	205 120,00	0,00
022	Dépenses imprévues (f)	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e + f</b>		<b>9 612 986,00</b>	<b>15 353 717,00</b>	<b>0,00</b>
023	Virement à la section d'investissement	0,00	615 361,00	0,00
042	Opérat* ordre transfert entre sections (11) (12)	432 602,00	155 419,00	0,00
6811	Dot. amort. Immos incorp. et corporelles	432 602,00	155 419,00	0,00
<b>TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT</b>		<b>432 602,00</b>	<b>770 780,00</b>	<b>0,00</b>
043	Opérat* ordre Intérieur de la section	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE</b>		<b>432 602,00</b>	<b>770 780,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)</b>		<b>10 045 588,00</b>	<b>16 124 497,00</b>	<b>0,00</b>

		+
<b>RESTES A REALISER N-1 (13)</b>		<b>0,00</b>
		+
<b>D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (13)</b>		<b>0,00</b>
		=
<b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES</b>		<b>16 124 497,00</b>

## Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N - ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote 1.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(6) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 4 et M. 43.

(8) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(9) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(10) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(11) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DE 042 = RI 040.

(12) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(13) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).



**III – VOTE DU BUDGET****III****SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES****A2**

Chap / art(1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
<b>013</b>	<b>Atténuations de charges (5)</b>	<b>0,00</b>	<b>506 000,00</b>	<b>0,00</b>
6032	Varial* stocks autres approvisionnements	0,00	306 000,00	0,00
64198	Autres remboursements	0,00	200 000,00	0,00
<b>70</b>	<b>Ventes produits fabriqués, prestations</b>	<b>9 612 986,00</b>	<b>15 206 789,00</b>	<b>0,00</b>
7061	Transport de voyageur	8 862 103,00	14 861 663,00	0,00
7083	Locations diverses	750 883,00	345 126,00	0,00
<b>73</b>	<b>Produits issus de la fiscalité (6)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>74</b>	<b>Subventions d'exploitation</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>75</b>	<b>Autres produits de gestion courante</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 013 + 70 + 73 + 74 + 75</b>		<b>9 612 986,00</b>	<b>15 712 789,00</b>	<b>0,00</b>
<b>76</b>	<b>Produits financiers (b)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>77</b>	<b>Produits exceptionnels (c)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>78</b>	<b>Reprises sur provisions et dépréciations (d) (7)</b>	<b>0,00</b>	<b>411 708,00</b>	<b>0,00</b>
7815	Rep. prov. charges d'exploitat*	0,00	411 708,00	0,00
<b>TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d</b>		<b>9 612 986,00</b>	<b>16 124 497,00</b>	<b>0,00</b>
<b>042</b>	<b>Opérat* ordre transfert entre sections (8) (9)</b>	<b>432 602,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>777</b>	<b>Quote-part subv invest transf cpte résul</b>	<b>432 602,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>043</b>	<b>Opérat* ordre intérieur de la section (8)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES RECETTES D'ORDRE</b>		<b>432 602,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)</b>		<b>10 045 588,00</b>	<b>16 124 497,00</b>	<b>0,00</b>

+

**RESTES A REALISER N-1 (10)****0,00**

+

**R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)****0,00**

=

**TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES****16 124 497,00****Détail du calcul des ICNE au compte 7622**

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 699 n'existe pas en M. 49.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, M. 41 et M. 43.

(7) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.

(9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

## III – VOTE DU BUDGET

## SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES

B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations)	30 000,00	300 000,00	0,00
2031	Frais d'études	30 000,00	0,00	0,00
2051	Concessions et droits assimilés	0,00	300 000,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	22 386 860,00	3 778 160,00	0,00
2153	Installations à caractère spécifique	0,00	3 778 160,00	0,00
2156	Matériel de transport d'exploitation	22 386 860,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	4 910 139,00	500 000,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	4 910 139,00	500 000,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		27 326 999,00	4 578 160,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	125 847,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	125 847,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	20 000,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	20 000,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		0,00	145 847,00	0,00
Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00
TOTAL DEPENSES REELLES		27 326 999,00	4 724 007,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8)	432 602,00	0,00	0,00
	Reprises sur autofinancement antérieur	432 602,00	0,00	0,00
13913	Sub. équipt cpte résult. Départements	432 602,00	0,00	0,00
	Charges transférées	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales (9)	0,00	0,00	0,00
TOTAL DEPENSES D'ORDRE		432 602,00	0,00	0,00
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)		27 759 601,00	4 724 007,00	0,00

+

RESTES A REALISER N-1 (10)

0,00

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (10)

0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES

4 724 007,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote 1.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 040 = RE 042.

(8) Le compte 15...2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.

(10) Inscrive en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

**III – VOTE DU BUDGET****III****SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES****B2**

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
13	Subventions d'investissement	27 326 999,00	0,00	0,00
1313	Subv. éqipt Départements	27 326 999,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	3 953 227,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	3 953 227,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes d'équipement</b>		<b>27 326 999,00</b>	<b>3 953 227,00</b>	<b>0,00</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat* (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
<b>Total des recettes financières</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Total des recettes d'opérations pour compte de tiers</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL RECETTES REELLES</b>		<b>27 326 999,00</b>	<b>3 953 227,00</b>	<b>0,00</b>
021	Virement de la section d'exploitation	0,00	615 361,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7)	432 602,00	155 419,00	0,00
2801	Frais d'établissement	432 602,00	0,00	0,00
2805	Licences, logiciels, droits similaires	0,00	50 000,00	0,00
28154	Matériel industriel	0,00	105 419,00	0,00
<b>TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION</b>		<b>432 602,00</b>	<b>770 780,00</b>	<b>0,00</b>
041	Opérations patrimoniales (8)	0,00	0,00	0,00
<b>TOTAL RECETTES D'ORDRE</b>		<b>432 602,00</b>	<b>770 780,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)</b>		<b>27 759 601,00</b>	<b>4 724 007,00</b>	<b>0,00</b>

+

<b>RESTES A REALISER N-1 (9)</b>	<b>0,00</b>
----------------------------------	-------------

+

<b>R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (9)</b>	<b>0,00</b>
--	-------------

=

<b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>	<b>4 724 007,00</b>
---	---------------------

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RI 040 = DE 042.

(7) Le compte 15...2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.

(9) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET		ID : 074-927733055-20251201-CA_2025_51-DE
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT		B3

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Emprunts et dettes à l'origine du contrat														
Nature  (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					0,00									
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)					0,00									
1641 Emprunts en euros (total)					0,00									
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					0,00									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					0,00									
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					0,00									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									





ID : 074-927733055-20251201-CA\_2025\_51-DE

Emprunts et dettes à l'origine du contrat											ID : 074-927733055-20251201-CA_2025_51-I			
Nature  (Pour chaque ligne, indiquer le numéro du contrat)	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour- sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri- odicité des rembour- sements (6)	Profil d'amor- tissement (7)	Possibilité de rembour- sement anticipé (8)	Caté- gorie d'em- prunt (9)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
Total général														

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	
	IV A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
163 Emprunts obligataires (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilées (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.  
(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

**Régie départementale du Train du Montenvers - Régie départementale du train du Montenvers - BP (projet de budget) - 2026**

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (Intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

Envoyé en préfecture le 18/12/2025

Reçu en préfecture le 18/12/2025

Publié le 19/12/2025

ID : 074-927733055-20251201-CA\_2025\_51-DE



IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES	A4.1

## DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

*Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1 (1)*

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	0,00	0,00
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	0,00	0,00
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	0,00	0,00

*Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)*

	Propositions nouvelles	Vote (2)
Affectation au 106 (C)	0,00	0,00
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	0,00	0,00
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	0,00	0,00

## COUVERTURE DE L'ANNUTE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Propositions nouvelles	Vote
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3)	125 847,00	0,00
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3)	770 780,00	0,00
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	644 933,00	0,00

(1) Eléments à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Les RAR étant intégrés au calcul des ressources propres provenant des exercices antérieurs, seuls les crédits de l'exercice sont à inscrire. Le détail des crédits est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

## IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN  
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES

A4.2

## DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
<b>DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B</b>		<b>125 847,00</b>	<b>0,00</b>
<b>16 Emprunts et dettes assimilées (A)</b>		<b>125 847,00</b>	<b>0,00</b>
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	125 847,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
<b>Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
10...	Reprise de dotations, fonds divers et réserves		
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	Subv. invest. transférées cpte résultat	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.



IV – ANNEXES		IV
ELEMENTS DU BILAN		
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES		A4.3

## RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		770 780,00	III 0,00
Ressources propres externes de l'année (a)		0,00	0,00
10222	FCTVA	0,00	0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		770 780,00	0,00
15...	Provisions pour risques et charges		
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
28...	Amortissement des immobilisations		
2801	Frais d'établissement	0,00	0,00
2805	Licences, logiciels, droits similaires	50 000,00	0,00
28154	Matériel industriel	105 419,00	0,00
29...	Dépréciation des immobilisations		
39...	Dépréciat° des stocks et en-cours		
481...	Charges à répartir plusieurs exercices		
021	Virement de la section d'exploitation	615 361,00	0,00

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

IV – ANNEXES

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		0,00	0,00	0,00	0,00	9,00	9,00
Administrateur	A	0,00	0,00	0,00	0,00	1,00	1,00
Assistante Commerciale	C	0,00	0,00	0,00	0,00	1,00	1,00
Assistante de Direction	C	0,00	0,00	0,00	0,00	1,00	1,00
Chef Exploitation	A	0,00	0,00	0,00	0,00	1,00	1,00
Comptable	B	0,00	0,00	0,00	0,00	1,00	1,00
Responsable Administratif et Financier	A	0,00	0,00	0,00	0,00	1,00	1,00
Responsable Commercial	A	0,00	0,00	0,00	0,00	1,00	1,00
Responsable Informatique	A	0,00	0,00	0,00	0,00	1,00	1,00
Responsable RH	A	0,00	0,00	0,00	0,00	1,00	1,00
FILIERE TECHNIQUE (c)		0,00	0,00	0,00	0,00	37,00	37,00
Agent Exploitation	C	0,00	0,00	0,00	0,00	6,00	6,00
Agent de Voie	C	0,00	0,00	0,00	0,00	1,00	1,00
Assistante Caisses	B	0,00	0,00	0,00	0,00	1,00	1,00
Conducteur de train	C	0,00	0,00	0,00	0,00	6,00	6,00
Directeur d'Exploitation	A	0,00	0,00	0,00	0,00	1,00	1,00
Electricien	C	0,00	0,00	0,00	0,00	4,00	4,00
Hotesse de Caisses	C	0,00	0,00	0,00	0,00	1,00	1,00
Mécanicien	C	0,00	0,00	0,00	0,00	9,00	9,00
Responsable Atelier	B	0,00	0,00	0,00	0,00	1,00	1,00
Responsable Voie et Batiment	B	0,00	0,00	0,00	0,00	1,00	1,00
Responsable de Caisses	C	0,00	0,00	0,00	0,00	3,00	3,00
Responsable de Gare	C	0,00	0,00	0,00	0,00	1,00	1,00
Responsable de voie	B	0,00	0,00	0,00	0,00	1,00	1,00
Responsable Electrique		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE SOCIALE (d)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET					
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE SPORTIVE (g)		0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE CULTURELLE (h)		0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ANIMATION (i)		0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE POLICE (j)		0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		0,00	0,00		0,00	0,00	46,00	46,00

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalents temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques \* quotité de temps de travail \* période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 \* 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.





IV – ANNEXES

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

IV  
C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		Fondement du contrat (4)	CONTRAT Nature du contrat (5)
			Indexe (8)	Euros		
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
Administrateur	A	ADM		0,00	A	CDI Directeur de la Régie
Agent Exploitation	C	TECH		0,00	A	CDI Agent Exploitation
Agent de Voie	C	TECH		0,00	A	CDI Agent de voie
Assistante Caisses	B	TECH		0,00	A	CDI Assistante de Caisses
Assistante Commerciale	C	ADM		0,00	A	CDI Assistante Commerciale
Assistante de Direction	C	ADM		0,00	A	CDI Assistante de Direction
Chef Exploitation	A	ADM		0,00	A	CDI Chef Exploitation
Comptable	B	ADM		0,00	A	CDI Comptable
Conducteur de train	C	TECH		0,00	A	CDI Conducteur de train
Directeur d'Exploitation	A	TECH		0,00	A	CDI Directeur d'Exploitation
Electricien	C	TECH		0,00	A	CDI Electricien
Hotesse de Caisses	C	TECH		0,00	A	CDI Hotesse de Caisses
Mécanicien	C	TECH		0,00	A	CDI Mécanicien
Responsable Administratif et Financier	A	ADM		0,00	A	CDI Responsable Administratif et Financier
Responsable Atelier	B	TECH		0,00	A	CDI Responsable Atelier
Responsable Commercial	A	ADM		0,00	A	CDI Responsable Commercial
Responsable Informatique	A	ADM		0,00	A	CDI Responsable Informatique
Responsable RH	A	ADM		0,00	A	CDI Responsable RH
Responsable Voie et Batiment	B	TECH		0,00	A	CDI Responsable Voie et Batiment
Responsable de Caisses	B	TECH		0,00	A	CDI Responsable de Caisses
Responsable de Gare	C	TECH		0,00	A	CDI Responsable de Gare
Responsable de voie	C	TECH		0,00	A	CDI Responsable de Voie
Responsable Electrique	B	TECH		0,00	A	CDI Responsable Electrique
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00		
Agent Exploitation	C	TECH		0,00	A	CDD Agent Exploitation
Agent de Voie	C	TECH		0,00	A	CDD Agent de voie
Assistante RH	C	ADM		0,00	A	CDD Assistante RH
Conducteur de train	C	TECH		0,00	A	CDD Conducteur de train
Hotesse de Caisses	C	TECH		0,00	A	CDD Hotesse de Caisses
Responsable de Gare	C	TECH		0,00	A	CDD Responsable de Gare
TOTAL GENERAL				0,00		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

- (2) SECTEUR ADM : Administratif,  
TECH : Technique,  
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain),  
S : Social,  
MS : Médico-social,  
MT : Médico-technique,  
SP : Sportif,  
CULT : Culturel  
ANIM : Animation,  
POL : Police,  
POMP : Sapeurs-pompiers,  
X : Emplois non classés.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

- (4) CONTRAT : Moitié du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :  
332-23-1\* : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.  
332-23-2\* : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans  
332-24 : Contrat de projet pour une durée maximale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans  
332-13 : Remplacement temporaire d'un employé.  
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.  
332-8-1\* : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.  
332-8-2\* : Justifié par les besoins de services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.  
332-8-3\* : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.  
332-8-4\* : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.  
332-8-5\* : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la qualité de travail est inférieure à 50 %.  
332-8-6\* : Emplois des communes (< 2 000 hab.) et des groupements de communes (< 10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.  
327-5 : Contratuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.  
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.  
326-352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L328 et L.352).  
343-1, 343-3 : Emplois supérieurs de cabinet.  
333-1, 333-10 : Collaborateurs de cabinet.  
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.  
A : Autres.

- (5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être libellés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).
- (6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.
- (7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.
- (8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.



## IV – ANNEXES

<b>AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS</b> <b>ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT DE RATTACHEMENT</b> <b>EMPLOYE PAR LA REGIE</b>	<b>C1.2</b>
---	-------------

## C1.2 – ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT DE RATTACHEMENT EMPLOYE PAR LA REGIE (1)

AGENTS TITULAIRES OU NON	CATEGORIES	EFFECTIFS	MONTANT PREVU A L'ARTICLE 6215
Attachés principaux	A	0	0,00
Directeur territorial	A	0	0,00
Attachés	A	0	0,00
Adjoint administratif principal	A	0	0,00
<b>TOTAL GENERAL</b>	A	0	0,00

(1) Cette annexe est servie s'il s'agit d'un budget annexé au budget d'une collectivité locale ou d'un établissement public local et si la collectivité de rattachement a mis à disposition du personnel en vue de l'exploitation du service.

## IV – ANNEXES

### ARRETE ET SIGNATURES

IV

D

Nombre de membres en exercice : 29

Nombre de membres présents : 0

Nombre de suffrages exprimés : 0

VOTES :

Pour : 0

Contre : 0

Abstentions : 0

Date de convocation : 01/01/2000

Présenté par (1) Le Président,

A Annecy le 01/12/2025

(1) Le Président,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session Ordinaire

A Annecy, le 01/12/2025

Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3).

M. BAUD-GRASSET Joël	
M. BOCCARD Bernard	
M. BRASSAC Stéphane	
M. DAVIET François	
M. DEPLANTE Daniel	
M. EXCOFFIER François	
M. GAZANION Eric	
M. MAS Jean-Philippe	
M. MORAND Georges	
M. RATSIMBA David	
M. RUBIN Nicolas	
M. SADDIER Martial	
M. SAGUEZ Fabien	
M. TARDY Lionel	
M. VERDONNET Christian	
Mme ATHANASE cathy	
Mme DONZEL-GONNET Marie-Louise	
Mme DULIEGE Fabienne	
Mme FAVRE Marie-Christine	
Mme GAUBERT Marion	
Mme GAY Agnès	

**IV – ANNEXES**  
**ARRETE ET SIGNATURES**

Mme GRANDJACQUES Claire	
Mme JANIN Christine	
Mme LHUILLIER Myriam	
Mme MAHUT Patricia	
Mme MAURIS Odile	
Mme METRAL Marie-Antoinette	
Mme MUGNIER Magali	
Mme TEPPE-ROGUET Marie-Claire	

Certifié exécutoire par (1) Le Président, compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A Annecy, le

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,...

(2) L'assemblée délibérante étant : le Conseil d'administration.

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

## Régie départementale du Train du Monteverz

**Extrait du Registre des Délibérations du Conseil d'administration**  
**Séance du 1<sup>er</sup> décembre 2025**  
**N° CA-2025-52**

**RAPPORTEUR : M. LE PRESIDENT**

**OBJET : Ventes des produits combinés par la CMB**

Présent(e)s				
Administrateurs	M. Martial SADDIER, M. Stéphane BRASSAC, M. Daniel DEPLANTE, Mme Marie-Louise DONZEL-GONET, Mme Marie-Christine FAVRE, M. Eric GAZANION, Mme Claire GRANDJACQUES, Mme Odile MAURIS. M. Jean-Philippe MAS, Mme Marie-Antoinette METRAL, Mme Magali MUGNIER, Mme Marie Claire TEPPE-ROGUET.			
	Représentés (pouvoir)			
	M. François DAVIET, ayant donné pouvoir à Mme Marie Antoinette METRAL, Mme Fabienne DULIEGE, ayant donné pouvoir à M. Daniel DEPLANTE, Mme Agnès GAY, ayant donné pouvoir à M. Martial SADDIER, Mme Myriam LHUILLIER, ayant donné pouvoir à Mme Marie Louise DONZEL-GONET, Mme Patricia MAHUT, ayant donné pouvoir à Mme Marie Claire TEPPE-ROGUET, M. Fabien SAGUEZ, ayant donné pouvoir à M. Martial SADDIER.			
	Absents – Excusés			
	Mme Cathy ATHANASE, M. Joël BAUD-GRASSET, M. Bernard BOCCARD, M. François EXCOFFIER, Mme Marion GAUBERT, Mme Christine JANIN M. Georges MORAND, M. David RATSIMBA, M. Nicolas RUBIN, M. Lionel TARDY, M. Christian VERDONNET.			
	Quorum et délégations de vote vérifiés			
	Membres en exercice :	29	Adopté à l'unanimité	
	Présents :	12	Voix "Pour"	18
	Représenté(e)s	6	Voix "Contre"	0
	Suffrages exprimés	18	Abstention	0

### Exposés des motifs

Par délibération n° CA-2025-41 en date du 27 octobre 2025, le Conseil d'Administration a approuvé les tarifs applicables pour les saisons hiver 2025/2026 et été 2026, incluant notamment les tarifs relatifs à la vente de produits combinés avec la Compagnie du Mont Blanc, qui seront destinés à être commercialisés sur les points de vente physiques du Train du Montenvers ainsi que sur le site internet de vente en ligne.

Ces produits combinés ont été conçus afin de favoriser une meilleure attractivité de l'offre, d'améliorer la lisibilité pour les usagers et d'optimiser la distribution commerciale des prestations proposées par l'établissement.

Pour cette nouvelle année 2025-2026, de nouveaux produits commercialisés en commun avec la compagnie du Mont Blanc ont été créés. (Balcon Nord et Balcon Nord + Grotte).

La nouvelle convention est donc désormais quadripartite (Commune, Régie, CMB, CMG), le modèle et joint en annexe à la présente délibération.

Il est ainsi proposé au Conseil d'Administration de se prononcer en ce sens.

### Proposition de Décision

**Après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents ou représentés,**

**VU** la délibération du Conseil départemental n° CD-2023-0737 du 09 octobre 2023 optant pour la reprise en gestion directe du service public du train du Montenvers ;

**VU** la délibération n°CA-2025-41 du 27 octobre 2025 ;

**VU** l'exposé des motifs ;

**Le Conseil d'administration,**

**APPROUVE** la vente de certains produits combinés exposés dans la délibération par la Compagnie du Mont Blanc,

**AUTORISE** le Président à signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré,  
Pour extrait conforme,

**La Secrétaire de séance,  
Membre du Conseil d'administration  
de la Régie départementale du train du Montenvers**

  
**Daniel DEPLANTE**

**Le Président  
de  
la Régie départementale du train du Montenvers**

  
**Martial SADDIER**



Publication de la Régie départementale du train du Montenvers

Directeur de la Publication : M. Martial SADDIER, Président de la Régie départementale  
du train du Montenvers

Rédaction : Services de la Régie

Publié le 19 décembre 2025

Impression : Services du Département

Contact : Régie départementale du train du Montenvers

Hôtel du Département

1, avenue d'Albigny

74041 ANNECY Cedex

[regietrainmontenvers@hautesavoie.fr](mailto:regietrainmontenvers@hautesavoie.fr)